UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE PROGRAMME LAIT-ÉCOLE DE 1977 : UNE HISTOIRE SOCIALE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR

FRANÇOIS BOUDREAU

JUIN 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

En préambule à ce mémoire, je souhaite adresser mes remerciements les plus sincères aux personnes qui m'ont apporté leur aide et qui ont contribué à l'élaboration de ce projet de maîtrise. Je tiens à remercier sincèrement Madame Joanne Burgess qui, en tant que Directrice de mémoire, s'est toujours montrée à l'écoute et très disponible. Merci aussi pour l'inspiration, l'aide et le temps qu'elle a bien voulu me consacrer et sans qui ce mémoire n'aurait jamais vu le jour. Mes remerciements s'adressent également à tous les professionnels consultés.

Je n'oublie pas ma mère pour ses encouragements et son soutien tout au long de cette aventure. Je tiens également à exprimer ma reconnaissance envers ma conjointe qui a eu la patience de composer avec mes absences durant mon projet. Merci à mes enfants à qui j'ai pensé lors des moments difficiles.

Enfin, je me félicite pour ma persévérance dans ce périple positif.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	vi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
L'ENSEIGNEMENT DE LA SAINTE NUTRITION DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES DE MONTRÉAL À LA FIN DES ANNÉES 1970 : BILAN HISTORIGRAPHIQUE ET PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE.....	3
1.1. Bilan historiographique : L'histoire du lait au Québec.....	4
1.2. Problématique de recherche et cadre d'analyse.....	23
1.3. Sources et méthodologie.....	30
CHAPITRE II	
LES PROJETS PRÉCURSEURS.....	36
2.1. 1931-1960 : L'émergence de l'intervention sociale à la CECM.....	38
2.2. La distribution de lait à la CECM dans un contexte de révolution sociale...	41
2.3. 1965-1969 : Le Projet d'Action Sociale et Scolaire.....	44
2.4. 1970 : L'Opération Renouveau.....	50
2.5. Conclusion.....	56

CHAPITRE III**LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : LA PRISE EN CHARGE PAR L'ÉTAT.....59****3.1. L'étatisation de la lutte à la pauvreté.....61****3.2. L'alimentation en milieu scolaire.....68****3.3. Le lait.....78****3.4. Le regroupement des forces autour de la nutrition en milieu scolaire.....81****3.5. Conclusion.....85****CHAPITRE IV****LA MISE SUR PIED DU PROGRAMME LAIT-ÉCOLE.....88****4.1. La FPLQ sur les bancs d'écoles.....89****4.2. La naissance du programme lait-école.....95****4.3. Bilan du programme lait-école.....105****4.4. Conclusion.....107****CHAPITRE V****CONCLUSION.....109****BIBLIOGRAPHIE.....118**

RÉSUMÉ

Avec cette recherche, nous avons voulu connaître les véritables motivations qui ont mené à la mise sur pied du programme lait-école de 1977. Nous avons examiné l'expérience antérieure de la Commission des écoles catholique de Montréal (CECM) pour comprendre son influence sur ce programme d'intervention en milieu défavorisé. Le programme lait-école voit le jour alors que la maturité du secteur public coïncide avec l'arrivée de la volonté politique du Parti Québécois et un besoin du secteur laitier. À travers l'étude de pourparlers entre des acteurs essentiels du domaine scolaire montréalais et de certains ministères, nous avons pu observer un transfert d'influence en matière d'intervention sociale. Le programme lait-école est donc l'aboutissement du travail acharné d'acteurs multiples, principalement du secteur public, où l'expérience de la CECM permet une intégration nationale rapide. Cette recherche repose principalement sur les archives de la Commission scolaire de Montréal et du Conseil scolaire de l'île de Montréal, enrichies par les archives du fonds Jean Garon et celles de la Fédération des producteurs laitiers du Québec. Par contre, l'accès limité aux documents provenant des producteurs laitiers nous contraint à baser nos observations presque entièrement sur des informations officielles du secteur public. Des recherches ultérieures sur cette industrie permettraient sans doute de mieux évaluer l'impact du secteur laitier sur la mise sur pied du programme lait-école.

MOTS-CLÉS : milieu défavorisé, programme lait-école, Commission des écoles catholiques de Montréal, intervention sociale en milieu scolaire.

INTRODUCTION

Au cours de recherches historiques récentes en action communautaire, la redécouverte d'un document éducatif a suscité chez nous un intérêt marqué. Ainsi, nous avons été introduits à l'existence d'un document d'enseignement destiné aux élèves des 3^e, 4^e et 5^e niveaux du primaire au Québec. Publié en 1978, *Grignote*¹ avait pour but d'inciter ces jeunes écoliers à adopter une saine alimentation, mais surtout à consommer des produits laitiers. Plus spécifiquement, les dessins et jeux qu'on y trouve mettent la plupart du temps en vedette un berlingot de lait. Si ce document semble à première vue anodin, on peut toutefois se poser de sérieuses questions quant à son impact sur les générations qui furent ciblées. En effet, notre sens critique contemporain voit là un moyen, et une chance incroyable, de fidéliser des consommateurs pour plusieurs années à venir.

Poussant nos recherches afin de connaître les tenants et aboutissants d'un tel document, nous avons vite pu établir des liens entre celui-ci et le programme lait-école du Québec, mis en application en septembre 1977, notamment dans certaines écoles de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM). Cette mesure, qui s'adressait d'abord aux élèves du niveau primaire en milieu défavorisé, est devenue universelle au niveau primaire dès 1979. Cependant, une étude du Groupe de recherche en action populaire (GRAP)² a été le véritable tournant de ce qui n'était au départ que simple curiosité. En effet, en 1981, Denis Fortin et Marc Roland déposaient un document qui questionnait le rôle des consommateurs dans

¹Fédération des Producteurs de Lait du Québec, *Grignote : Cahier de l'enfant*, Montréal, Centre de promotion, 1978. 18 p.

²Denis Fortin et Marc Roland, *La gratuité du lait dans les écoles : une lutte de consommateurs ?*, Québec, Groupe de recherche en action populaire, École de service social, Université Laval, Cahier 6, 1981, 22 p.

l'établissement du programme lait-école. Les conclusions de ces derniers identifiaient les demandes répétées de la Fédération des Producteurs de Lait du Québec (FPLQ) mais surtout l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois (PQ) en 1976, comme les causes principales de la mise en place du programme lait-école. Vu l'ampleur d'un tel programme, nous avons remis en cause l'importance du rôle du PQ dans sa mise en place. Cette étude a confirmé notre intérêt pour la question et nous a poussé à vouloir mieux comprendre les facteurs qui ont contribué au développement de ce programme.

CHAPITRE I

L'ENSEIGNEMENT DE LA SAINTE NUTRITION DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES DE MONTRÉAL À LA FIN DES ANNÉES 1970 : BILAN HISTORIOGRAPHIQUE ET PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE

À notre connaissance, aucune étude québécoise n'a, à ce jour, abordé l'histoire conjointe du lait et de l'École sous l'angle du programme lait-école de 1977. Traités séparément toutefois, ces sujets ont été maintes fois visités dans l'historiographie québécoise. En effet les 300 ans du réseau scolaire québécois ont fait l'objet de nombreuses études, particulièrement sous forme de synthèses. Pour ce qui est du lait par contre, la majorité des historiens et historiennes l'ont dernièrement abordé d'un point de vue secondaire, contrairement à leurs homologues étrangers, qui en ont fait le point d'intérêt central de leur démarche.

Il nous incombe dans un premier temps d'examiner les particularités des études québécoises ayant le lait comme sujet principal. Cette première étape nous permettra de dresser le portrait du statut dont jouit le lait nature dans les années 1970 et de comprendre ainsi les origines de l'intérêt qu'on lui porte aujourd'hui. De cette façon, il nous sera possible de circonscrire la période et le territoire de recherche qui seront les nôtres. Ainsi, nous entreprendrons notre démarche en recherchant des études témoignant du passé de l'industrie laitière québécoise, surtout au XX^e siècle. En second lieu, nous examinerons certaines contributions de l'historiographie étrangère. En confrontant celles-ci aux études québécoises, nous serons à même de constater l'état d'avancement de notre historiographie. Enfin, puisque notre sujet met en scène l'École québécoise, il nous faudra dans un troisième et dernier temps constater l'état de nos connaissances sur ce sujet en visitant quelques études phares

dans le domaine. Ce faisant, nous serons plus aptes à comprendre la nature des liens qui unissent l'École québécoise et l'industrie laitière.

1.1 Bilan historiographique : L'histoire du lait au Québec

Il s'avère d'abord primordial de saisir le portrait du milieu agricole québécois des années 1970. Pour ce faire, nous ferons appel à un auteur qui a produit un ouvrage traitant de l'histoire de l'Union des producteurs agricoles (UPA). Jean-Pierre Kesteman¹ a accepté d'écrire un document commémoratif permettant aux lecteurs d'apprécier le niveau d'évolution atteint par l'industrie agricole du Québec au début des années 1980. Cet ouvrage avait pour but premier de valoriser les réalisations de cette association de cultivateurs. Mais au-delà de cette direction partisane, Kesteman et ses collaborateurs ont couvert un pan important de l'histoire agricole québécoise du XX^e siècle. L'auteur effectue ce retour au passé à travers certains grands thèmes, tels que la genèse de ce qui allait devenir l'UPA, les stratégies développées par le secteur agricole devant la mondialisation des marchés et la redéfinition du métier d'agriculteur. Kesteman s'affaire essentiellement à présenter l'effort d'adaptation de ce mouvement agricole face à son environnement économique sur une période s'échelonnant de 1920 à 1980. Les propos de l'auteur nous permettent de constater qu'au début des années 1970, les producteurs laitiers maîtrisaient les pratiques et la technologie requises pour accroître substantiellement leur production. En effet, la sur-spécialisation des exploitations avait à l'époque permis une explosion des rendements dans des entreprises de plus en plus grandes en taille mais en nombre plus restreint. L'auteur conclut que l'aboutissement de l'implantation de la

¹Jean-Pierre Kesteman, Guy Boisclair et Jean-Marc Kirouac, *Histoire du syndicalisme agricole au Québec, UCC-UPA 1924-1984*, Montréal, Boréal Express, 1984, 327 p.

mécanisation dans le milieu agricole, entraînée par l'économie de marché, a fait apparaître durant les années 1970, le nouveau visage de l'agriculture québécoise.

Cet ouvrage nous montre également le cheminement structurel que connut l'UPA, principal agent de changement du milieu agricole selon Kesteman, au cours de la période 1960-1970. Cette organisation s'est d'ailleurs dotée, entre autres, de programmes scolaires et de journaux afin de favoriser la promotion de la profession agricole et d'en assurer la pérennité. Kesteman nous présente ainsi une perspective syndicale et agricole des luttes menées afin de construire une agriculture prospère et organisée. Nous sommes appelés à constater les gains enregistrés par les agriculteurs québécois, notamment en ce qui a trait à la création d'un marché intérieur et, dans certains cas, protégé contre la concurrence étrangère. Capitalisant sur ce genre de victoire, le milieu agricole s'est ensuite modernisé au rythme du développement socio-économique l'entourant. Ce faisant, il s'est assuré de pouvoir affronter des joueurs au niveau mondial. La démarche de l'auteur nous fait comprendre que le profil du milieu agricole québécois a bien changé depuis la fin de la Première Guerre. Nous constatons que l'industrie agricole québécoise ne souffre pas de complexe par rapport à ce qui se fait ailleurs dans le monde occidental durant cette même période. Finalement, on comprend que cette maturité fut acquise grâce au regroupement des agriculteurs qui se sont dotés d'une direction efficace assurée par l'UPA.

Le cadre dans lequel a été produit ce document impose cependant certaines limites à l'auteur. D'abord, Kesteman est contraint de relater l'histoire d'une réussite économique orchestrée principalement par un syndicat. En ce sens, Kesteman ne fait que survoler les caractéristiques spécifiques des différents groupes qui composent le milieu agricole québécois. À ce sujet, notons qu'un seul chapitre traite plus particulièrement de l'expérience de l'industrie laitière de façon générale. De plus, il faut rappeler qu'il s'agit pour Kesteman de rendre compte de 60 ans d'histoire

agricole, soit une période relativement courte pour un sujet aussi vaste que l'agriculture. Aussi, l'ouvrage rédigé par Kesteman rend peu compte des contraintes que la société québécoise a imposées à cette industrie au cours de son histoire.

Par contre, l'historiographie actuelle peut compter sur d'autres chercheurs qui ont récemment contribué à enrichir l'histoire sociale du Québec en portant un regard sur l'industrie laitière et ses rapports au milieu urbain. Ainsi, les mémoires de Valérie Colas et de Thaïs Dubé-Bédard ont accru nos connaissances spécifiques en matière de santé publique en utilisant l'industrie laitière montréalaise comme fil conducteur. Ce faisant elles ont également exposé les conditions de vie des quartiers défavorisés de la métropole et démontré l'importance du lait dans la lutte contre la mortalité infantile et la malnutrition.

Dans leurs démonstrations respectives, ces auteures ont toutes deux considéré le phénomène d'urbanisation, datant de la fin du XIXe siècle, comme une cause de changement majeur au sein de l'industrie laitière. En effet, l'éloignement des fermes laitières a dévoilé au grand jour certaines lacunes sanitaires déjà présentes, mais dont les effets n'étaient jusque-là que peu apparents.

Ainsi, l'historienne Valérie Colas présente dans son mémoire² les étapes qui ont mené au projet d'adoption, en 1915, du règlement #891 à la Ville de Montréal. Cette loi aurait obligé que le lait distribué à l'intérieur de l'enceinte de la ville soit pasteurisé avant sa consommation. Colas a démontré l'importance du rôle des autorités publiques montréalaises en matière d'assainissement des méthodes de production laitière au Québec. De plus, son texte va révéler un virage important dans le discours médical à propos des attributs du lait. Depuis le phénomène d'étalement

²Valérie Colas, *La bataille du lait pur à Montréal, 1900-1926*, Mémoire de M.A. (histoire), UQAM, 2002, 189 p.

urbain associé à l'industrialisation, ce produit était vu comme un agent de propagation de la maladie. Or, avec l'instauration de nouvelles pratiques, le lait est désormais devenu un allié important dans la lutte contre la mortalité infantile et la tuberculose, qui à l'époque sont de véritables fléaux.

Les mêmes constats peuvent s'appliquer au travail de Thaïs Dubé-Bédard³, puisque le territoire de recherche et l'époque observés sont à peu de choses près les mêmes. En effet, les recherches de l'auteure visent également à divulguer le rôle essentiel des autorités publiques montréalaises en matière d'hygiène publique, toujours en rapport avec la production laitière. Cependant, Dubé-Bédard se démarque dans la façon de traiter le sujet. Sa démarche vise plutôt à observer l'ensemble des mesures d'assainissement en matière de production laitière conduites par la Ville de Montréal. Le but est ici d'établir le constat d'une ingérence des autorités montréalaises qui fut somme toute bénéfique pour la santé publique montréalaise et l'avenir de l'industrie laitière. Ainsi, la thèse de l'auteure était de démontrer que, grâce à l'initiative des agents de santé publique montréalais qui ont édifié les règles et contrôles d'hygiène pour la production du lait qui se faisait hors de leur territoire, ils se garantissaient un approvisionnement en lait de qualité bien qu'ils outrepassaient leur sphère d'action traditionnelle.

Enfin, l'un des constats les plus marquants de ces études réside dans l'ampleur de l'impact du discours médical sur les pratiques de production et de consommation du lait nature au début du XX^e siècle à Montréal. La combinaison de ces travaux nous permet ainsi d'asseoir la notoriété du lait nature en matière de santé publique à Montréal à partir des années 1920. Non seulement cela, mais le travail de Dubé-Bédard confirme l'étendue de l'influence montréalaise en matière d'hygiène laitière

³Thaïs Dubé-Bédard, *Les enjeux socio-politiques du contrôle de la qualité du lait dans la région métropolitaine de Montréal, 1876-1926*, Mémoire de M.A. (histoire), UQAM, 2004, 142 p.

au Québec pour la même période. De plus, ces études nous introduisent à certaines contraintes auxquelles cette industrie a dû faire face au cours de son histoire. Cependant, nous ne possédons toujours pas de vue d'ensemble de ce qui caractérise la production laitière. Afin de comprendre le fonctionnement de cette industrie, nous devons nous référer à d'autres ouvrages tournés vers la mise en marché de ce produit.

C'est ainsi qu'à travers le premier de deux ouvrages de l'économiste Daniel Côté⁴, nous sommes d'abord appelé à percevoir la précarité économique dans laquelle se trouve l'industrie laitière à partir des années 1960. Alors que les décennies 1940 et 1950 sont pour les producteurs synonymes de croissance, les années subséquentes seront tout le contraire. La diminution générale de la consommation des produits laitiers touche l'ensemble des secteurs d'activité de cette industrie au milieu des années 1970. Bien que dans sa démarche l'auteur se concentre principalement sur des faits économiques reflétant une situation financière peu reluisante, il se risque également à proposer certaines pistes d'explication d'ordre social. Par exemple, il constate que la fin du baby-boom a un impact majeur sur la consommation de lait nature, car le marché de cette industrie est principalement constitué de jeunes enfants. Cette conclusion peut s'avérer des plus évidente, néanmoins elle définit clairement les limites du marché de consommateurs dont bénéficient les producteurs laitiers.

Dans une seconde étude⁵, cet auteur s'affaire à établir l'importance économique de la production de lait nature au sein de l'industrie laitière québécoise. Il définit les cinq niches qui composent cette industrie. La plus rémunératrice demeure pour le

⁴Daniel Côté, *Note-synthèse sur l'industrie laitière*. Montréal, École des Hautes Études Commerciales, juillet 1978, 40 p.

⁵Daniel Côté et Martine Vézina, « Les Stratégies de l'industrie laitière », *Gestion, Revue internationale de gestion*, vol. 13, n° 2, mai 1988, p. 32-39.

producteur celle du lait de consommation qualifié aussi de lait nature. Ainsi pour la seule année 1984, par exemple, plus du tiers des recettes agricoles primaires du Québec en proviennent. Elle représente donc la plus importante exploitation agro-alimentaire en termes de revenus, soit plus de 1,1 milliards de dollars pour cette même année.

Mais la contribution de cet auteur ne s'arrête pas là. En effet, il parvient également à démystifier le système de quotas qui régit le complexe marché intérieur dans lequel évoluent les producteurs laitiers de la province. De plus, la contribution de Côté s'avère essentielle dans sa présentation des divers organismes qui composent et régissent cette industrie. Il montre le contrôle du gouvernement provincial sur la production et la vente du lait nature. Ainsi, un système contingente la production en fixant les prix de vente et d'achat du produit. En termes clairs, l'État provincial décide du prix de vente du lait aux laiteries et ensuite aux consommateurs, ainsi que de la quantité de lait nature qui sera produite par les fermiers.

Nous apprenons également que le gouvernement fédéral détient lui aussi des mécanismes d'intervention sur cette production et ce depuis les années 1930. Toutefois, ce palier de gouvernement s'est peu à peu retiré des programmes de rachat de surplus de lait et a ultimement, en 1973, mis un terme à un important sauf-conduit pour les producteurs. Finalement, l'auteur conclut au consensus qui règne au sein des différents organismes impliqués dans ce marché interne protégé. Le but demeure assurément de trouver de nouveaux débouchés pour assurer la croissance de cette industrie. Toutefois, l'auteur se limite à témoigner de l'état de la situation sans identifier les stratégies qui seront employées par les susdits acteurs à cette fin.

Un autre auteur québécois s'est récemment chargé de combler une partie de ce vide. En effet Patrick Emiroglou⁶ a produit une étude qui traite spécifiquement de la publicité télévisuelle ayant le lait comme sujet. Le travail de l'auteur porte sur 25 années de créations publicitaires produites entre 1976 et 2001. Cette initiative sera instaurée suite à une demande du ministère de l'Agriculture du Québec (MAQ) auprès de la Fédération des producteurs laitiers du Québec (FPLQ). Dans sa présentation, l'auteur montre la formidable entreprise de collaboration que fut celle de la publicité du lait. Ce qui était autrefois considéré comme un simple produit est devenu, au fil d'années d'efforts publicitaires, une véritable marque de commerce. Emiroglou qualifie même de page d'histoire la relation qu'établit la FPLQ avec son agence publicitaire, soit la PNMD.

Emiroglou s'affaire principalement à présenter l'évolution du message contenu dans les différentes campagnes publicitaires promouvant le lait, adressées à un public qui évolue lui aussi. À l'origine la stratégie est claire, il faut rendre attrayant aux yeux des adolescents un produit d'abord associé aux enfants. D'ailleurs, l'auteur nous informe que le but de la première campagne visait justement à se gagner la sympathie des adolescents. L'industrie laitière québécoise désirait conquérir un nouveau marché en adoptant dans ses publicités une approche propre à cette clientèle. Puis au fil des années, les créations publicitaires auront tendance à toujours s'adresser à un public de plus en plus âgé, sans toutefois délaisser son premier public cible. Force est de constater qu'après 25 ans de campagne, même les gens du troisième âge font désormais partie du public ciblé par les producteurs laitiers. À la lumière de cette lecture, nous ne pouvons qu'admettre une introduction progressive de ce produit dans tous les foyers, peu importe l'âge des occupants.

⁶Patrick Emiroglou, *Je me souviens du lait : le lait et la création publicitaire au Québec*, Montréal, Éditions Info Presse Inc., 2000, 218 p.

L'histoire de la publicité sur le lait fait également partie d'un travail présenté par Éric Giroux⁷ en 2002. L'auteur examine l'un des moyens développés autrefois par l'industrie laitière afin d'accroître la consommation de lait par habitant. À partir des années 1950 et ce jusqu'à sa dissolution en 1962, les industriels laitiers du Québec s'étaient regroupés au sein d'une association promotionnelle appelée "La Santé par le Lait". L'auteur étudie les activités de promotion et de conditionnement des bonnes pratiques alimentaires qui impliquent la consommation journalière de lait. Il y aura de nombreuses campagnes publicitaires à travers différents médias tels que les journaux et la radio. De plus, Giroux révèle que du matériel d'enseignement destiné aux institutions scolaires sera produit par cette association d'industriels. De façon implicite, il démontre la présence d'un lien entre cette industrie et l'École québécoise. Toujours selon l'auteur, ce sont principalement les nutritionnistes qui viendront valider scientifiquement les effets bénéfiques du lait au cours de ces activités promotionnelles. Néanmoins, bien qu'il reconnaisse les limites de sa brève mais perspicace démarche, l'auteur se questionne sur la nature du lien entre le milieu scolaire québécois et l'industrie laitière, sans toutefois tenter d'y répondre.

Ainsi, peut-on remarquer jusqu'à présent que tous les auteurs traitent de l'histoire du lait sous certains aspects spécifiques, notamment sanitaire ou économique. Nous remarquons aussi une nette tendance à utiliser le lait comme sujet secondaire, dans un traitement plutôt social de l'histoire québécoise. En ce sens, aucune synthèse de l'histoire québécoise du lait n'a jusqu'à présent été produite et c'est pourquoi nous avons choisi de tourner notre regard vers certaines études étrangères, qui annoncent une approche différente à propos de l'histoire du lait.

⁷Éric Giroux, « Éduquer et vendre : La Santé par le lait » *Cap-Aux-Diamants, Revue d'Histoire du Québec*, Une Pinte d'histoire : L'industrie du lait, n° 71, automne 2002. p. 38-46.

Trois auteurs ont particulièrement retenu notre attention. Le premier de ceux-ci est le français Pierre Guillaume⁸. Il dresse un bilan de la place que tient cet aliment dans la consommation quotidienne des Parisiens de 1850 aux années 2000. L'ascension sociale de ce produit sera le fil conducteur de sa démonstration. Par les propos de l'auteur, nous sommes à même de constater le formidable impact du discours médical sur la consommation laitière des Français. Ce sont d'abord les médecins qui se chargeront d'établir la valeur nutritionnelle de cet aliment et, par la même occasion, de lui assurer la faveur populaire. Après la Deuxième Guerre, ce sont les nutritionnistes et les diététistes qui se chargeront à leur tour de promouvoir la consommation de cet aliment chez les enfants. Ainsi doté de propriétés nutritives, la pensée populaire, qui au début du XIXe siècle considérait cet aliment comme indigeste, sera au tournant du siècle suivant plus susceptible d'endosser la consommation du lait nature. Nous constatons également qu'en France la consommation de cet aliment était confinée aux habitants des campagnes jusqu'au tournant du XXe siècle. Le lait fera dès lors son entrée dans les habitudes alimentaires des citadins, d'abord comme complément dans le café pour ensuite être de plus en plus consommé sous sa forme naturelle.

L'étude sociologique de Pierre Guillaume nous introduit aussi à la publicité télévisuelle sur le lait qui débutera en France à partir des années 1970. Or, cette promotion témoigne d'une volonté d'accroître la part de marché de cet aliment à l'échelle nationale. Ainsi, les différentes générations seront dès lors sollicitées par des messages télévisuels leur étant spécifiquement dédiés.

Pour résumer, l'ouvrage de Guillaume dresse un éventail de faits sociaux parisiens portant sur l'histoire du lait et ce sur une période de 150 ans. Nous avons tout de même voulu examiner le travail d'un autre auteur français. Il nous permet d'observer

⁸Pierre Guillaume, *Histoire sociale du lait*, Paris, Éditions Christian, 2003, 233 p.

l'amélioration apportée aux techniques de traitement du lait. En effet François Vatin⁹ apporte une contribution particulière par sa démarche socio-économique de l'histoire du lait en France. Les propos de l'auteur nous permettent de définir les avancées technologiques qui autorisent la conservation du lait lors de son traitement en vue de le consommer nature. Ainsi, nous apprenons qu'à partir des années 1960, le lait devient un produit de consommation transformable, sain, frais, durable, et disponible. Grâce au traitement du lait à très haute température (UHT), il est désormais possible de remédier à la prolifération des bactéries dans le lait et de le rendre salubre sur une plus longue période. Pour l'auteur, il s'agit de la plus importante avancée technologique dans cette industrie depuis l'instauration de la pasteurisation au début du XX^e siècle.

En poursuivant notre analyse de l'historiographie étrangère traitant du lait, nous constatons le degré de maturité de l'industrie laitière aux États-Unis et sa pénétration du marché durant les années 1970, grâce aux travaux d'une auteure américaine. En effet Mélanie E. Dupuis s'est récemment penchée sur la relation privilégiée qu'entretient le citoyen états-unien avec le lait depuis le début du XX^e siècle. Cet ouvrage¹⁰ socio-économique est particulièrement à propos puisque l'auteure complète et relie, en quelque sorte, ceux de Guillaume et d'Emiroglou. En effet, Dupuis permet de mettre en contexte la venue de ces campagnes publicitaires ayant pour sujet le lait. Sa démarche nous permet de saisir l'ampleur de la place que tient l'industrie laitière dans la société nord-américaine et sa réussite commerciale. Plus spécifiquement, l'ouvrage de Dupuis met en évidence l'ascension du lait nature dans les habitudes de consommation des États-Uniens. Sa présentation démontre comment, dans l'esprit collectif, ce produit s'est vu hisser en tête des aliments

⁹François Vatin, *Le lait et la raison marchande*, Haute-Bretagne, Presses Universitaires de Rennes, 1996, 205 p.

¹⁰Mélanie E. Dupuis, « Nature's perfect food: how milk became America's drink », New York, New York University Press, 2002, 310 p.

complets et indispensables à une saine alimentation, au point de devenir, selon elle, la boisson du XX^e siècle.

D'après Dupuis, c'est depuis les années 1950 qu'on parle du lait comme l'aliment le plus complet qui soit. Cette source alimentaire n'est plus seulement nécessaire pour contrer certaines carences, mais a, au fil des années, acquis un statut supérieur. L'auteure montre comment le lait est devenu la boisson la plus consommée aux États-Unis après la Deuxième Guerre, et comment ce produit correspondait tout à fait à l'esprit de commercialisation de masse de cette période historique : un produit abondant, frais, sain et complet. De nouveaux procédés industriels lui ont assuré une fraîcheur accrue et une conservation durable, deux éléments recherchés par les consommateurs de l'époque selon l'auteur.

Dans la première partie de son étude, l'auteure s'affaire à définir les particularités de la production et de la consommation du lait à New York depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre. Ensuite, Dupuis présente la période de construction de l'image publique de ce produit qui débute durant les années 1970 et s'opère encore aujourd'hui. Elle montre comment, du simple aliment, le lait nature est devenu un produit commercial à valeur ajoutée par une remarquable entreprise de commercialisation qu'a réussie l'industrie laitière. Il s'agit en fait de l'histoire du passage d'un simple aliment devenu un produit essentiel dans la pensée collective. Le capital de sympathie acquis par le lait après la Deuxième Guerre dont nous entretenons Dupuis, voilà un aspect qui rend son apport essentiel. En ce sens, le travail de l'auteure établit la notoriété de cet aliment auprès de la population et même des instances gouvernementales qui ont, elles aussi, par l'entremise des autorités médicales, contribué à sa promotion.

Voilà qui résume l'essentiel des propos retenus du traitement du sujet qu'est le lait dans l'histoire de la France et des États-Unis. Alors que l'historiographie québécoise

démontre une nette tendance à utiliser le lait comme outil dans une démonstration économique ou sociosanitaire, il en va tout autrement pour la démarche étrangère. Ainsi, sous une perspective principalement sociale, le lait se retrouve au centre des études de Dupuis, Vatin et Guillaume. Pourtant, peu importe l'origine des précédents travaux, un aspect de l'histoire du lait demeure très peu documenté. La relation entre l'industrie laitière et le milieu scolaire n'a pas interpellé ces auteurs si ce n'est Dupuis qui effleure à peine le sujet. Elle déplore en effet le manque d'études portant sur le rôle du gouvernement américain dans les liens qui unissent l'école et l'industrie laitière sans toutefois proposer de piste d'explication. Notre projet de recherche aborde cette question à partir d'un autre point de vue.

Étant donné l'implication du milieu scolaire québécois dans l'élaboration du programme lait-école, nous avons cherché à mieux connaître l'historiographie s'y étant intéressée. La quantité relativement élevée d'ouvrages concernant l'histoire de l'éducation au Québec laisse présager que nos connaissances sur ce sujet sont plutôt bien étoffées. L'historiographie actuelle accorde une place importante à la synthèse du développement des institutions scolaires de la province de Québec depuis ses débuts. Ainsi, Andrée Dufour¹¹, Jean-Pierre Charland¹², Robert Gagnon¹³ et Pierre Graveline¹⁴ ont produit quelques-uns des ouvrages phares dans ce domaine. À l'intérieur de ces documents, sont principalement décrits les rapports de force qui ont produit le système scolaire actuel. Tous témoignent ainsi des dualités caractéristiques du système scolaire québécois, principalement linguistiques et religieuses. En effet, l'historiographie montre à maintes reprises les nombreux

¹¹Andrée Dufour, *Histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 1997, 123 p.

¹²Jean-Pierre Charland, *Histoire de l'éducation au Québec*, Saint-Laurent, Éditions du Renouveau pédagogique, 2004, 205 p.

¹³Robert Gagnon, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal, le développement d'un réseau d'écoles publiques en milieu urbain*, Louiseville (Québec), Les Éditions du Boréal, 1996, 400 p.

¹⁴Pierre Graveline, *Une Histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Typo, 2007, (1^{ère} édition 2003), 195 p.

accommodements et mesures correctives qui ont été mis en place dans le but de répondre aux besoins respectifs des francophones et anglophones en matière d'éducation. De plus, l'appartenance religieuse de ces groupes linguistiques entre en ligne de compte. Ainsi, lorsque les premiers arrivants irlandais catholiques s'installent massivement à Montréal dans les années 1840, le système scolaire en place n'est pas préparé à recevoir des catholiques non francophones. À ce sujet, Gagnon nous permet de constater les nombreux accommodements qui se sont produits au sein de la CECM. Ce que démontrent en fait ces auteurs, c'est l'intime relation de l'École québécoise avec la société dans laquelle elle évolue. Ainsi, pour des auteurs tels que Dufour et Charland, le but visé était clairement de démontrer que les problèmes actuels du milieu scolaire québécois ne sont pas nouveaux et que le renouveau mis en place dans les années 1960 n'en est ni l'origine, ni le remède. On peut dès lors comprendre que le décrochage scolaire est un phénomène historique.

La conjoncture sociale est également un des points fort développés dans l'historiographie québécoise portant sur l'éducation. En effet, plusieurs historiens et historiennes abordent, dans leurs propos, le climat social d'ouverture qui règne durant les années 1970. À ce propos, le travail d'analyse de l'auteur Yves Vaillancourt traduit cet esprit, soulignant particulièrement les réalisations du Parti Québécois depuis son élection en 1976, mais également celles du gouvernement précédent¹⁵. Cette ouverture s'avère un point important pour comprendre le processus de mise en place de programmes tels que la distribution gratuite de lait dans certaines écoles en milieux défavorisés. À ce sujet, la démocratisation de l'enseignement est pour les historiens de l'éducation un phénomène qui fait partie de cette prise de maturité de la société québécoise à partir des années 1960. Cette

¹⁵Annie Autonès et Yves Vaillancourt, (dir.), *Le P.Q. et le social. Éléments de bilan des politiques sociales du gouvernement du Parti québécois, 1976-1982*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, 165 p.

constatation est particulièrement présente dans le texte de Gagnon et ce dernier insiste sur le climat social d'ouverture qui règne à cette époque. Ainsi, le rapport Parent sera le vecteur de ce transfert d'influence de la société québécoise vers son système scolaire.

Gagnon montre que cette tendance motive les actions de la CECM et pousse celle-ci vers de multiples expérimentations. L'auteur illustre ce phénomène par la refonte perpétuelle des matières enseignées et de la façon qu'on les enseigne. Selon ce dernier, ce mouvement serait issu des nouvelles tendances recueillies à travers le monde et massivement introduites dans le réseau de la CECM, entre autres par l'enseignement de nouvelles matières comme les sciences naturelles et les sciences de la santé. Ce que Gagnon contribue à établir par-dessus tout, c'est la place prépondérante de la CECM dans le renouveau pédagogique québécois. À la lumière des propos de ce dernier, cette instance n'est ni plus ni moins que le laboratoire pédagogique du Québec, là où l'on teste les effets des nouvelles tendances sociales en matière d'éducation.

La démonstration de Gagnon introduit également un élément tout aussi récent dans le monde scolaire québécois des années 1960-1970. Selon l'auteur, le réseau scolaire public était autrefois confiné à s'occuper des laissés pour compte, des plus démunis. Toutefois, depuis la prise en charge publique du milieu scolaire, le gouvernement québécois a confié au ministère de l'Éducation (MEQ) le soin de développer les niveaux primaire et secondaire. Dans le cas particulier de la région montréalaise, c'est le Conseil Scolaire de l'île de Montréal (CSIM) qui est mandaté pour faire appliquer les directives gouvernementales au sein des diverses commissions scolaires de son territoire. Gagnon remarque ensuite que la croissance de l'interventionnisme gouvernemental en matière éducative fait naître une situation paradoxale. Ainsi nous assistons à l'avènement d'une réelle compétition entre les secteurs privé et public. Cette notion nous amène invariablement à penser aux

différentes mesures que la CECM pouvait avoir mises en place dans le but de se démarquer face à l'école privée, elle aussi financée à même les coffres de l'État. Or, grâce à l'ouvrage de Gagnon, nous pouvons constater tous les efforts déployés par la CECM afin de répondre aux aspirations d'un maximum d'étudiants, quel que soit leur milieu social, leur talent ou leur condition physique et mentale. L'accessibilité pour la majorité et le développement spécifique pour les cas particuliers, voilà selon l'auteur ce qui caractérise l'esprit d'initiative qui règne au sein de la CECM à cette époque.

Un autre chercheur s'est intéressé pour sa part à un domaine plus spécifique de l'éducation. En effet, Paul Aubin¹⁶ contribue à enrichir l'historiographie québécoise en abordant un sujet relativement peu étudié, celui du manuel scolaire. Ainsi, il nous est possible de connaître les différents types de pédagogie utilisés par le milieu scolaire québécois pendant les 300 dernières années et ce, selon l'époque abordée. De plus, nous sommes également renseignés sur l'usage du manuel scolaire dans la transmission idéologique du savoir. Ainsi, en parcourant l'ouvrage de l'auteur, nous constatons le rôle prépondérant de cet outil d'enseignement dans les jeux de pouvoir et d'influence qu'ont exercé l'École, l'Église et l'État à travers l'histoire du Québec. Les mots utilisés et le ton employé dans le manuel sont autant d'indices qui nous renseignent sur les mœurs et préjugés du passé. Le manuel scolaire décrit et traduit l'idéologie dominante d'une époque. Il définit également l'identité des groupes qui soutiennent cette pensée. Loin de vouloir comprendre et partager les intérêts profonds de ces différents acteurs, Aubin se charge plutôt de démontrer l'importance du manuel scolaire dans la transmission de connaissances dans le milieu scolaire québécois. De plus, il intègre à son étude le facteur économique de l'industrie de l'édition scolaire au Québec. Aubin note ainsi l'importance financière du domaine

¹⁶Paul Aubin, *300 ans de manuels scolaires au Québec*, Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Les Presses de l'Université Laval, 2006, 149 p.

scolaire dans l'industrie du livre au Québec. De plus, il mentionne au passage, mais sans s'y investir, la distribution gratuite, vers 1950, d'un outil d'enseignement produit par une compagnie privée. Cette initiative permet à cette entreprise de promouvoir ses produits au sein du milieu scolaire québécois¹⁷.

Or, nous avons noté plus tôt que les auteurs Dupuis et Giroux se questionnaient sur la nature du lien entre l'industrie laitière et l'école publique sans toutefois se commettre dans une explication. Ce contentieux fait également partie d'un texte produit par Wendy Johnston¹⁸. L'auteure y dévoile ce qui pourrait bien être le premier lien commercial entre l'industrie laitière et le milieu scolaire québécois. Le but premier de l'article est d'observer les effets de la Crise de 1929 sur les élèves de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Puis, il analyse les programmes d'intervention sociale développés par cette autorité scolaire afin de pallier les carences de ses élèves.

Ainsi, l'auteure note que l'augmentation du taux d'absentéisme sera le premier facteur reflétant la situation de détresse des étudiants. Ceux-ci souffrent particulièrement d'une incapacité à se vêtir, à se procurer le matériel scolaire nécessaire et à se nourrir adéquatement. Au regard du problème particulier de malnutrition, l'auteure signale une première initiative dans le cadre d'un programme de distribution de lait en 1930. Cette mesure verra le jour grâce au partenariat entre une division de la santé publique de la Ville de Montréal, des membres de la Commission d'hygiène de la ville et la laiterie montréalaise J.-J. Joubert. Toutefois, l'expérience cessera dès 1933, principalement parce que ce service était payant et le

¹⁷Vers 1950, la compagnie Neilson's Jersey Milk distribue gratuitement une carte géographique dans les écoles du Québec, arborant en son sommet le nom de la marque et quelques produits, Paul Aubin, *op. cit.*, p. 48.

¹⁸Wendy Johnston, « Keeping Children in School: the Response of the Montreal Catholic School Commission to the Depression of the 1930s », dans *The Depression in Canada: Responses to Economic Crisis*, sous la dir. de Michiel Horn, Mississauga, Copp Clark Pitman Ltd., 1988, p. 162-187.

lait était trop cher pour la plupart des étudiants. Toutefois, avec la création d'un service social scolaire catholique (SSSC) en 1934, le lait sera par la suite distribué gratuitement aux élèves les plus carencés, et ce grâce entre autres au financement d'organisations charitables privées. L'étude de Johnston ne fournit aucune information sur la durée de cette gratuité, mais nous renseigne sur le SSSC qui s'occupera ainsi des besoins sociaux les plus criants au sein de la population étudiante.

C'est d'ailleurs sur ce dernier point que l'auteure insistera le plus au cours de sa démonstration. En effet, le travail de Johnston vise principalement à démontrer l'émergence, à travers des mesures qu'elle qualifie d'improvisées, d'un mouvement d'intervention sociale au sein du milieu scolaire québécois. En ce sens, Johnston ne cherche pas à analyser ce programme de distribution de lait ou à saisir le degré d'implication de l'industrie laitière dans ce projet. Par contre, l'auteure révèle l'existence passée d'une collaboration entre l'École et l'industrie laitière québécoise émanant d'une réponse ponctuelle à un événement socioéconomique.

Lors de la révision finale de ce mémoire une publication a soulevé notre attention. L'auteur François Guérard fait paraître un texte qui semble à première vue directement relié à notre sujet¹⁹. Ainsi, Guérard aborde le sujet de la mise sur pied par le gouvernement provincial de mesures visant à améliorer la qualité de l'alimentation des citoyens. Il s'applique alors à présenter différents programmes instaurés en matière d'alimentation, qui laissent voir la volonté gouvernementale de s'arroger ce domaine d'influence. L'aboutissement de l'énoncé de l'auteur est le lancement du programme lait-école de 1977, que Guérard identifie comme l'exemple ultime qui permet de montrer les relations complexes entre les ministères

¹⁹François Guérard, « L'émergence de politiques nutritionnelles au Québec, 1936-1977 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 13, n° 67, automne 2013, p. 165-172.

dans le domaine des politiques nutritionnelles. L'auteur appuie ses arguments sur une documentation provenant principalement d'archives ministérielles alors qu'il cherche à démontrer la construction d'un interventionnisme d'État en matière d'alimentation. Nous érigeons plutôt notre travail sur des sources témoignant des interventions d'institutions scolaires ou parascolaires, afin de mieux comprendre le rôle du milieu scolaire québécois dans la mise sur pied du programme lait-école.

En conclusion, nous avons pu constater que les premiers auteurs évoqués se sont surtout employés à démontrer l'importance du milieu agricole québécois. Kesteman s'est pour sa part affairé à témoigner des bienfaits techniques et organisationnels de la syndicalisation de l'industrie agroalimentaire au XX^e siècle. Plus spécifiques à l'industrie laitière, les ouvrages de Côté ont pour leur part démontré la présence d'une structure de production et de vente très organisée et contrôlée par le gouvernement provincial. Par contre, l'auteur conclut à l'impasse financière des producteurs dont la surproduction est symptomatique. Quant à Giroux, il s'applique à présenter une autre facette économique de cette industrie, les techniques publicitaires utilisées de 1950 à 1962. Nous avons pu nous rendre compte de l'utilisation d'une promotion dont le but était commercial, mais également éducatif. Les industriels laitiers avaient ainsi recours aux nutritionnistes afin d'asseoir la notoriété scientifique de leurs propos. Par contre, le lien avec l'école québécoise n'est pas clairement illustré par l'auteur. Poursuivant sous l'aspect promotionnel de l'industrie laitière, nous avons également pu constater l'originalité du travail de Patrick Emiroglou. Dans ce cas, la contribution historiographique de l'auteur s'articule autour de la démonstration du succès de la démarche publicitaire télévisuelle des producteurs laitiers, entamée en 1975.

S'adjoignant à ces démarches technologiquement et économiquement orientées, d'autres auteurs ont plutôt insisté sur le passé sociosanitaire de l'industrie laitière québécoise. Des études comme celles de Colas et Dubé-Bédard nous renseignent

sur les diverses améliorations apportées dans le domaine de la production du lait. Elles témoignent des étapes franchies par cette industrie afin d'assainir ses pratiques et de fournir un produit convoité par la santé publique au début du XX^e siècle. Par contre, ces études ont surtout servi à démontrer le rôle primordial qu'ont tenu, dans cette aventure, certaines instances municipales et médicales à Montréal. Si les auteurs québécois se sont intéressés à certaines facettes bien spécifiques de l'histoire du lait, le traitement qu'en ont fait leurs homologues étrangers est différent.

Ainsi, l'historiographie étrangère s'est chargée de montrer l'ascension de la notoriété publique et scientifique qu'a connue le lait nature au cours du XX^e siècle. Ce faisant, des auteurs tels que Dupuis et Guillaume proposent des études socioéconomiques dont le propos s'articule autour du lait de consommation. En fait, ces auteurs ont étudié l'histoire de la consommation du lait dans son ensemble, et ce sur plus d'un siècle. En proposant une approche historique centrée sur le lait comme fait social, ces travaux témoignent de l'attrait commercial que revêt cet aliment, particulièrement à partir des années 1970.

Alors que les historiens étrangers et locaux du lait ont su présenter les origines du débat sur les bienfaits ou non de la consommation du lait sur la santé, les historiens de l'éducation se sont-ils avancés à témoigner des liens entre l'industrie privée québécoise et le réseau scolaire? Notre regard s'est ainsi porté sur le deuxième volet de la présente démarche, l'éducation. À ce propos, il fut d'abord démontré par les auteurs, qu'au cours de son histoire, le système scolaire québécois a constamment tenté de s'adapter à sa clientèle. L'étude de Gagnon nous fournit le témoignage le plus précis concernant l'esprit d'innovation ayant pour but l'intégration et l'intervention sociale au sein de la CECM, particulièrement à la suite du Rapport Parent. Ensuite, nous avons retenu les propos d'un auteur comme Aubin, qui a démontré l'importance du livre scolaire dans la transmission du savoir et des

habitudes de vie aux futurs adultes. Aussi, son ouvrage témoigne de la présence historique de publicité privée dans le matériel didactique.

L'œuvre de Wendy Johnston a retenu notre attention pour son traitement des répercussions de la crise de 1929 sur le milieu scolaire montréalais. Johnston met en scène ce qui pourrait bien être la première association entre l'entreprise privée et l'école publique. En souhaitant démontrer les débuts de l'intervention sociale en milieu scolaire, elle souligne la participation d'une laiterie à la mise sur pied d'un programme de distribution de lait en 1930 dans une commission scolaire de l'île de Montréal. Toutefois, Johnston ne s'est pas donné le mandat d'approfondir le niveau d'implication de cette entreprise laitière.

Enfin, François Guérard vient en quelque sorte confirmer l'intérêt récent porté au sujet du programme lait-école de 1977. Il traite de ce sujet en montrant la construction d'une structure gouvernementale qui se développe autour de la question de la saine alimentation de sa population. Son approche est distinctive et tout aussi originale. Par notre propre démarche, nous comptons aussi pouvoir enrichir l'historiographie québécoise au sujet du programme lait-école tout comme l'a fait Guérard.

Somme toute, l'état des connaissances actuelles sur l'École québécoise et sur l'industrie laitière démontre la maîtrise de certains objets dans chacun des champs. Très peu d'études combinent ces sujets ou s'interrogent sur la promotion d'une saine alimentation au sein du milieu scolaire.

1.2 Problématique de recherche et cadre d'analyse

À la suite du bilan historiographique, certaines questions ont suscité notre curiosité. D'abord, il apparaît que l'étude des liens qui unissent l'École québécoise à l'entreprise privée demeure inexploitée par l'historiographie. Comme l'ont souligné Melanie E. Dupuis, Éric Giroux et Wendy Johnston, la relation privilégiée entre l'industrie laitière et l'école publique soulève pourtant un réel questionnement. Or, nous croyons que le programme lait-école de 1977 correspond exactement à un exemple de cette relation.

Aussi, nous avons pu observer qu'au cours des années 1970, une telle collaboration implique plusieurs participants. Ainsi, Robert Gagnon nous a démontré la prise en charge par le MEQ de l'administration du réseau scolaire public. Il nous a également introduit à la présence du CSIM au cœur de cette relation. D'autre part, l'auteur Daniel Côté nous a quant à lui indiqué le lien commercial qui unit le MAQ aux producteurs laitiers. L'avènement du programme lait-école illustre parfaitement la présence d'une interaction directe entre ces deux pôles d'activités. La dynamique particulière qui lie tous ces organismes est au cœur de la présente démarche. À notre avis, le processus de négociation visant à mettre sur pied un tel programme révélera les différentes étapes d'implantation du programme, dévoilant du même coup le rôle et le degré d'implication de chacun.

Pour découvrir l'intérêt profond de ces intervenants, il est essentiel de commencer par établir le contexte auquel les acteurs sont confrontés au moment de mettre de l'avant le programme lait-école. En ce qui concerne l'industrie laitière, nous considérons premièrement le facteur économique. Un phénomène de surproduction y est présent depuis les années 1950 selon Giroux et Côté. De plus, cette production évolue dans un marché protégé, limité au territoire du Québec. Étant donné qu'il

s'agit du moteur économique de l'industrie agroalimentaire²⁰ provinciale, les pressions sont certainement très fortes sur le gouvernement pour rehausser les quotas de production de lait. Notons à cet effet que Québec tient le double rôle de client et de fournisseur de ce produit. Pour justifier cet afflux de lait, le marché doit par contre pouvoir absorber la croissance de l'offre.

Aussi, rappelons-nous que, selon Giroux, l'augmentation de la consommation *per capita* est l'avenue de développement privilégiée par les producteurs laitiers durant les années 1950 et 1960. Nous pouvons alors nous demander si l'industrie laitière avait dès lors émis l'idée d'avoir recours à un programme de distribution gratuite de lait dans les écoles du Québec? Notons en ce sens que le travail de Johnston nous permet de constater une telle initiative au cours des années 1930. Cette situation nous autorise à croire que le programme de 1977 était possiblement prémédité et organisé selon un plan de marketing bien planifié. Cependant, nous nous devons de spécifier que pour cette expérience, contrairement à celle de 1930, ce sont les producteurs eux-mêmes qui sont impliqués et non les industriels. Cette particularité mérite que l'on s'y attarde au cours de notre étude, afin d'en comprendre les impacts sur le programme lait-école.

Grâce au travail de Patrick Emiroglou, nous savons que la FPLQ sera mandatée par le gouvernement provincial en 1975, afin de promouvoir directement la consommation de lait auprès de la population. Aussi avons-nous choisi de limiter nos recherches portant sur l'industrie laitière au niveau de l'organisme responsable des producteurs de lait. D'ailleurs, Emiroglou nous permet également de circonscrire au MAQ l'implication gouvernementale, puisqu'il s'agit de l'instance qui donnera le mandat de promotion aux producteurs laitiers.

²⁰Fédération des Producteurs de Lait du Québec, *Résumé du programme lait-école*, Montréal, Direction du marketing, 2009, p. 1.

Peut-on alors penser que l'élection de 1976, qui porta le Parti Québécois au pouvoir pour la première fois, pourrait avoir une incidence sur la promotion de la consommation du lait? Les auteurs Denis Fortin et Marc Roland²¹ ont pour leur part conclu à l'impact certain de la volonté politique de ce gouvernement et de son ministre de l'Agriculture, dans la mise sur pied du programme lait-école. De plus, ils ont insisté sur le rôle prépondérant du ministre de l'Agriculture de l'époque, M Jean Garon. Mais comme l'éducation relève d'un autre ministère, quel est l'organisme qui sera mandaté afin de réunir tous les différents intervenants à la même table? Qui sera chargé d'orchestrer les concertations et la bonne marche du projet? Si l'histoire se fait discrète sur le développement de ce projet, elle témoigne néanmoins de la présence d'une volonté politique d'intervention socio-économique. Ce désir s'exprime clairement dans l'énoncé économique que produit le gouvernement provincial en 1979²². Ce document contient également des informations sur les moyens à utiliser et les secteurs prisés par le PQ²³, basés sur l'utilisation et le développement des richesses collectives dans le but avoué de contrôler l'économie²⁴.

Par conséquent, notre démarche cherche à mettre en lumière un aspect peu connu de l'histoire commune du lait et de l'éducation au Québec. Loin de nous l'intention de questionner la ferveur entourant la consommation du lait. Il s'agira plutôt d'examiner un pan important de ce relatif succès commercial. L'histoire des années 1970 en est une de nombreux changements pour l'industrie laitière, la société québécoise de même que pour son réseau d'écoles publiques. Nous nous

²¹Denis Fortin et Marc Roland, *op. cit.*

²²Gouvernement du Québec, Développement économique, *Bâtir le Québec. Énoncé de politique économique*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979, 523 p.

²³Gouvernement du Québec, *op. cit.*, voir chapitres 7,8,10 et 11.

²⁴Yves Bélanger, *Québec Inc. : La dérive d'un modèle ?* Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats, UQAM, n° 9401, s.d., 27p. « coll. Cahier du CRISES ».

questionnons sur la présence ou non d'une corrélation entre les habitudes alimentaires actuelles et la diffusion passée du lait dans les écoles de la province?

C'est pourquoi nous nous devons d'examiner l'argumentaire déployé par les divers partis impliqués dans le programme lait-école, afin d'attribuer ou non à un dessein mercantile l'émergence d'un tel projet. Comme ce programme a concrètement débuté en septembre 1977, le point de départ de notre sujet se trouve ainsi concentré dans la première moitié des années 1970. Notre but n'est pas de remettre en cause ce programme, ni d'examiner les causes de sa fin sous une forme universelle en 1992²⁵, mais plutôt d'approfondir nos connaissances sur le degré d'interrelation entre les différents intervenants qui prendront part à la mise sur pied de ce projet. Après tout, le gouvernement provincial peut d'un seul coup, grâce à ce programme, rendre service aux producteurs laitiers et intervenir directement sur le bien-être de la population la plus démunie. Mais nous devons alors nous demander si ces deux préoccupations sont les seules prises en compte et si le milieu éducatif n'a pas aussi eu son mot à dire dans cette démarche?

Wendy Johnston nous a montré l'expérience d'un service scolaire qui autrefois avait mis sur pied, de façon autonome, un programme d'intervention sociale. En ce sens, il est légitime de se demander si la CECM agit comme simple intermédiaire ou alors comme initiateur du programme, compte tenu du fait qu'elle est distributrice du produit? De même, Gagnon a, au cours de son travail, révélé le rôle novateur de cette institution durant les années 1970. Johnston a également démontré l'esprit d'initiative de cette commission scolaire. D'un autre côté, est-ce que la participation au programme est volontaire ou alors est-ce que des pressions ont été exercées sur cette instance, compte tenu de l'impact financier d'une telle mesure sur les revenus de nombreux agriculteurs de la province. Cette dernière question nous amène à nous

²⁵Fédération des Producteurs de Lait du Québec, *op. cit.*

demander si d'autres commissions scolaires au Québec furent impliquées ou si la région montréalaise francophone était la seule visée? Enfin, nous nous questionnons sur la préméditation du programme lait-école : était-ce une mesure planifiée faisant partie du programme alimentaire déjà en place ou une mesure purement ponctuelle?

De plus, le fait qu'une entreprise privée puisse promouvoir son produit directement à l'intérieur de certaines écoles peut sembler d'une éthique douteuse. La relation entre les domaines public et privé semble ici pour le moins inopportune. Pour le cas présent, nous pouvons nous interroger sur la provenance des documents d'enseignement. Nous questionnons la provenance des outils didactiques ainsi que leur financement. Qui paye pour les livres d'enseignement et qui enseigne aux élèves, les professeurs eux-mêmes ou alors d'autres professionnels? Pour l'une ou l'autre de ces avenues, nous chercherons à savoir qui finance cette formation. Cet élément nous renseignera sur les principaux promoteurs du programme lait-école. Ultiment, est-ce que les producteurs laitiers ont libre accès aux institutions scolaires ou doivent-ils faire usage d'un intermédiaire? À ce sujet, nous chercherons à savoir si le programme lait-école était partie intégrante d'un programme social gouvernemental issu de la vision d'un seul homme, en l'occurrence le ministre Jean Garon, ou bien plutôt d'un vaste plan de marketing de la part de la FPLQ? Dans ce cas, est-ce qu'il existe à cette époque, au sein de cette entreprise, une entité directement responsable de promouvoir la consommation laitière auprès des jeunes? Rappelons que Giroux a déjà démontré l'existence d'un tel modèle chez les industriels laitiers au cours des années 1950-1960.

Nous désirons savoir si le gouvernement embrassait le même objectif que les producteurs de lait? Ces deux organismes sont interdépendants par le système de mise en marché de l'offre et de la demande. Nous présumons que la nécessité économique était le véritable argument de ce programme, le contexte social et politique aidant. À cet effet, il faut garder à l'esprit que toute politique vise d'abord

à pallier une situation problématique ou qui est en voie de le devenir²⁶. Nous chercherons donc à savoir si la question économique était plus préoccupante que celle de la malnutrition.

Nous devons vérifier si l'association entre la FPLQ et le gouvernement provincial avait comme objectif principal, non pas la santé des plus démunis, mais l'augmentation à moyen et long terme de la consommation de lait *per capita*. Notre démarche visera donc à confirmer ou infirmer l'hypothèse. Toutefois, nous sommes conscients que la réalité d'autrefois peut proposer d'autres pistes d'explication. Après tout, instaurer un vaste programme social à Montréal, aux prises avec de nombreux quartiers défavorisés, peut tout simplement émaner d'une prise de position sociale. En ce sens, nous nous devons d'étudier, à travers les prochains chapitres, le rôle tenu dans cette aventure par chacun des acteurs principaux identifiés.

Au Québec, mis à part l'aspect financier et sanitaire de son histoire, le lait demeure un sujet de recherche peu exploité. Nous nous proposons d'explorer un aspect peu documenté faisant partie de l'histoire de cet aliment et de celle du Québec. Notre démarche se veut inspirée des récentes tendances pluridisciplinaires en matière de recherche. Nos motivations répondent autant à des préoccupations économiques, que sociales et culturelles. Les Québécois sont aujourd'hui de grands consommateurs de lait et nous nous proposons d'en trouver du moins une partie de l'explication grâce à l'examen du programme lait-école. D'un point de vue historique, cela nous renseignera sur les relations entre l'entreprise privée et le milieu scolaire québécois et sera une contribution à l'historiographie québécoise actuelle. Nous souhaitons surtout mieux évaluer le rôle de la CECM et des acteurs

²⁶Vincent Lemieux, *Les politiques publiques et l'exercice du pouvoir*, Groupe de recherche sur les interventions gouvernementales, Université Laval, avril 1991, cahier 86-01, 3^e édition, 118 p.

du milieu scolaire tel que le CSIM, ainsi que leur interaction avec entre autres le MAQ et la FPLQ.

1.3 Les sources et la méthodologie

Nous avons choisi de concentrer nos recherches sur trois volets. D'abord nous avons étudié les sources du domaine éducatif en ayant recours aux archives de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) et du CSIM. Le choix de la CSDM est incontournable car nous voulons connaître son apport dans la mise sur pied du programme lait-école. Le CSIM est quant à lui responsable des commissions scolaires de l'île de Montréal à partir du début des années 1970. Il s'agit ainsi des deux principaux acteurs de l'éducation dans le milieu montréalais. Leurs centres de documentation sont riches en procès-verbaux entourant la venue du programme lait-école. Nous nous sommes ensuite tournés vers le volet économique et commercial en consultant les archives de la FPLQ. L'importance de cette source tient au fait qu'il nous faut trouver le véritable instigateur du programme lait-école et que les producteurs laitiers ont certainement un intérêt financier à voir cette mesure adoptée. Nous devons chercher des indices de la présence de négociations ou de pourparlers entourant la question du programme. Enfin, l'examen du rôle du gouvernement provincial sera saisi à travers les sources du milieu scolaire ainsi que par des recherches dans les archives du Fonds Jean Garon, celui auquel la paternité du programme lait-école est attribuée. Nous croyons dès lors être mieux outillé pour pousser notre réflexion sur les véritables raisons qui ont conduit à la création de ce programme. La période de 1969 à 1979 est notre période d'étude pour chacun de ces volets. Nous croyons que le programme lait-école de 1977 tire ses origines de la fin des années 1960 et que 1979 marque sa mise en place complète.

D'abord notre attention a été tournée vers les archives de la CECM, conservées par le Conseil scolaire de Montréal (CSDM). Nous y avons consulté des procès-verbaux provenant du Conseil des commissaires qui se réunit environ huit fois par année. Les assemblées témoignent du déroulement administratif de l'institution. Les informations que l'on retrouve dans ces rapports concernent autant la création de nouveaux postes administratifs, l'adoption des budgets annuels que les affaires d'ordre pédagogique. C'est d'ailleurs sous cette rubrique que l'on retrouve les traces d'activités en matière d'intervention alimentaire en milieu économiquement faible. On remarque qu'au cours des années 1976 et 1977, le rythme des rencontres s'intensifie au regard des mesures de rattrapage en milieux défavorisés conjointement avec la CSIM. Dans ce domaine, ce fonds d'archives contient une abondance de communications entre ces deux organismes. La quantité de rapports démontre l'importance du sujet pour ces institutions. À partir de 1976, la rubrique « alimentation » des procès-verbaux du Conseil des commissaires rapporte certains événements entourant la mise sur pied du programme lait-école. Elle permet également de constater la présence de certains personnages particulièrement actifs dans la poursuite des objectifs du programme. Parmi ceux-ci, des commissaires mais surtout des spécialistes de la santé, en particulier des nutritionnistes qui s'impliqueront directement auprès des parents, des enseignants et des élèves, pour le compte des producteurs laitiers du Québec. Si cette source documentaire témoigne peu de l'implication gouvernementale directe, elle permet de montrer un lien direct entre les producteurs laitiers et la Commission des écoles catholique de Montréal. Elle sert surtout à souligner l'importance de l'influence de la commission sur la scène scolaire montréalaise. La principale difficulté a été de dégager l'information précise sur le programme lait-école car, au sein de la CECM, il s'agit d'une petite mesure au sein d'un vaste programme d'alimentation.

Nous avons poursuivi nos recherches en parcourant les procès-verbaux de la CSIM de 1973 à 1978; ils sont conservés au service des archives du Comité de gestion de

la taxe scolaire de l'île de Montréal. Ceux-ci renferment des informations quant à l'origine de l'élaboration d'une politique alimentaire au sein des écoles élémentaires de l'île de Montréal dès 1973. À l'intérieur de ces pages nous pouvons identifier la présence d'un groupe de travail spécialement constitué en 1974, issu d'une étroite collaboration entre la CSIM et la CECM. Nous pouvons y lire que ce comité aura la charge d'élaborer annuellement une politique visant à améliorer l'alimentation des élèves de l'ensemble de son territoire. Les procès-verbaux de ce comité révèlent entre autres les différentes communications qu'il entretient avec les écoles concernant l'élaboration des stratégies à employer. Concrètement, on y retrouve la liste et le prix des aliments qui seront proposés à l'intérieur des cantines étudiantes. Des renseignements nous indiquent aussi l'éventail des produits subventionnés afin d'en abaisser le coût. Les documents de ce groupe de travail qui se réunit quatre à cinq fois par année témoignent également des débuts du programme lait-école. Cette source nous permet d'identifier tous les acteurs impliqués de près ou de loin dans les négociations entourant le projet de distribution gratuite du lait ainsi que le public visé par une telle mesure. À l'aide de ces comptes rendus, nous pouvons juger du rôle de la CSIM comme lieu de négociation et d'orchestration de toute mesure alimentaire. Enfin, ce groupe de travail nous fournit un bilan de la première année d'existence du programme lait-école, à savoir si les objectifs sont en bonne voie ou non d'être atteints, mettant justement en lumière le point de mire initial des acteurs.

Nous jugeons qu'en 1979, le processus de mise en route est terminé puisque le programme s'appliquera dès lors à l'ensemble du territoire québécois et que cette période dépasse la période de pourparlers, celle visée par notre démarche. Nous pouvons compter sur des rapports officiels nous indiquant les objectifs du CSIM et sa subordination au ministère de l'Éducation (MEQ). Cette particularité fait ressortir une lacune importante. La quantité d'information officielle est impressionnante mais laisse peu de place à un relativement petit programme de distribution de lait. Comme il s'agit des premières années d'opération du CSIM, on retrouve plutôt des

communications typiques d'un organisme en construction qui cherche à établir son autorité et à définir plus clairement son mandat. La politique interne accapare ainsi la majorité des procès-verbaux.

Ensuite nous avons eu recours à une autre source afin de nous documenter sur l'aspect économique de notre démarche. Il s'agit de comprendre le fonctionnement de la structure de commercialisation de l'industrie laitière, mais surtout de saisir le rôle et les préoccupations des producteurs à ce niveau. Le service des archives du département marketing de la FPLQ recèle une quantité importante de documents touchant l'ensemble des secteurs d'activités commerciales de l'organisme. Sont ainsi transmises sur une base annuelle, les réalisations passées et les objectifs futurs convoités en matière de marché de consommation, de financement et de promotion spécifiques au lait nature. Cette banque de documents contient des rapports annuels couvrant les années 1971 à 1989. Ces données débordent la période de notre étude, mais peuvent être utiles afin de dresser un bilan des impacts d'un programme tel que le lait-école. La richesse des informations contenues dans ces documents témoigne également de l'importance significative du secteur promotionnel au sein de la FPLQ. De plus, cette source contient un résumé des étapes importantes du programme lait-école s'échelonnant de 1977 à 2004. Témoinnant des implications pécuniaires d'une telle démarche et présentant, de surcroît, les objectifs recherchés au départ par la Fédération de producteurs, ce compte-rendu s'avère des plus utiles.

De façon générale, le type de documents contenu dans ces archives rend compte de l'orientation publicitaire empruntée par l'ensemble des producteurs laitiers, parfois influencée par des demandes gouvernementales. Toutefois, nous devons admettre que ces documents demeurent une source dont les informations sont relativement limitées. Ces rapports officiels véhiculent des synthèses et ne permettent pas un accès à de l'information précise sur le programme lait-école. Ils ne contiennent

aucun renseignement permettant de soupçonner la présence de dissension et de débat au sein de l'activité promotionnelle, au sujet des buts recherchés par exemple.

Dans un quatrième et dernier temps, nous tenterons d'établir le rôle du gouvernement provincial dans cette vaste entreprise de promotion en consultant un éventail restreint d'archives. Patrick Emiroglou s'est chargé de confirmer la participation du MAQ à partir de 1976. Nous nous proposons alors d'examiner la période 1976-1978 du fonds Jean Garon. Ministre de l'Agriculture, certains rapports émanant de son ministère confirment les intentions reliées au programme lait-école. Ils évoquent également les raisons d'une telle politique. La série sur le MAQ de ce fonds d'archives (P763), conservé à BAnQ Québec, témoigne du rôle joué par monsieur Garon à titre de ministre de ce portefeuille de 1976 à 1979, au sein du cabinet Lévesque. Le fonds de cet acteur privilégié de la période sur laquelle nous travaillons contient des renseignements essentiels sur le degré de responsabilité qui revient au MAQ et à son chef dans la mise sur pied du programme lait-école. Il renferme de la correspondance officielle entre les différents organes gouvernementaux impliqués relatant les différentes étapes précédant l'entrée en vigueur de cette mesure. Nous y retrouvons entre autres différents communiqués de presse datant de 1977 concernant le choix des commissions scolaires, les retombées économiques et l'implication du MEQ.

Le fonds Jean Garon contient également des coupures de journaux qui dressent la liste des intervenants et des bénéficiaires, ainsi que le cadre gouvernemental dans lequel s'inscrit cette mesure. Par-dessus tout, cette série du fonds rend compte du but recherché et du réel instigateur du projet, répondant par le fait même à nos principales interrogations. Nous pouvons ainsi saisir la prédisposition historique qui fit naître cette aventure. La qualité et la précision des renseignements que fournit cette source la rendent indispensable dans la poursuite des objectifs de notre recherche. Toutefois, les documents qui la composent sont très peu révélateurs quant

au rôle ou aux revendications des industriels laitiers, qui semblent les grands oubliés de cette aventure. Le fonds étant sous restriction complète jusqu'en 2100, le travail de débroussaillage s'est déroulé par personne interposée. Nous ne pouvons ainsi ni confirmer ni infirmer certains aspects tels que la complaisance de certains acteurs. Aussi, comme nous l'avons constaté pour l'ensemble des fonds consultés, la principale lacune est qu'il s'agit principalement de communications officielles, lesquelles témoignent peu du travail de lobbying en coulisse.

Dans les étapes qui suivront, il s'agit d'abord d'examiner les projets qui ont précédé le programme lait-école à la CECM afin d'en établir la possible provenance et de montrer l'expertise acquise par cette institution. Nous aborderons ensuite la prise en charge par l'État de la lutte à la pauvreté, ce qui illustrera l'institutionnalisation de la lutte contre les effets de la pauvreté. Enfin, nous exposerons la mise sur pied du programme lait-école de 1977 pour ultimement répondre au questionnement initial.

CHAPITRE II

LES PROJETS PRÉCURSEURS DE LA DISTRIBUTION GRATUITE DE LAIT DE 1977

Au Québec en septembre 1977, un programme de distribution gratuite de lait voit le jour sous un gouvernement péquiste nouvellement élu. Dans ce chapitre nous cherchons à démontrer la présence d'un savoir-faire du milieu scolaire québécois en matière d'intervention sociale. La Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) est une pépinière dans ce domaine et elle a bien plus d'ascendant sur le programme lait-école de 1977 que l'histoire ne le démontre jusqu'à présent. Pour cette raison, nous avons concentré l'essentiel de nos recherches sur le milieu scolaire.

Nous présenterons dans une première étape les initiatives en matière d'intervention sociale mises sur pied par la CECM à partir des années 1930. Nous aborderons particulièrement la question de la distribution du lait. La CECM possède une documentation abondante sur le sujet et elle jouit d'une notoriété en tant qu'organisation scolaire¹. Notre regard se portera ensuite sur le contexte social et scolaire à partir de 1960. L'essentiel de ce propos repose sur l'ouvrage de Robert Gagnon qui contribue à saisir comment réagit la CECM dans le tumulte qui entoure la période de la Révolution tranquille et le rapport Parent. La contribution de cet historien devient alors capitale, car son œuvre établit le climat social et ses impacts sur la société québécoise, sur le monde scolaire et spécifiquement sur la CECM.

¹Robert Gagnon, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Le développement d'un réseau d'écoles publiques en milieu urbain*, Louiseville (Québec), Les Éditions du Boréal, 1996, 400 p.

Nous poursuivrons notre exposé en traitant des années 1965 à 1969, période durant laquelle le Projet d'action sociale et scolaire (PASS) naît. Il s'agit d'une étape cruciale dans la professionnalisation de la CECM en matière d'intervention sociale. Ce sujet nous mènera à traiter de l'Opération Renouveau (OR) lancée en 1970 par cette même commission scolaire. Un bilan de cette action en définira les objectifs, le public cible et les actions principales.

Cette analyse fera apparaître le rôle de pionnier de la CECM en matière d'intervention sociale durant les années 1960-1970, rôle sur lequel Gagnon² a attiré notre attention. Dans ce chapitre, nous nous proposons de montrer le rôle novateur et le dévouement à la cause sociale qui en font une organisation essentielle dans la mise sur pied du programme provincial lait-école. Ainsi, nous confirmerons tant l'avancement de la CECM que sa notoriété en matière d'intervention sociale à l'échelle provinciale. Le rôle précurseur de l'institution, mais également sa capacité organisationnelle, inspirent le gouvernement québécois à emboîter le pas, notamment en ce qui concerne l'aide aux milieux défavorisés.

Le but premier de ce chapitre est de montrer la présence d'une tradition en matière d'intervention sociale dans les écoles de la province. Il s'agit en outre d'exposer la relation qui existe entre le milieu scolaire montréalais et l'industrie laitière. Nous allons présenter la contribution du programme de distribution gratuite de lait sur le développement social des élèves de niveau primaire de la province. Cette démonstration est faite à partir de l'expérience de la CECM dont les documents sont disponibles. En toile de fond, nous chercherons aussi à observer la présence d'un phénomène de migration du savoir professionnel et du pouvoir en intervention sociale, de la CECM vers les instances étatiques. La confirmation de cette tendance sert à comprendre comment la mise sur pied du programme gouvernemental de lait-

²*Ibid.*

école de 1977 fait partie d'un mouvement général d'intervention sociale initié par la CECM.

2.1 1931-1960 L'émergence de l'intervention sociale à la C.E.C.M

La CECM amorce son appui aux milieux défavorisés avec l'Opération des « cantines scolaires » en 1930³. C'est à la suite d'un congrès aux États-Unis qu'un industriel a retenu l'idée de la distribution du lait dans les écoles. La compagnie laitière J.J. Joubert présente l'idée à la CECM. À cette laiterie se joignent cinq autres firmes de l'industrie laitière, mais également la Fédération des Œuvres de Charité canadienne-française, la Federation of Catholic Charities, la Société Saint-Vincent-de-Paul, la Cité de Montréal, le Canadian Progress Club et évidemment la CECM. En 1931, selon l'historienne Johnston⁴, la Commission commence à distribuer du lait dans ses écoles, dont une partie est offerte gratuitement⁵. Ensuite, la distribution de lait continue avec le programme La Santé par le Lait durant les années 1960⁶. De façon générale, la distribution de lait aux écoliers montréalais se poursuivra de manière continue jusqu'à ce que l'initiative de la Commission devienne un programme provincial permanent en septembre 1977⁷.

³Wendy Johnston, « Keeping Children in School: the Response of the Montreal Catholic School Commission to the Depression of the 1930s », dans *The Depression in Canada: Responses to Economic Crisis*, sous la dir. de Michiel Horn, Mississauga, Copp Clark Pitman Ltd., 1988, p. 162-187.

⁴*Ibid.*

⁵La Commission réserve la portion gratuite de la distribution de lait aux élèves qu'elle juge sous-alimentés. En contrepartie, elle vend du lait aux élèves de condition plus aisée.

⁶Éric Giroux, « Éduquer et vendre. La Santé par le lait » *Cap-Aux-Diamants, Revue d'Histoire du Québec*, n° 71, automne 2002, p. 38-46.

⁷Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, Division de l'organisation scolaire, (copie conforme C.49-2745 1-56-3-11, boîte 11597), Procès-verbaux des sessions du Conseil des Commissaires, Montréal, 1962.

La CECM élargit son mandat social en 1935 en lançant l'Opération « vêtements ». Elle évalue alors à plus de 3000⁸ le nombre d'élèves ne fréquentant pas ses écoles à cause d'un manque d'ordre vestimentaire. En 1939, c'est l'Opération « chaussures » qui voit le jour et l'Opération « capsule de foie de morue » naîtra en 1950. Ces titres dévoilent d'office les carences que l'on tente de contrer. Aux dires de Mme Desrochers⁹, ces entreprises furent largement subventionnées par la CECM à même le budget d'un bureau interne de supervision. D'abord considéré comme une mesure temporaire pour pallier aux effets de la crise économique, le service d'intervention sociale sera dirigé par l'Œuvre des cantines scolaires. Le Service social scolaire catholique prendra le relais en 1933. À partir de 1937-1938, c'est un service permanent d'intervention qui s'en occupera. Le Bureau des Œuvres sociales scolaires catholiques est ainsi créé. Si Wendy Johnston¹⁰ parle d'intervention improvisée dans sa phase préliminaire, une perspective étalée sur plusieurs années démontre un sens de l'organisation. Cette affirmation s'appuie sur la continuité des actions et la profondeur de la structure érigée de façon permanente, particulièrement en ce qui a trait à la distribution du lait.

En 1944, c'est la corporation Les Cantines Scolaires relevant du Bureau des Œuvres qui, en vertu des lettres patentes provinciales émises le 1^{er} juin 1944, se voit confier entre autres « d'acheter et de distribuer gratuitement du lait ou autre breuvage d'une qualité égale ou supérieure aux enfants débiles ou indigents fréquentant les écoles de la Commission des écoles catholique de Montréal »¹¹. Il faut dire que l'aliment jouit alors d'une solide réputation. En effet, les instances responsables croient qu'il n'existe alors aucun substitut aussi bénéfique, au niveau protéinique, que le lait.

⁸*Ibid.*, p. 5.

⁹Claire-Andrée Desrochers, *L'Opération renouveau : l'histoire d'une solidarité*, Montréal, Commission scolaire de Montréal. 1985, 24 p.

¹⁰W. Johnston, *op. cit.*

¹¹Commission scolaire de Montréal, (copie conforme C.49-2745 1-56-3-11, boîte 11597), *op. cit.*

Il faut toutefois mettre un bémol quant à la popularité du produit auprès des principaux intéressés. Jusqu'en 1949, les rapports¹² indiquant les chiffres de consommation de lait dans les écoles élémentaires de la CECM ne font pas de distinction entre le lait chocolaté et nature. Dans les faits, à partir de 1937 le lait chocolaté fera son apparition dans les écoles de la Commission. Une large partie du lait consommé à l'école est dès lors chocolaté afin de susciter un intérêt accru de la part des élèves qui ont à le payer. Or, le lait chocolaté cessera d'être distribué en 1949. Cet événement fera chuter de moitié la quantité de lait vendue, passant de 1 791 910 demiards en 1947-1948 à 994 373 l'année suivante puis à 736 713 en 1950-1951. Malgré une propagande intense, les résultats demeurent décevants pour les instances de la CECM. On constate, avec les renseignements fournis dans les documents de la Direction des écoles, que les enfants ne sont pas friands de lait nature. Les contenants sont souvent laissés non achevés sur les bureaux alors que les enfants se hâtent d'aller en récréation. Une partie du lait n'est pas consommée qu'il soit offert ou vendu. Au cours de l'année scolaire 1954-1955, un comité formé pour contrer ces irritants propose des mesures qui seront appliquées aussitôt dans le but d'éliminer le gaspillage.

À partir de ce moment, le lait sera consommé en classe. Des lettres circulaires sont également envoyées aux parents pour susciter leur participation à la promotion des bienfaits du lait, à la maison. Malgré ce fléchissement de la vente du lait, la quantité distribuée gratuitement sera très peu affectée, pour ne fléchir que très légèrement durant la même période. En 1956 lorsque le Pape prononce un discours lors du XIVe Congrès International du Lait et de ses Dérivés, il n'y a aucun doute que le

¹²Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (1-56-3-11 : boîte 11597), Bureau des œuvres sociales scolaires, document présenté à la Convention du Conseil National de l'industrie laitière sur le Service de distribution du lait dans les écoles de la CECM. Montréal, 1962.

lait « constitue normalement une nourriture incomparable pour les enfants et même pour les adultes »¹³.

2.2 La distribution de lait à la CECM dans un contexte de révolution sociale

En 1960, l'influence de la condition sociale sur le rendement scolaire est toujours au cœur des rapports annuels d'organismes scolaires de charité tels que le Bureau des Œuvres¹⁴. Les problèmes reliés à l'inégalité des chances persistent à l'échelle du Québec. En choisissant de s'investir dans la lutte contre les effets de la pauvreté, la CECM se professionnalise peu à peu dans ce domaine. Développer une telle compétence demande toutefois des fonds importants. Comme nous l'avons vu précédemment, la CECM finance elle-même ses programmes d'intervention sociale depuis le début des années 1930.

En ce qui concerne la distribution gratuite de lait, la Commission peut compter sur une ristourne lui provenant de la vente du lait aux élèves mieux nantis. Ainsi, la CECM vend l'équivalent de 4 354 502 demiards de lait en 1960-1961, alors qu'elle en vendait 550 781 en 1933. Pour ce qui est de la portion distribuée gratuitement, la commission offre 352 012 demiards en 1933, chiffre qui grimpe à 2 385 203 en 1960-1961¹⁵. La CECM réussit à offrir gratuitement l'équivalent de la moitié de la quantité de lait qu'elle vend. Si une telle croissance semble indiquer un parcours empreint d'un certain succès, elle souligne également une augmentation des besoins.

¹³Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (1-56-3-11 : boîte 11597), Pape Pie XII, discours S.S. Rome, Montréal, 1962.

¹⁴Claire-Andrée Desrochers, *op. cit.*, p. 6.

¹⁵Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (E1-R56-S3-T1-P08, 1-56-3-11, boîte 11597), *Distribution du lait dans les écoles, Fédération des Œuvres de charité canadiennes françaises*, Relevé de la distribution de lait (vente et gratuité) dans les écoles de la commission des écoles catholiques de Montréal, Montréal, 13 mai 1964.

En 1962, année où la fréquentation scolaire est désormais obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans, la CECM est la corporation scolaire la plus importante du Canada. De surcroît elle est la seule à posséder un organisme de service social voué au bien-être moral et physique de ses écoliers¹⁶.

En matière de pouvoir d'intervention sociale, la CECM possède une longueur d'avance sur ses homologues du Québec et du Canada. La CECM voit sa notoriété reconnue lors d'une enquête nationale menée par le gouvernement canadien auprès des écoles. Ainsi, les conclusions du rapport soulignent d'abord la supériorité du modèle mis en place à la CECM. Elles mettent aussi en relief la nécessité d'un service de distribution gratuite de lait tel que celui proposé par la Commission :

In general, it may be expected that the program of the Montreal Catholic School Social Service Bureau is more effective at the present time in this regard than others....If school milk is served early in the morning it may well benefit those who do not eat enough breakfast¹⁷.

En 1961, la CECM s'engage dans une refonte profonde de ses structures. S'amorce alors une période de restructuration sous le signe de la décentralisation des pouvoirs¹⁸, mais également de la laïcisation. À ce sujet, le mandat du Bureau des Œuvres ne sera pas reconduit en 1962. L'organisme sera plutôt remplacé par le Bureau de service social, dirigé par une spécialiste formée à l'Université de Montréal et issue du département de travail social de l'hôpital Notre-Dame¹⁹.

¹⁶Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (1-56-3-11, boîte 11597), Directrice et secrétaire de l'administration CECM, Montréal, 1962.

¹⁷Commission scolaire de Montréal. (copie conforme C.49-2745 1-56-3-11, boîte 11597), *op. cit.*, 1962, p. 3.

¹⁸R. Gagnon, *op. cit.*, p. 251.

¹⁹*Ibid.*, p. 272.

Si la CECM jouit d'une enviable réputation pour ses programmes sociaux, particulièrement celui de la distribution de lait, elle doit constamment faire face à de nouveaux défis que lui impose le contexte social. Selon Robert Gagnon,

Les réformes amorcées timidement dans la décennie précédente ne suffisent plus. Le système tout entier doit être changé. Les rôles de l'Église, de l'État, des commissions scolaires et des citoyens sont redéfinis...Que ce soit la pédagogie, la formation des maîtres ou le financement, tout est à refaire²⁰.

La CECM doit alors trouver de nouvelles sources de financement. En effet, si depuis 1931 la CECM pouvait compter sur des œuvres caritatives afin de financer une partie de la distribution gratuite de lait, elle devra éventuellement en faire son deuil. Les dons provenant d'organismes de charité sont de l'ordre de 49 137,65 \$ pour l'année scolaire 1962-1963. L'année suivante, ces contributions ne sont plus que de 2 850 \$ du Progress Club additionnés aux 519,32 \$ de la Federation of Catholic Charities²¹. Ces organismes jugent alors qu'il appartient désormais à d'autres entités de subventionner de telles initiatives, justifiant ainsi leur désistement par l'émergence de l'interventionnisme gouvernemental. Un autre moyen de financer la distribution gratuite de lait consiste à utiliser l'argent recueilli de la vente de ce produit. En 1964, la Commission perçoit 241 241,45 \$ de la vente de berlingots à ses élèves, ce qui lui permet de distribuer 597 249 berlingots de six onces la même année. En comparant la somme des dons affectés à la distribution gratuite de l'année 1963-1964 avec l'année précédente, il s'agit d'un recul. La CECM avait alors distribué 982 753 contenants gratuits avec une somme provenant de fonds d'organismes de charité.

Afin de remédier à ce manque à gagner, la CECM développe différentes stratégies dont l'utilisation de ses fournisseurs. Un contrat daté de 1963 révèle que l'entreprise

²⁰*Ibid.*, p. 243.

²¹Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (copie conforme C.49-2745, boîte 11597 1-56-3-11), Distribution du lait dans les Écoles Année 1963-1964, Montréal, 1964.

qui souhaite devenir distributrice de lait auprès de la Commission doit de plus verser une cote part de 3 600 \$ par année²².

En 1963, les tumultes au sein de la société québécoise engendrent une intensification des activités du Département de l'instruction publique. À la veille de la création du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) en 1964, jamais les membres du personnel de la CECM n'auront été aussi sollicités par les instances gouvernementales²³. La mise sur pied du MEQ ne va pas modifier cette tendance. Dans le sillage de la commission Parent, une collaboration étroite s'établit entre le MEQ et les professionnels de la CECM. Le niveau d'expertise acquis par la CECM est tel que l'éminent sociologue Guy Rocher déclare que l'institution est en quelque sorte un second MEQ²⁴.

2.3 1965-1969 Le Projet d'Action Sociale et Scolaire

La seconde moitié des années 1960 est une période faste pour le milieu scolaire montréalais. La CECM se lance dans la construction de 25 écoles secondaires et 32 écoles élémentaires²⁵. Le programme de construction et de réfection qui s'étend sur une période de six ans compte également l'agrandissement de 23 écoles et bénéficie d'un budget de 300 millions de dollars.

Toutefois, la croissance des besoins touche bien plus que les locaux d'enseignement. En 1965, plusieurs organisations montréalaises engagent des pourparlers dans le but

²²Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (E1-R56-S3-T1-P08, Bte 11597-1-56-3-11), Distribution du lait dans les écoles, Fédération des Œuvres de charité canadiennes françaises, Montréal, 13 mai 1964, p. 2.

²³R. Gagnon, *op. cit.*, p. 266.

²⁴*Ibid.*

²⁵*Ibid.*, p. 244.

de contrer les effets de la pauvreté sur leur territoire. L'action prend forme alors que le gouvernement de Lyndon Johnson lance aux États-Unis les programmes *Head Start* et *Follow Through*²⁶ de lutte à la pauvreté. Au Québec, la Commission provinciale Castonguay-Nepveu est créée en 1966. Elle se penchera sur le financement de la santé et du bien-être social²⁷. La même année, une étude précise qu'à Montréal 38 % de la population vit dans la pauvreté et 17 % dans la misère²⁸. Plusieurs mémoires soumis à la commission Parent soulignent l'urgence d'intervenir contre ce fléau²⁹. Dans la métropole, le cardinal Léger lance un appel à la solidarité générale pour aider les enfants défavorisés³⁰. La CECM emboîte le pas et se joint au Conseil des Œuvres de Montréal, au Plan de Réaménagement Social et Urbain, au Service de Santé de la Ville de Montréal. Ensemble ils mettent sur pied en 1966 le Projet d'action sociale et scolaire (PASS). Cette initiative est soutenue financièrement par le ministère de la Famille et du Bien-être social.

La CECM occupe trois des six postes disponibles au sein du comité consultatif du PASS, dont celui de Président, et y est représentée entre autres par le Bureau d'Orthopédagogie et le Service Social Scolaire. Les mesures dirigées par ce projet visent essentiellement à améliorer le rendement scolaire des élèves concernés afin qu'ils persévèrent dans leurs études et obtiennent de meilleures conditions sur le marché du travail. À cet effet, le comité consultatif du PASS a identifié quatre mesures. Il faut d'abord assurer des services pédagogiques pour permettre aux élèves de développer leur plein potentiel. L'on se doit ensuite d'offrir des services à l'élève pour améliorer son fonctionnement. Puis, il faut développer des services

²⁶Claude Montmarquette, *Les intervenants scolaires en milieu défavorisé, estimation et évaluation*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1989, p. 18.

²⁷Amélie Bourbeau, *La réorganisation de l'assistance chez les catholiques montréalais : La Fédération des oeuvres de charité canadienne-française et la Federation of Catholic Charities, 1930-1972*, Thèse de Ph.D. (histoire), Université du Québec à Montréal, 2009, p. 121.

²⁸Émile Gosselin, *La 3^e solitude*, Conseil du travail de Montréal, 1965, vue dans Desrochers, p. 6.

²⁹Robert Gagnon, *op. cit.*, p. 272.

³⁰C.-A. Desrochers, *op. cit.*, p. 3. L'auteur ne donne pas la source de cette affirmation et aucune autre source ne nous permet de clarifier cette affirmation.

communautaires afin de coordonner les ressources en place et créer les solutions requises. Enfin, le comité doit proposer des services de participation favorisant l'implication des parents dans « l'organisation communautaire et dans l'implantation d'initiatives à l'école et dans le milieu »³¹.

Les participants du PASS soutiennent que l'atteinte de leurs objectifs passera par l'aide aux élèves en milieux défavorisés. Les organismes réunis dans le projet s'entendent aussi pour dire que la crise vécue au sein du système d'éducation du Québec est particulièrement ressentie dans les milieux défavorisés³². Le projet vise dans un premier temps à recueillir des informations qui permettraient de dresser un bilan de la situation dans le quotidien des écoles en milieux défavorisés relevant de la CECM. L'école Jean-Jacques Olier sera choisie à cause de sa localisation au centre-ville de Montréal, l'un des territoires les plus pauvres de la métropole à ce moment. Concrètement, le taux de « doubleurs » dans cette école est trois fois plus élevé que la moyenne des écoles de la CECM. Presque la moitié des élèves y ont des problèmes reliés à la pauvreté³³. L'école sert de laboratoire dans la lutte contre les effets de la pauvreté. Le Service de Santé de la Ville de Montréal conclut en 1965 que les enfants qui fréquentent cette école vivent, dans 73 % des cas, dans des logements surpeuplés, que 63 % d'entre eux auraient besoin de soins dentaires majeurs et que 25 % souffrent de difficultés visuelles³⁴. Par conséquent, les autorités du projet jugent qu'il s'agit du meilleur observatoire disponible.

Selon le rapport d'évaluation du PASS, tant l'école publique que privée ne joue pas son rôle en matière de bien-être social. Ainsi, les différents services d'intervention seraient inadéquatement organisés, dotés d'une attitude punitive et n'inspireraient

³¹Nicole Durand, *Le P.A.S.S. Plan de Réaménagement Social et Urbain*, Montréal, 1970, 130 p.

³²*Ibid.*, p. B.

³³*Ibid.*, p. 13.

³⁴*Ibid.*, p. C.

aucune confiance de la part des élèves et de leurs parents. Le projet vise donc à inverser cette tendance puisque l'École subit quotidiennement les effets de la pauvreté sociale.

Pour la CECM, l'expérience vise à « cerner de plus près les problèmes reliés à l'éducation des enfants des autres zones grises »³⁵. La Commission confie à son représentant au PASS, Claude Hébert, la responsabilité des initiatives en milieux défavorisés. Celui-ci constate que le milieu scolaire n'est pas suffisamment éveillé aux problèmes soulevés par l'éducation des enfants de milieux pauvres. Le responsable de la CECM organise et anime une table ronde sur l'éducation en milieux défavorisés lors du Congrès du Conseil du Québec de l'Enfance exceptionnelle³⁶. Il cumule les interventions auprès des parents, des professeurs, des principaux d'écoles et des services orthopédagogiques. Il collabore également à un film sur le sujet³⁷ et produit un premier document qui sera à l'origine de travaux plus élaborés. Les initiatives de la Commission ne s'arrêtent pas là. En effet, des membres du personnel de l'école Olier se rendent à Toronto pour voir comment on y tente de répondre aux besoins en éducation des enfants de milieux socio économiquement faibles. La Commission multiplie les initiatives et suit de près celles orchestrées par des organismes communautaires, tel le dépistage visuel mis sur pied par la faculté d'Optométrie de l'Université de Montréal³⁸. Aussi, une relation se crée avec la toute récente Université du Québec afin d'organiser des cours sur les milieux défavorisés à l'intention des futurs maîtres³⁹.

³⁵Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (7974-T27-2-2), Analyse critique de l'Opération Renouveau, Étude des programmes, Groupe de travail sur les écoles situées en milieux socio économiquement faibles, Division des services spéciaux, Service des études, mai 1975, p. 2.

³⁶*Ibid.*, p. 3.

³⁷*Ibid.*

³⁸*Ibid.*

³⁹*Ibid.*, p. 4.

En ce qui concerne le lait, sa distribution a toujours lieu. Par contre, la seconde moitié des années 1960 laisse entrevoir un certain scepticisme à l'égard du produit. La période se prête en effet au questionnement sur la véritable valeur nutritive du lait. Ce qui en 1931 est une évidence voire un dogme se révèle trente ans plus tard questionné scientifiquement par quelques acteurs et ce même au sein de la CECM. En fait, on se demande si l'impact de la consommation quotidienne de lait durant les jours de classe affecte réellement de façon positive l'état de santé des sujets.

De l'avis du sous-ministre de la santé du Québec, les bienfaits du programme ne sont absolument pas à remettre en cause⁴⁰. Ce dernier est convaincu de l'importance de continuer la distribution du lait dans les écoles de Montréal. Les arguments avancés par le sous-ministre qui galvaude cet avis concernent : le taux élevé d'enfants qui ne déjeunent pas tant au Québec qu'au Canada et aux États-Unis; la quantité de lait consommé par enfant n'est que le tiers de ce que recommande le Guide alimentaire canadien; la distribution de lait sert à l'éducation en nutrition des écoliers et tend à décourager l'usage des liqueurs douces et, finalement, le lait pris en avant-midi soutient le niveau d'énergie des élèves pour qu'ils conservent leur concentration jusqu'au dîner, améliorant ainsi les résultats scolaires.

Du côté du gouvernement fédéral, le point de vue est différent. En effet, avant de donner un appui quelconque au programme, le ministère fédéral de la Santé considère qu'il appartient à la CECM de démontrer qu'un groupe d'élèves consommant du lait dans le cadre du programme bénéficierait d'un avantage dans son état de santé par rapport à un autre groupe n'en consommant pas à l'école⁴¹.

⁴⁰Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (11597-1-56-3-11), Bureau médical, Montréal, 12 juillet 1966.

⁴¹*Ibid.*

Pour sa part, M. Roger Lauzon, Directeur général adjoint du Bureau médical à la CECM, est d'avis qu'il faut continuer à distribuer du lait aux enfants en milieu défavorisés⁴². Cependant, ce dernier ne voit pas la nécessité d'un programme s'adressant à tous les élèves fréquentant les établissements élémentaires de la Commission. Le Comité pédagogique abonde dans le même sens que le Directeur du Bureau médical, mais va plus loin et demande ni plus ni moins que l'abolition de la distribution de lait telle qu'elle existe alors. Le lait ne semble pas avoir la faveur de ce comité, qui le juge difficile à conserver et à distribuer sans perturber les activités pédagogiques⁴³. Toujours est-il que les commissaires de la CECM opteront pour le statu quo et poursuivront le programme dans son intégrité, distribuant en 1966-1967 tout près de six millions de berlingots.

Afin de poursuivre la distribution de lait dans ses écoles, la CECM entend cependant tirer profit des relations qu'elle entretient avec ses partenaires commerciaux. La CECM refile aux fournisseurs certains frais d'opération du programme de distribution de lait. Dans un contrat émis en 1966, qui unit pour sept ans la commission à un distributeur de lait, la compagnie d'Armand Corelli s'engage non seulement à fournir du lait, mais également à d'autres biens ;

I am posting a performance bond in the amount of \$15,000.00...I am equipping all schools that presently have no refrigeration with refrigerators...I am relieving the Commission of an estimated \$6,000 to \$7,000, being its cost in maintaining the present 133 refrigerators⁴⁴.

En fin de compte, la CECM retire énormément du Projet d'action sociale et scolaire. Elle acquiert des compétences qui lui confèrent une expertise en la matière. Elle y

⁴²*Ibid.*

⁴³Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (C.49-2745, boîte 11597 1-56-3-11), Comité pédagogique, Gaston Dugas, Directeur de l'information, Secrétaire du comité. Montréal, 22 novembre 1966.

⁴⁴Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (11597 1-56-3-11), *Milk supply contract*, Montréal, 8 août 1966.

gagne non seulement la reconnaissance du milieu mais également celle des instances gouvernementales provinciales, notamment en ce qui concerne la valeur de son programme de distribution de lait.

2.4 1970 : l'Opération Renouveau

À l'aube des années 1970, le constat qui résulte du PASS est suffisamment concluant pour que la CECM s'en inspire lorsque qu'elle songe à lancer son propre programme d'intervention en milieux socio économiquement faibles. Le moment est bien choisi puisque la CECM souhaite affirmer son leadership dans ce domaine et d'une certaine façon continuer le travail de l'Archevêché de Montréal.

Forts de l'expertise acquise par l'institution, les commissaires de la CECM décident le 22 janvier 1970, lors d'une assemblée présidée par Mme Thérèse Lavoie-Roux, d'entreprendre l'Opération Renouveau (OR). Au cours de sa première année de fonctionnement, 1970-1971, la CECM bénéficie d'un budget de l'ordre de 679 000 \$ pour l'OR. À titre d'intervention en milieux défavorisés, il s'agit du plus important effort jamais fait au Canada⁴⁵. L'OR est l'aboutissement de la concertation des différents services de la CECM ayant pour but d'enrayer les effets de la pauvreté sur l'ensemble de son territoire. Alors que le PASS est un test, une expérience, l'OR est une action issue de la prise de conscience de l'impact que la CECM peut avoir sur son milieu. L'objectif est de permettre une meilleure intégration au système scolaire et à la société des enfants du niveau élémentaire provenant d'un milieu défavorisé⁴⁶. Cette mesure s'inscrit dans un souci d'égalité

⁴⁵C. Montmarquette, *op. cit.*, p. 19.

⁴⁶Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, *L'éducation en milieux défavorisés*, Actes d'un symposium tenu dans le cadre du XIe congrès du Conseil du Québec de l'enfance exceptionnelle, sous la présidence de Mme Thérèse Lavoie-Roux présidente de la C.É.C.M, 10 novembre 1973, UQAM, 58 p.

des chances au moment où le monde de l'éducation du Québec est en pleine démocratisation.

L'Opération Renouveau vise principalement à compenser les carences de l'élève en milieu défavorisé. On souhaite intervenir auprès du public cible afin qu'il puisse bénéficier de conditions comparables à celles des élèves de milieu moyen⁴⁷. S'appuyant sur les dernières études sociologiques, la CECM comprend désormais que la misère économique, sociale et culturelle se transmet d'une génération à l'autre. On croit alors que les déficiences chez les enfants avant l'âge scolaire proviennent en grande partie du milieu. Cette transmission se manifeste particulièrement dans certains quartiers montréalais. On observe alors dans les écoles en milieux défavorisés des rendements médiocres, des retards scolaires et de l'absentéisme, pour ne résumer que quelques éléments de la liste des troubles.

L'une des premières mesures prises dans le cadre de l'OR sera d'organiser un événement de conscientisation du milieu. La CECM, qui tient un événement annuel sur l'éducation, décide que son colloque de 1970 portera sur l'enfance en milieux défavorisés. Le comité organisateur est composé de deux membres de la CECM et d'un participant de chacune des organisations suivantes : l'Association des principaux de Montréal, le Conseil central de Montréal, le Comité conjoint des parents de Montréal, le Comité consultatif de langue anglaise, la Chambre de commerce du district de Montréal et finalement l'Alliance des professeurs de Montréal. Toutes ces personnes travaillent dans la région montréalaise, mais proviennent d'horizons différents. Notons l'absence de représentants de l'Église montréalaise et du gouvernement provincial au sein de ce comité.

⁴⁷C. Montmarquette, *op. cit.*, p. 21.

Parmi les gens qui assistent à cette journée de colloque du 18 avril 1970, environ la moitié provient de la CECM, quelques-uns des médias, d'autres de différents services de la Ville de Montréal, un du gouvernement provincial ainsi que le très influent directeur et éditorialiste du journal *Le Devoir*, M. Claude Ryan. Ce dernier est le président du colloque⁴⁸ et anime la séance de l'après-midi faisant la synthèse des différentes opinions et observations présentées au cours des échanges du matin. Par contre, d'après la liste des personnes présentes, aucun membre du clergé n'a assisté à cette rencontre.

Durant les échanges, nous notons la récurrence du thème du rôle central que tient la CECM dans l'élan qui propulse un certain mouvement d'intervention communautaire. Ainsi, on recommande dans les conclusions du colloque « Que soit formé par la C.E.C.M. un comité pour l'aviser sur les efforts qui devraient être faits pour s'assurer la collaboration des services communautaires et de l'Église montréalaise⁴⁹ ». À cela nous pouvons également ajouter qu'il est demandé par d'autres participants que la CECM mette

...à la disposition des organismes, en vue de permettre la formation d'un embryon de centres communautaires dans les zones désignées...et...Que la Commission scolaire, qui semble connaître nos problèmes et savoir ce qui nous manque, fasse le nécessaire pour corriger cette situation..., que la Commission nous donne une cafétéria pour les enfants avec du lait, du chocolat au lait et du jus de fruits⁵⁰.

Nous ne pouvons identifier les responsables de ces recommandations, mais elles confirment néanmoins cet autre extrait traduisant le sentiment général qui ressort de

⁴⁸Gilles Provost, 1970, « Colloque sur l'enfant des milieux défavorisé », *Le Devoir*, Montréal, 14 avril, p. 3.

⁴⁹Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (7961 1-27-2-2), COLLOQUE 1970 « L'enfant en milieu défavorisé », Vœux exprimés par des personnes ou des groupes de personnes participant à l'assemblée générale de l'après-midi, Montréal, 18 avril 1970. 7 p.

⁵⁰Les documents de références n'identifient pas ces demandeurs.

cette rencontre : « L'école doit être une plaque tournante d'où tout part et où tout revient en termes de services à l'enfant »⁵¹. La CECM se voit littéralement donner l'occasion de jouer un rôle central dans ce champ d'expertise au Québec. Non seulement la Commission devient-elle le lieu de rassemblement, le quartier général de l'aide contre la pauvreté, mais il est suggéré que toute autre initiative ou intervention puisse se greffer à celles de l'organisation pour que « tous les corps publics ou privés étudient, ou réétudient selon le cas, le plan d'action proposé par la C.E.C.M. afin d'évaluer dans quelle mesure ils peuvent y contribuer d'une façon concrète »⁵². La CECM devient le laboratoire de Montréal, mais également celui de la province en matière de lutte à la pauvreté. Cette centralisation autour de la CECM est requise car, comme le constate M. Ryan, « ... la confusion présente des compétences ne favorise pas l'action efficace »⁵³.

De plus, l'éditorialiste croit que pour parvenir à ces fins, les commissions scolaires comme la CECM doivent s'adjoindre l'aide des différents services communautaires. En effet, M. Ryan conçoit que le problème des inégalités sociales est beaucoup plus large et fondamental. Aux dires de celui-ci, il déborde les cadres d'un organisme spécialisé comme une commission scolaire et est avant tout un problème politique, car « une délimitation plus rigoureuse de la responsabilité et des devoirs de chaque niveau du gouvernement serait de nature à favoriser les solutions plus efficaces »⁵⁴.

Dans ce contexte, la CECM obtient l'approbation générale du milieu montréalais. Elle peut désormais se consacrer à développer des actions concrètes dans le cadre de son OR. La CECM considère qu'il est de son devoir de mettre sur pied des

⁵¹Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études (7961 1-27-2-2), COLLOQUE 1970 « L'enfant en milieu défavorisé », *op. cit.*, p. 3-4.

⁵²*Ibid.*, p. 3.

⁵³Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (7961 1-27-2-2), COLLOQUE 1970 « L'enfant en milieu défavorisé », Synthèse présentée par M. Claude Ryan, Montréal, 18 avril 1970. p. 1.

⁵⁴*Ibid.*, p. 3.

mesures permettant à ses élèves défavorisés d'effectuer un rattrapage, tant dans les matières académiques de base qu'aux plans affectif, social et de la santé. L'OR est une nouvelle initiative concertée entre l'École et son milieu dont la CECM est le maître d'œuvre. Afin de parvenir à ses fins, la commission scolaire s'adjoint l'aide d'organismes locaux dont le Service de Santé de la Ville de Montréal, la Société Saint-Vincent-de-Paul de même que l'Université de Montréal et l'Université du Québec à Montréal.

Concrètement, les premières initiatives de l'OR consistent à dresser le portrait de l'état de santé des élèves en milieux défavorisés. Les débuts sont modestes et visent dans la première année huit établissements dans les quartiers les plus pauvres. L'action concertée du Bureau médical de la Commission et du Service de Santé de la Ville de Montréal portera ses fruits. Avec l'aval du Collège des Médecins, le médecin visiteur des écoles désignées devient médecin traitant à l'école. Une infirmière y travaille quatre jours par semaine plutôt qu'une demi-journée. Certains médicaments prescrits par le médecin sont offerts gracieusement par la pharmacie du quartier.

Ayant complété le volet d'identification de l'état de santé générale de la population cible, la Commission s'applique ensuite à trouver le moyen d'aider les plus démunis. En août 1970, la Division des services spéciaux de la Commission demande à son Bureau de la nutrition de présenter son rapport sur la mise sur pied d'un projet de distribution d'un supplément alimentaire aux écoles désignées en milieux défavorisés⁵⁵. Le 2 février 1971 marque le début de la distribution d'une collation quotidienne à tous les enfants de ces écoles désignées, soit 4 394 élèves.

⁵⁵Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (7974 1-27-2-2), *Analyse critique de l'Opération Renouveau*, Étude des programmes, Groupe de travail sur les écoles situées en milieux socio économiquement faibles, Division des services spéciaux, Service des études, Montréal, mai 1975.

Les objectifs établis par le Bureau de la nutrition sont : d'améliorer l'état de santé des enfants, d'améliorer l'attention en classe et le rendement scolaire, de réduire le taux d'absentéisme et, enfin, d'améliorer les habitudes alimentaires des enfants. La qualité et la ration, la nature et la qualité de l'emballage, les modalités de livraison, la disposition des aires de distribution et de conservation des aliments relèvent du Bureau de la nutrition. En principe, la collation est servie tous les jours à tous les enfants de niveau préscolaire et élémentaire. Le menu de suppléments offert par le Bureau de la nutrition est constitué entre autres de biscuits au beurre d'arachides, de muffins aux raisins, de Danoises aux fraises, de sandwich au fromage et de bananes⁵⁶. Nous pouvons lire à ce propos que les infirmières ont signalé qu'à leur avis trop de pain et de gâteaux étaient distribués. Enfin, le programme alimentaire s'accompagne également d'une série de mesures instructives afin d'inculquer de bonnes habitudes alimentaires.

Au moment de cette conscientisation du milieu scolaire, l'industrie laitière fait un constat d'échec. Malgré l'amélioration constante de la qualité du produit⁵⁷, la consommation de lait nature dans la province de Québec n'est plus que de 220 livres *per capita* en 1971, alors qu'elle était à plus de 260 livres en 1964. Cette tendance est constatée tant au Québec qu'en Ontario et dans l'ensemble du Canada. Les producteurs laitiers du Québec reconnaissent que l'évolution de leur industrie est menacée par cette baisse généralisée de la consommation du lait nature⁵⁸. Le produit étant sain, et de plus en plus disponible, les producteurs concentrent désormais leurs efforts à en faire la promotion.

⁵⁶*Ibid.*

⁵⁷On pouvait compter, en 1957, 200 000 bactéries par c.c. avant la venue de la pasteurisation. En 1971 ces chiffres sont passés à 10 000 c.c. Source FPLQ, rapport annuel 1971, p. 10.

⁵⁸Maison de l'Union des Producteurs agricoles, Fédération des Producteurs de lait du Québec, *Rapports annuels*, Direction du marketing, Longueuil (Québec), 1971-1989. 14 p.

L'un des clients que peut courtiser l'industrie laitière est le ministère des Affaires sociales (MAS), créé le 22 décembre 1970. Donnant suite au Rapport Castonguay de 1967, le MAS naît de la fusion des ministères de la Famille et de la Santé. Le rôle de la nouvelle entité est de favoriser l'accessibilité pour tous à des soins de qualité et à des services complets, continus et complémentaires. Cette politique permet d'envisager l'ensemble des problèmes de l'individu et du milieu⁵⁹. À ce chapitre, le MAS s'implique dès 1971 auprès de la CECM en apportant sa contribution financière au programme de distribution alimentaire. Cet événement signifie toutefois l'obligation de rendre des comptes au MAS et une perte d'autonomie et de pouvoir pour la CECM. Il s'agit d'un exemple probant, qui est entre autres démontré dans le travail de François Guérard⁶⁰, d'une étape dans la construction de l'interventionnisme social gouvernemental.

2.5 Conclusion

Nous venons de voir que la CECM possède une solide expérience en matière d'intervention sociale. Le cumul des années de service auprès de ses élèves de milieux défavorisés ainsi qu'une volonté d'influencer le développement de ceux-ci font de la CECM une organisation phare. La Commission s'est investie dans le domaine de l'aide alimentaire et particulièrement dans la distribution de lait auprès de sa clientèle. Au cours des années 1960 le niveau de professionnalisme de la CECM ne fait plus de doute. Le personnel de la CECM sera particulièrement sollicité dans ce qui marque le début du transfert de connaissances vers les instances gouvernementales provinciales.

⁵⁹Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 579-588.

⁶⁰François Guérard, « L'émergence de politiques nutritionnelles au Québec, 1936-1977 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 13, n° 67, automne 2013, p. 165-172.

À l'issue des années 1950, le gouvernement provincial se lance dans une révision de son rôle auprès des citoyens. Sous le signe de l'interventionnisme, l'État souhaite notamment s'investir dans l'éducation de sa population et limiter l'autorité de l'Église. La création du MEQ en 1964 marque une nouvelle ère pour la province mais signifie également une perte d'autonomie pour les commissions scolaires.

Toutefois, l'État québécois n'étant pas encore prêt à intervenir directement, la CECM peut donner libre cours à ses ambitions et se lance dans le Projet d'action sociale scolaire. La Commission reconnaît alors l'existence de zones défavorisées sur son territoire et constate son devoir et son pouvoir social. Cette initiative, soutenue par d'autres acteurs communautaires, est l'occasion pour la Commission de démontrer son savoir-faire. C'est également l'occasion pour l'École québécoise de s'impliquer directement dans son milieu et d'influencer positivement le développement des jeunes défavorisés.

Conscients du pouvoir que l'institution exerce sur son environnement social, les commissaires de la CECM déploient ensuite leurs ressources dans ce qui s'avère être le plus vaste programme d'intervention sociale scolaire du pays. Fière de l'expérience acquise et consciente d'avoir atteint le niveau de maturité requis, la CECM lance l'OR en 1970.

Paradoxalement, la Commission devient le leader provincial en matière d'intervention sociale alors que, dans le cadre d'un colloque sur l'enfance organisé par la CECM au cours de l'année 1970, le Président d'honneur, M. Ryan, conclut sur la nécessité de revoir les relations qui doivent exister entre l'école et la société. L'éditorialiste note que les problèmes auxquels s'attaque la CECM dépassent le cadre de ses fonctions et que la récente création du MEQ et du MAS témoigne de la tâche dont l'État souhaite s'acquitter.

Enfin, malgré le tumulte qui caractérise la période et qui bouscule la CECM, une chose demeure, le programme de distribution gratuite de lait. Au moment où l'industrie québécoise du lait souhaite accroître sa présence auprès de ses consommateurs, la distribution de lait s'inscrit désormais dans une tradition à la CECM.

CHAPITRE III

LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : LA PRISE EN CHARGE PAR L'ÉTAT

Jusqu'alors nous avons vu s'orchestrer une prise en charge de la lutte contre les effets de la pauvreté par les instances de la Commission des Écoles catholiques de Montréal (CECM). Ce qui était d'abord une entreprise spontanée devient organisé, structuré. Au début des années 1970, le gouvernement provincial est à son tour enclin à intervenir avec une armée de professionnels. L'étatisation de la lutte à la pauvreté est une nouvelle étape qui cadre tout à fait dans le mouvement de l'époque. Au Québec, l'interventionnisme gouvernemental s'intensifie dans le cadre de la Révolution tranquille initiée dans les années 1960.

C'est dans ce contexte qu'intervient un nouvel interlocuteur, le Conseil Scolaire de l'île de Montréal (CSIM). À travers les agissements de cet organisme, nous serons à même de constater l'émergence de la prise en charge, par l'État provincial, de la lutte contre les effets de la pauvreté en milieu scolaire. L'arrivée du CSIM revêt une importance particulière dans l'appropriation et la rediffusion des actions entreprises à l'origine par la CECM. Le CSIM sert alors d'intermédiaire entre le ministère de l'Éducation (MEQ) et les différentes commissions scolaires de Montréal. L'élaboration d'une politique relative aux services scolaires en milieux défavorisés est un objectif du MEQ¹. En 1972, le MEQ prescrit au CSIM d'ériger, pour l'ensemble de son territoire, un programme de rattrapage en milieux défavorisés. Il

¹Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, Article 7, Rapport des sous-comités à l'enfance inadaptée et les milieux défavorisés, sous la rubrique « Fonction du Conseil de l'Île », Comité exécutif, Montréal, Réunion du 12 mars 1973 déposé le 30 avril 1973, p. 19.

s'agit du premier défi que doit relever le CSIM et ce sujet sera abordé dans les premières lignes de ce chapitre. Nous aurons principalement recours aux archives de la CSIM afin d'appuyer notre étude, archives qui possèdent une documentation étoffée concernant les différents comités chargés de mettre en place le programme d'aide aux enfants en milieux défavorisés.

Dans la seconde partie de ce chapitre, nous nous affairerons à présenter le volet alimentation, dans un cadre global de lutte à la pauvreté. En examinant les nombreuses initiatives traitant de l'aspect alimentaire en milieu scolaire, il s'agira de démontrer l'engouement généralisé pour le sujet. Dans la foulée de la nouvelle édition du Guide alimentaire canadien publié en 1971, une plus grande sensibilité à l'égard d'une saine alimentation est ressentie. Les archives de la CSIM seront encore mises à contribution notamment en ce qui concerne les procès-verbaux du comité formé sur la politique alimentaire. L'analyse de ces documents nous permettra d'évaluer si ces mesures sont directement liées au programme lait-école ou si elles lui sont plutôt complémentaires.

Puis, nous porterons notre attention sur le traitement qui est réservé à la distribution du lait dans les écoles de l'île de Montréal, fil conducteur de notre étude. Parallèlement nous analyserons les interventions qui témoignent de l'expertise spécifique de la CECM en ce qui a trait à l'alimentation.

Enfin, le dernier volet de ce chapitre portera sur la mobilisation générale pour faire de Montréal le berceau d'un programme provincial de nutrition en milieu scolaire. Une multitude d'acteurs viendront tour à tour mettre leur expertise à la disposition de la CECM. Ultimement, le CSIM profitera de cette action pour mettre en place une politique alimentaire commune à l'ensemble du territoire montréalais.

3.1 L'École, l'État québécois et la lutte à la pauvreté

En matière d'éducation, les années 1960 évoluent sous le signe de la croissance. Par contre, la décennie suivante laisse présager le phénomène inverse. Au début des années 1970, la région montréalaise et particulièrement la CECM, subissent les effets de la dénatalité et de l'exode vers les banlieues. Si la CECM bénéficie d'une grande notoriété en matière d'intervention sociale, elle doit toutefois se résigner à perdre son quasi-monopole au profit d'un nouvel intervenant. Le 21 décembre 1972, la Loi 71, présentée par le MEQ, est sanctionnée par le gouvernement de Robert Bourassa. Son objectif est de favoriser le développement scolaire dans l'île de Montréal. Cette mesure signifie premièrement que le nombre de commissions scolaires sur le territoire passe de 33 à 8. Mais pour notre étude, l'élément principal est la création du CSIM². La raison-d'être de l'organisme réside dans la volonté gouvernementale d'élaborer de nouvelles politiques communes à l'ensemble de la région montréalaise.

Le CSIM n'a pas de temps à perdre, car en plus de fixer le taux de la taxe scolaire et de la percevoir³, il est de son devoir « d'adopter par règlement, des mesures propres à assurer le rattrapage dans les milieux défavorisés en matière d'éducation. »⁴. À cet effet, le mandat du CSIM est de proposer une politique générale en matière de rattrapage en milieux défavorisés. Pour parvenir à ses fins, le CSIM souhaite coordonner, avec les organismes du milieu et les ministères

²Robert Gagnon, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal, le développement d'un réseau d'écoles publiques en milieu urbain*, Louiseville (Québec), Les Éditions du Boréal, 1996, p. 250.

³*Ibid.*, p. 286.

⁴Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Procès-verbaux des sessions du Comité consultatif, Comité consultatif, Montréal, 1973-1977.

impliqués, l'utilisation communautaire des écoles dans une stratégie globale de lutte aux effets de la pauvreté⁵.

Le CSIM va créer une succession de comités afin de structurer sa démarche. Le premier comité à voir le jour est le Comité d'orientation sur le rattrapage en milieux défavorisés. Ce comité est constitué de cinq commissaires du CSIM, qui proviennent tous de certaines commissions scolaires de l'île. Parmi ces derniers, retenons deux représentants de la CECM, Mme Thérèse Lavoie-Roux et M. Pierre Légaré qui sera d'ailleurs à la tête de ce comité. Le CSIM dispose désormais d'un groupe de travail chargé de définir la problématique et d'orienter ses actions en matière de lutte à la pauvreté.

Le Comité d'orientation suscite également la création du Comité de rattrapage en milieux défavorisés. Ce comité rédige une politique visant à procéder à l'inventaire des programmes et des ressources actuelles, à initier la recherche dans le domaine, à identifier les problèmes et les besoins propres à la communauté de l'île de Montréal, à servir de bureau central chargé de faire le choix des idées et enfin à assurer une surveillance financière des opérations budgétaires⁶.

Pour mener à bien son mandat, le Comité de rattrapage entreprend ensuite de localiser géographiquement la pauvreté à Montréal. La tâche d'identifier et de documenter l'existence des populations socio économiquement défavorisées sur son territoire incombe toutefois à chaque commission scolaire. La CECM a déjà complété une démarche en ce sens, elle qui dispose entre autres de deux démographes et d'une diététiste à temps plein, et qui collabore avec d'autres

⁵*Ibid.*, 20 décembre 1973. p. 7.

⁶Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, Article 7, Rapport des sous-comités à l'enfance inadaptée et les milieux défavorisés, sous la rubrique « Fonction du Conseil de l'Île », 12 mars 1973.

professionnels dans certains dossiers. L'extrait suivant permet d'entrevoir les ressources et l'expertise de la CECM :

...en application, au niveau de l'île, des recherches faites par la C.E.C.M. sous la direction du docteur Forrest. L'objectif de ces recherches consiste à identifier les écoles qui appartiennent à la catégorie dite défavorisée... à faire l'inventaire des besoins, des ressources et programmes en place, de manière à ce que la base de toute nouvelle action soit clairement identifiée... la mise en œuvre d'un plan visant tout particulièrement le personnel et l'équipement requis ainsi que la participation des parents et de la communauté; la préparation d'un rapport préliminaire que le comité devra soumettre au Conseil dès le mois de novembre 1973 et d'un rapport définitif dès le 1^{er} février, 1974⁷.

La CECM a également son propre système informatique pour la compilation des données⁸. Un comité a d'ailleurs été créé au MEQ afin d'étudier l'implantation d'un tel système d'information pour toute la province. Pour sa part, le CSIM souhaite devenir un service central d'information, d'où son intérêt pour les données contenues dans le système informatique de la CECM. Pour ce qui est des autres commissions de l'île, la Commission scolaire Le Royer et la Protestant School Board of Greater Montreal (PSBGM) possèdent elles aussi un ordinateur.

Le Comité de rattrapage du CSIM est bien conscient qu'il ne peut obtenir les informations désirées des commissions de son territoire. Pour documenter l'existence de zones de pauvreté, les commissions scolaires doivent bénéficier des données sur la proportion de chômeurs ou d'assistés sociaux et le niveau de scolarité des parents. Or, la majorité des commissions ne disposent pas de tels renseignements. Le CSIM sait déjà qu'il ne pourra parvenir à ses fins dans les délais prescrits par le MEQ :

⁷*Ibid.*

⁸*Ibid.*, p. 4.

...parce qu'il ne possède pas encore le personnel requis et les instruments de gestion qui lui permettraient de jouer pleinement son rôle..., la politique générale du Conseil en matière de rattrapage en milieux défavorisés ne peut être appliquée intégralement dès septembre 1974⁹.

Le CSIM redouble d'efforts et ajoute au Comité de rattrapage le Comité de coordination chargé « d'associer le plus étroitement possible toutes les commissions scolaires de l'île à l'élaboration et à la coordination des mesures de rattrapage en milieux défavorisés¹⁰ ». Le rôle du Comité de coordination est d'uniformiser les programmes d'intervention en milieux défavorisés afin que le MEQ, avec l'aide du ministère des Affaires sociales (MAS), puisse les convertir en politique nationale.

Ce comité est composé d'un membre de chacune des huit commissions scolaires de l'île, d'un substitut pour chacun d'entre eux en plus du coordonnateur du Conseil. Le poste de coordonnateur est confié à un certain M. Hébert, responsable à la CECM des initiatives en milieux défavorisés en 1969, à l'aube du démarrage de l'Opération Renouveau (OR). Il quitte alors son poste à la Commission pour le CSIM et assume le poste de coordonnateur du nouveau comité¹¹. À ce titre, M. Hébert a de nouvelles responsabilités :

En collaboration avec les commissions scolaires, il doit identifier les problèmes, les définir et les préciser, en faire l'étude avec les spécialistes des commissions scolaires et de l'extérieur, trouver les solutions et suggérer aux commissions scolaires et au CSIM des politiques et des plans d'action¹².

⁹*Ibid.*, décembre 1973, p. 8.

¹⁰*Ibid.*, p. 3.

¹¹La date de son embauche n'est pas précisée mais nous savons grâce à ce PV du CSIM qu'il est en fonction au 17-06-1974.

¹²Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, Article 7, Rapport des sous-comités à l'enfance inadaptée et les milieux défavorisés, sous la rubrique « Fonction du Conseil de l'Île », 20 décembre 1973, p. 6.

En plus de ces tâches, le coordonnateur doit organiser les recherches, animer et sensibiliser le milieu, élaborer des programmes de formation du personnel, assurer la communication entre les divers agents, évaluer les programmes et enfin diffuser la documentation.

En ce sens, le coordonnateur est le principal responsable du déploiement des mesures de rattrapage en milieux défavorisés de l'île. Non seulement il chapeaute la mise en place de ces mesures, mais il siège également au Comité de travail sur les services des milieux défavorisés du MEQ¹³.

Pendant que le CSIM s'organise et qu'il ne peut agir comme intervenant direct, son action se limite à verser des sommes aux commissions scolaires de l'île de Montréal qui développent leurs propres plans d'action. Dans les faits, le premier rapport du CSIM sur les zones défavorisées de Montréal ne paraîtra qu'en décembre 1974¹⁴. Entretemps, il ne peut exercer pleinement son mandat et doit se contenter d'un rôle plus effacé.

Ainsi, le CSIM amorce son action par un soutien financier auprès des commissions. Le Bureau des écoles du PSBGM se voit accorder une subvention de 402 500 \$ par le comité exécutif du Conseil pour le maintien et l'expansion de la politique alimentaire. Cet argent sert majoritairement à défrayer les coûts d'embauche de divers intervenants professionnels tels des psychologues, aides-professeurs, spécialistes de lecture et personnel de la maternelle de quatre ans. Cette somme sert également à produire du matériel d'enseignement et d'information. De plus, la commission pourra recevoir une somme supplémentaire de 82 000 \$ dont 52 000 \$

¹³Nous connaissons mal l'histoire et le travail de ce comité.

¹⁴Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, R. Depatie, Y. Lefebvre et C. Parent, *Identification des Écoles fréquentées Rapport sur les zones défavorisées de l'Île de Montréal*, Montréal, décembre 1974.

sont destinés à l'embauche d'une personne pour coordonner les actions en milieux défavorisés et 30 000 \$ pour encourager la créativité du milieu. D'autres commissions bénéficient de ces premières subventions relatives aux mesures de rattrapage introduites par le comité : nous constatons que la somme de 10 000 \$ est remise à la commission Baldwin-Cartier, un montant de 25 175 \$ est accordé à la commission Sainte-Croix et enfin 30 000 \$ à celle de Verdun¹⁵. Enfin, la commission Sault Saint-Louis a un nouveau projet de maternelle à quatre ans et se voit octroyer une somme de 36 000 \$ pour le réaliser.

Pour sa part, la CECM continue de développer ses programmes d'intervention, particulièrement en matière de nutrition. À l'aide des diététistes du MAS, le Bureau de la nutrition élabore un programme d'éducation en nutrition destiné aux enfants de la maternelle. Durant l'année scolaire 1973-1974, le Bureau de la nutrition de la CECM réorganise ses menus pour accroître la quantité d'aliments riches en protéines au détriment des aliments à teneur élevée en sucre. Notons à ce sujet qu'en 1973 le MAS forme un « comité chargé de définir une politique québécoise de nutrition »¹⁶.

Le Bureau de la nutrition de la CECM assure également le contrôle du budget, des salaires, des achats et des revenus de son programme de cafétérias. La commission octroie à des traiteurs le soin de fournir les repas selon ses exigences qualitatives et quantitatives. Le contrat n'est pas nécessairement accordé au plus bas soumissionnaire. Le service est offert dans 53 écoles. Le principe de centralisation des services permet d'augmenter le pouvoir d'achat de la commission. D'ailleurs, la commission s'engage, malgré l'augmentation du coût de la vie, à baisser le prix des

¹⁵Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 4 juin 1974.

¹⁶François Guérard, « L'émergence de politiques nutritionnelles au Québec, 1936-1977 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 13, n° 67, automne 2013, p. 184.

repas offerts dans son service de cafétérias pour l'année 1973-1974. Ainsi, l'aspect nutritif n'est pas soumis à des contraintes financières. À titre d'exemple, la commission décide pour cette période d'absorber le déficit encouru par cette mesure jusqu'à concurrence de 700 000 \$ à même son budget.

Ce qui est particulier dans le cas de la Commission des écoles catholique de Montréal, c'est qu'elle jouit d'une relation directe avec le gouvernement. Depuis sa naissance, le MAS octroie des sommes à la CECM afin de défrayer entre autres la distribution quotidienne d'un supplément alimentaire¹⁷. Durant l'année scolaire 1973-1974, la mesure touche 38 écoles défavorisées de la CECM¹⁸. Le MAS reconnaît la Commission comme une « institution d'assistance publique aux fins d'un programme spécial de prévention en milieu défavorisé »¹⁹. Ce statut lui assure un soutien financier qui permet la poursuite du programme de supplément alimentaire pour les phases subséquentes de l'OR.

Durant ce temps, l'industrie laitière québécoise, qui souhaite accroître la consommation de ses produits, s'associe au Bureau canadien des produits du lait (BCPL) qui poursuit l'expansion de ses services promotionnels et publicitaires. Ce bureau est administré et financé par les producteurs laitiers. En 1973, une contribution de un cent et demi par 100 livres de lait produit est remise par les producteurs au BCPL²⁰. La même année, la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ) et le BCPL développent un programme collectif de publicité consacré au lait nature au Québec. En 1974, avec l'aval de l'Assemblée générale

¹⁷C.-A. Desrochers, *op. cit.*, p. 11.

¹⁸Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, 1^{re} réunion du Comité de travail, 14 février 1974, p. 2.

¹⁹Commission scolaire de Montréal, Archives du Service des études, (7974 1-27-2-2), *Analyse critique de l'Opération Renouveau*, Division des services spéciaux Étude des programmes, Groupe de travail sur les écoles situées en milieux socio économiquement faibles, Montréal, mai 1975.

²⁰Maison de l'Union des Producteurs agricoles, Fédération des Producteurs de lait du Québec, *Rapports annuels*, Direction du marketing, Longueuil (Québec), 1973, p. 10.

annuelle de la FPLQ, la contribution des producteurs passe à 3 ¢ les 100 livres de lait²¹. Toutefois, la campagne publicitaire prévue cette année n'est toujours pas prête et les efforts restent vains.

3.2 L'alimentation en milieu scolaire

Le 11 février 1974, le sous-ministre des affaires sociales du Québec dépose son guide alimentaire pour les institutions d'enseignement. Résultat du comité chargé de définir une politique québécoise de nutrition formé en 1973, ce document intitulé « Nutrition en milieu scolaire »²² est remis au Comité consultatif du CSIM en avril de la même année. Le MAS juge primordial que les bonnes habitudes alimentaires s'acquièrent dès le jeune âge. Selon le MAS, il existe une relation entre la nutrition, la santé, la croissance et le rendement de l'individu. Le ministère affirme que des études démontrent que dans la population d'âge scolaire, les habitudes alimentaires présentent des lacunes qui peuvent parfois conduire à des problèmes de santé.

Pour contrer ces manques, le MAS souhaite que la diffusion de son document « Nutrition en milieu scolaire » permette éventuellement d'atteindre trois objectifs. D'abord, l'élève qui doit prendre au moins un repas à l'école doit pouvoir y consommer du quart au tiers des rations quotidiennes alimentaires et nutritionnelles recommandées par les normes canadiennes. À ce sujet, le MAS définit le nutriment comme étant un composé chimique identifiable contenu dans un aliment et essentiel au processus biologique. Ensuite, l'élève doit apprendre les notions de base sur ce qu'est une alimentation équilibrée. Enfin, le MAS doit « formuler les normes

²¹Maison de l'Union des Producteurs agricoles, Fédération des Producteurs de lait du Québec, *Rapports annuels*, Direction du marketing, Longueuil (Québec), 1974, p. 15.

²²Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Document déposé au CSIM à la réunion du 2 avril 1974, 14 p.

minimales d'hygiène qui doivent être appliquées pour assurer la qualité des aliments sains pour éviter les contaminations toujours dangereuses »²³. En proposant ce guide comme une référence pour les services alimentaires des commissions scolaires, le MAS pose les bases de l'enseignement d'une saine alimentation à l'échelle provinciale. Enfin, il détermine également ce qui doit être consommé et les moyens de conservation des aliments.

Se référant au Guide alimentaire canadien, le MAS soutient qu'un repas complet devrait contenir quatre groupes alimentaires. Le premier groupe est celui du lait. Cet aliment, de préférence enrichi et non chocolaté²⁴, devrait être consommé à raison d'une tasse, soit huit onces, pour les besoins d'un repas complet. Le MAS identifie ainsi le lait comme un composé essentiel au processus biologique. Certains substituts sont aussi recommandés à titre d'équivalence tels qu'une once de fromage de type cheddar, ce qui correspond à six onces de lait, ou une demi-tasse de yogourt équivalente à quatre onces de lait. Toutefois, l'aliment servant de référence demeure le lait. Dans son état naturel, le lait est alors traité comme catégorie, produit et nutriment complet. Dans le deuxième groupe alimentaire, nous retrouvons les viandes qui doivent être consommées à raison de deux onces par repas. Ainsi, une once de volaille et un œuf par exemple suffiraient à atteindre la ration souhaitée. Le troisième groupe consiste en trois quarts de tasse de légumes et de fruits tels que les carottes, le brocoli, les tomates, le melon, les pêches, les fraises, mais pas les pommes de terre. Enfin, le quatrième groupe est celui du pain enrichi ou à grain entier, dans lequel se retrouvent justement la pomme de terre et les pâtes dont la quantité doit se limiter à l'équivalent de deux tranches de pain. La politique du MAS

²³Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Nutrition en milieu scolaire, Gouvernement du Québec, MAS 11 février 1974, Document déposé au CSIM à la réunion 22 avril 1974.

²⁴Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Document déposé au CSIM à la réunion du 2 avril 1974, p. 4.

tolère les services alimentaires d'appoint tels que les machines distributrices. Toutefois, ces machines doivent proposer des jus de fruits ou de légumes et d'autres aliments qui font partie d'un repas complet. Aussi, bien qu'on ne les interdise pas, les boissons gazeuses, sucreries et chocolats devraient être bannis.

Le dépôt de ce document de travail par le MAS donne le coup d'envoi à l'instauration d'une politique alimentaire dans les écoles du Québec. Au CSIM, cette tâche sera celle du Comité de travail sur la politique alimentaire. Une concertation s'amorce donc pour instaurer une politique alimentaire commune. Cette politique vise d'abord et avant tout la bonne santé des élèves fréquentant les institutions scolaires; elle est indépendante du programme de distribution de suppléments alimentaires de la CECM. Conscient de l'ampleur de la tâche, le Directeur général du CSIM demande à M. Jean-Paul Tardif de la CECM de s'impliquer dans le projet²⁵.

Le Comité de travail chargé d'instaurer une politique alimentaire sur l'ensemble du territoire de l'île se réunit pour la première fois le 14 février 1974. À cette réunion, chacune des huit commissions scolaires de l'île de Montréal est représentée. Il s'agit des commissions Baldwin-Cartier, CECM, Jérôme-Le Royer, Lakeshore, PSBGM, Sault St-Louis, Ste-Croix et Verdun. Un membre du CSIM complète le Comité. Lors de cette réunion, Mme Nicole Saint-Jean Demers, alors directrice du Bureau de la nutrition de la CECM, présente la situation qui prévaut dans sa commission et qui pourrait servir de plan de travail du groupe. Mme Demers dresse les grandes orientations de la politique alimentaire de la CECM, programme autofinancé à travers son Bureau de la nutrition. De plus, Mme Demers annonce ses intentions

²⁵Conseil de la taxe scolaire de l'île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, 1^{re} réunion du Comité de travail, 14 février 1974.

d'étendre la méthode de son organisation à l'ensemble des commissions scolaires de l'île de Montréal²⁶.

Mentionnons d'abord qu'au moment de cette présentation, le programme alimentaire présenté par Mme Demers fonctionne indépendamment de l'OR. Il consiste à offrir des cafétérias qui fournissent aux élèves des repas à prix modique. Les prix sont contrôlés par la Commission et la composition du menu est en conformité avec le Guide alimentaire canadien.

Le programme alimentaire de la CECM scolaire s'applique avant tout au niveau secondaire. Selon Mme Demers, les besoins seraient plus intenses à ce niveau. Toutefois, elle constate la nécessité grandissante de la mise en place d'une politique alimentaire à l'élémentaire²⁷. Le Comité reçoit favorablement cette suggestion et propose d'« étudier également les possibilités d'application de la politique alimentaire à l'élémentaire malgré le manque de facilités des écoles »²⁸. À cet effet, Mme Demers souligne les efforts naissants au niveau primaire :

Des unités de service alimentaires ont été instaurées à titre d'expérience. Trois écoles offrent un service de cafétéria. Il est surprenant d'observer avec quel enthousiasme l'enfant achète et sélectionne ses aliments. Il faut nécessairement une grande surveillance afin d'aider les élèves. Les aménagements doivent être adaptés à leur grandeur. Il n'y a pas de gaspillage et les enfants sont très ouverts aux commentaires²⁹.

²⁶Comme nous le verrons incessamment Mme Demers se prépare à quitter ses fonctions au sein de la CECM pour rejoindre le CSIM.

²⁷*Ibid.*, p. 1.

²⁸Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 11 octobre 1974, p. 3.

²⁹Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974*, 1^{re} réunion du Comité de travail, 14 février 1974, p. 3.

L'implantation de la politique alimentaire au niveau primaire pose par contre des problèmes d'ordre technique. Les bâtiments de l'élémentaire ne permettent pas une harmonisation aussi aisée de la politique alimentaire qu'au secondaire, peut-être parce que les écoles secondaires telles les polyvalentes sont plus récentes, datant de la seconde moitié des années 1960. Installer des cafétérias dans des bâtiments plus âgés fait ressortir les difficultés d'intégration. Parmi celles-ci, notons la capacité des entrées électriques insuffisantes ou encore l'exiguïté des locaux qui ne permettent pas des allées de circulation assez larges³⁰.

La seconde réunion du Comité de travail sur la politique alimentaire du Conseil nous permet de comparer l'état de la situation à la CECM à celle de ses homologues montréalais³¹. Il faut d'abord noter que le service de cafétéria est offert dans chacune des huit commissions scolaires de l'île de Montréal. Les échanges permettent aussi de constater que la CECM ne connaît pas les difficultés rencontrées par les services alimentaires des sept autres commissions scolaires de l'île. Le service de cafétéria ne se retrouve pas dans chaque école de ces commissions. Les modes de gestion varient aussi : certaines écoles gèrent leur cafétéria de façon autonome, alors que pour d'autres, l'administration est partagée entre l'école et la commission ou encore laissée aux soins des concessionnaires alimentaires et des commissions. Pour résumer, il n'y a pas de procédure uniforme et centralisée pour le service de cafétéria sauf à la CECM.

On peut aussi remarquer que le prix de vente varie d'une institution à une autre. Un repas complet peut coûter 65 ¢ dans une commission et jusqu'à 85 ¢ dans une autre³². Alors que tous offrent des repas complets, leur composition n'est pas

³⁰Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 1^{er} mai 1975, p. 3.

³¹Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 26 février 1974, 5 p.

³²*Ibid.*

homogène. Certaines commissions, comme Ste-Croix, offrent comme repas des « sandwiches, soupes (en conserves), hot dog, hamburger et frites »³³. D'autres, comme Jérôme Le Royer, proposent des plats principaux constitués de « viandes, féculent, salade ou légume... »³⁴. La valeur alimentaire des boîtes à lunch que l'on propose dans les établissements scolaires est souvent mise en cause. Les moyens de conservation peu adéquats dont disposent les écoles sont également l'un des problèmes pratiques auxquels les commissions scolaires sont confrontées³⁵. Cependant, tous conviennent qu'ils doivent faire disparaître les machines distributrices de boissons gazeuses présentes dans les écoles sur l'ensemble du territoire montréalais.

Les données disponibles ne permettent pas de déterminer à quel niveau scolaire opèrent la majorité de ces concessions. Cependant, un commentaire du membre de la Commission scolaire Lakeshore indique que, dans sa commission, elles sont présentes uniquement au secondaire : « 4 écoles secondaires, dont trois polyvalentes offrent les services de cafétérias à 5 800 élèves »³⁶. Il semble que la situation y soit relativement comparable à celle de la CECM. Les données concernant la fréquentation de ce service alimentaire demeurent tout aussi fragmentaires. Elles laissent croire à une certaine désorganisation ou plutôt à un manque de ressources considérant la taille relativement petite des commissions de l'île à l'exception de la CECM et du PSBGM. Ainsi, le taux d'utilisation du service de cafétérias n'est disponible que pour Baldwin-Cartier et il s'établit à 25 %.

³³*Ibid.*, p. 2.

³⁴*Ibid.*, p. 3.

³⁵Conseil de la taxe scolaire de l'île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 4 avril 1974, p. 2.

³⁶Conseil de la taxe scolaire de l'île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 26 février 1974, p. 3.

L'augmentation du coût lié à l'amélioration de la qualité des repas est un autre élément qui semble freiner certains établissements. En plus de la CECM dont le déficit d'opération a été précédemment évoqué, deux autres organisations offrant le service de cafétérias accusent des pertes, dont le PSBGM qui annonce un solde débiteur de 250 000 \$. Le Comité sur la politique alimentaire demande au MAS de couvrir cette dépense à l'aide de subventions spéciales³⁷.

La crainte d'une réaction défavorable des parents freine également le développement de certains services de cafétérias scolaires. Pour sa part, la CECM privilégie une approche axée sur l'action plutôt que sur la multiplication des consultations. En effet, son expérience démontre que les parents sont favorables à l'idée que l'École joue un rôle accru en termes de saine nutrition. Les parents se voient souvent « impuissants à appliquer à la maison une saine alimentation, les enfants étant sollicités de toutes parts par les réclames publicitaires »³⁸. À la CECM, on joue ce rôle depuis quelques années déjà, guidé par le Bureau de la nutrition.

Dans la foulée du projet de politique alimentaire scolaire du MAS, le Comité de travail sur la politique alimentaire du CSIM reçoit en mai 1974 un nouveau mandat. Il devra désormais « proposer des mesures concrètes pour faciliter, le cas échéant, la mise en œuvre d'une telle politique dans les commissions scolaires qui décideraient de l'appliquer »³⁹. Le Comité se voit octroyer un budget d'un demi-million de dollars pour non plus seulement élaborer un programme de nutrition, mais pour désormais voir à ce que des actions soient prises. Le Comité de travail doit d'abord proposer au CSIM un projet de réglementation concernant les modalités

³⁷Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 19 mars 1974, p. 2.

³⁸Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 4 avril 1974, p. 2.

³⁹Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 3 mai 1974, p. 2.

fiscales entourant l'octroi d'une aide financière pour soutenir l'application de la politique⁴⁰. À la fin du premier trimestre de l'année scolaire 1974-1975, le Conseil aura alloué près de 362 100 \$ en subventions⁴¹. Les subventions servent notamment à éponger la différence entre les prix payés par les commissions et le prix de vente aux élèves pour certains mets.

Encore une fois, le CSIM crée un nouvel outil de gestion. Le Comité de travail sur la politique alimentaire donne naissance au Comité consultatif de la Politique alimentaire du CSIM. Ce groupe tient sa première réunion le 11 octobre 1974. Tout comme au Comité de travail, chaque commission est représentée à la table. De plus, il est intéressant de noter que Mme Demers n'agit plus à titre de Directrice du Bureau de la nutrition de la CECM. Elle est remplacée à ce poste par Mlle Nicole Marcotte. Mme Demers siège désormais à titre de membre du CSIM comme responsable du Comité consultatif de la Politique alimentaire. Le Comité s'est donné comme objectif, dans le premier semestre de l'année, de concentrer son action sur l'implantation de la politique sur l'organisation des services alimentaires. Au cours du deuxième semestre de l'année scolaire, les efforts seront en plus déployés autour de l'élaboration d'une stratégie commune de diffusion de l'information en nutrition⁴².

En ce qui a trait au premier objectif du Comité, Mme Demers rappelle la structure des subventions lors de la réunion spéciale tenue le 25 octobre 1974. Premièrement, elle réitère que les suppléments alimentaires en milieux défavorisés font partie d'un projet et d'un financement différents. Ensuite elle rappelle aux commissions

⁴⁰Il ne s'agit pas simplement d'une subvention mais d'un remboursement, Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion spéciale du 25 octobre 1974.

⁴¹Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 23 janvier. 1975, p. 2.

⁴²Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 5 décembre 1974, p. 1.

scolaires que la politique alimentaire s'applique également aux institutions de niveau primaire, mais seulement si celles-ci possèdent un service de cafétéria complet.

La CECM prend les devants durant le premier semestre de l'année scolaire 1973-1974 et met en circulation une brochure d'information à l'attention des parents et des élèves dînant à l'école élémentaire sans service de cafétéria. Elle propose d'autres activités telles que des clubs de santé, un club de la balance pour les filles et de sport et santé pour les garçons⁴³. La CECM organise également des visites de toutes les écoles et des rencontres d'élèves recevant le supplément alimentaire dans le cadre du projet Renouveau. On en profite pour discuter de la préparation de boîtes à lunch, ainsi que de la distribution d'une série de feuillets d'information sur la valeur nutritive de certains aliments comme le lait entier, le lait écrémé et le yogourt⁴⁴. Grâce à ces actions au premier semestre, au second, tout est déjà en place en termes de promotion nutritionnelle des aliments jugés sains.

Au second semestre de l'année scolaire, le Comité consultatif sur la politique alimentaire souhaite la mise en valeur des qualités nutritives des aliments sains. Pour appuyer cet objectif, la CECM dépose un document de travail dont la diffusion est assurée « par des agents multiplicateurs : infirmières, enseignants, diététistes, parents... »⁴⁵. Pendant ce temps à la PSBGM, la direction annonce qu'un comité de cafétéria a été formé et qu'un programme d'information est en préparation. Certaines commissions scolaires dont Baldwin-Cartier et Sault St-Louis viennent tout juste d'adopter une politique alimentaire alors que d'autres comme Lakeshore et Verdun n'en sont encore qu'aux pourparlers afin d'emboîter le pas.

⁴³*Ibid.*, p. 2.

⁴⁴*Ibid.*

⁴⁵*Ibid.*

Dès décembre, le Comité consultatif sur la politique alimentaire est en mesure de constater l'écart entre l'état du cheminement de la CECM et celui de ses homologues. Le comité propose l'explication suivante sur les raisons de cet écart :

...les commissions ne peuvent généralement pas effectuer de recherche en matière d'alimentation. Ce besoin pourrait être comblé par le conseiller au Conseil. À cet effet, il est souligné que les structures actuelles de certaines commissions ne prévoient pas de personne-ressource et/ou de responsable de l'alimentation. Le Conseil devrait suggérer une politique à ce sujet pouvant s'appliquer au plan provincial si notre expérience s'étend à l'extérieur de l'île de Montréal⁴⁶.

Cette remarque souligne encore une fois le caractère exceptionnel de la CECM, à l'avant-garde de ce qui se fait dans le domaine. Non seulement la Commission a-t-elle une expertise, mais elle est aussi la seule ayant mis en place une politique alimentaire, qui en est à sa deuxième année d'opération en 1974. D'ailleurs, les autres membres du Comité consultatif sur la politique alimentaire sont intéressés à ce que la CECM leur fournisse le répertoire complet de ses menus⁴⁷. Ce sera fait ultérieurement alors que non seulement les menus, mais également « les recettes culinaires normalisées et en usage à la C.E.C.M. seront distribuées... Mademoiselle Marcotte de la C.E.C.M. s'occupe de les faire parvenir aux membres du comité »⁴⁸ et le document « Aménagement de la cuisine type de cafétéria préparé et en usage à la C.E.C.M. est distribué aux membres »⁴⁹.

Ce partage d'ordre administratif et pratique est significatif. Il donne aux autres commissions scolaires un coup de pouce considérable en réduisant les délais pour la mise en opération de la politique alimentaire. L'influence de la CECM va

⁴⁶*Ibid.*, p. 3.

⁴⁷La CECM remet à chacun un ensemble complet de menus de 6 semaines pour cafétéria en anglais et en français lors de la réunion spéciale 25 octobre 1974.

⁴⁸Conseil de la taxe scolaire de l'île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 13 novembre 1974, p. 2.

⁴⁹*Ibid.*, p. 1.

s'étendre à l'ensemble des activités de la nutrition en milieu scolaire. Travaillant à la CECM et siégeant au Comité de coordination du CSIM, Mme Lavoie-Roux fait approuver une recommandation sur la question spécifique de la nutrition en milieu défavorisé et propose son extension à toutes les commissions scolaires de l'île de Montréal :

Que le Conseil Scolaire de l'île de Montréal étudie immédiatement, en collaboration avec les commissions scolaires concernées, leurs besoins alimentaires en milieu défavorisé et qu'en conséquence des démarches soient entreprises auprès du ministère des Affaires sociales, pour obtenir les subventions nécessaires pour l'année 1974-1975 afin de satisfaire à ces besoins⁵⁰.

Il est toutefois décidé que pour l'année en cause, seule la CECM pourra maintenir le programme de supplément alimentaire et qu'il « ne sera pas étendu à d'autres commissions scolaires, du moins pas avant que le Ministère n'ait complété l'évaluation des effets de ce programme »⁵¹. Il est ainsi déterminé que seule la CECM possède l'expertise et les ressources pour jouer ce rôle.

3.3 Le lait

Un événement dans le milieu de la production laitière se produit au moment où l'instauration d'une politique alimentaire en milieu scolaire est imminente. En effet, le 15 septembre 1974, le gouvernement fédéral met fin au programme de subventions dont bénéficient les producteurs laitiers. Cette décision suscite la colère des agriculteurs et préoccupe le ministère de l'Agriculture du Québec (MAQ). La situation générale des producteurs laitiers les conduit à poser un geste de « révolte

⁵⁰Conseil de la taxe scolaire de l'île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'île de Montréal, Comité de coordination mesures de rattrapage, Montréal, 20 mai 1975, p. 2.

⁵¹*Ibid.*

verte.... Les images de producteurs jetant leur lait dans les fossés ont surpris et choqué la population »⁵². Les agriculteurs craignent pour l'avenir. Après des années d'efforts aboutissant en une timide campagne publicitaire, la courbe de consommation n'est à la hausse que depuis peu. Les nouvelles statistiques de la FPLQ démontrent une croissance de la consommation par habitant du lait entier et du lait de 2 % en six ans tant au Québec que dans le reste du Canada. Ainsi entre 1969 et 1974, elle est passée au Québec d'un peu moins de 70 pintes-quarts à un peu moins de 75 pintes-quarts par personne par année. La consommation *per capita* au Québec est toutefois inférieure à la moyenne nationale : elle est de plus de 81 pintes-quart dans le reste du Canada et de plus de 91 pour l'Ontario en 1974.

Le gouvernement provincial québécois cherche à trouver de nouveaux débouchés aux agriculteurs qui ne sont plus dédommagés pour leur surplus de production. La fin de ces subventions fédérales suppose vingt millions de dollars qui pourraient revenir au Québec car l'argent est transféré aux provinces⁵³. Or, le Conseil des industriels laitiers du Québec (CILQ)⁵⁴ a déjà fait savoir au gouvernement provincial qu'il souhaiterait que ces argents servent à distribuer du lait aux enfants dans les écoles⁵⁵. M. Réal Piquette du MAQ rencontre Mme Demers du CSIM afin d'étudier la possibilité de développer le marché scolaire pour cette industrie⁵⁶. Il soutient qu'il devient plus facile de distribuer du lait aux écoles de l'ensemble de la province grâce au traitement Ultra Haute Température (UHT) qui accroît sa qualité et sa conservation.

⁵²Jean Garon, *Pour tout vous dire*, Montréal, VLB éditeur, 2013, p. 145.

⁵³Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieu défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 11 octobre 1974, p. 3.

⁵⁴Le Conseil des industriels laitiers du Québec (CILQ) représente les entreprises laitières privées du Québec : laiteries, fromageries et fabricants de yogourt et autres produits laitiers à base de lait de vache. Son mandat premier est de négocier la Convention de mise en marché du lait et les modalités d'approvisionnements en lait des usines.

⁵⁵Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 11 octobre 1974, p. 3.

⁵⁶*Ibid.*

À la même époque, le MAS propose de « fournir gratuitement des pommes dans les écoles à la condition que les écoles assurent la distribution »⁵⁷. Cette annonce laisse entrevoir une ouverture aux industriels laitiers pour ce marché.

Du côté du CSIM, le contrôle de la croissance des coûts est préoccupant. Mme Demers mentionne qu'au cours de l'année scolaire 1974-1975, quatre augmentations du prix du lait ont déjà été enregistrées⁵⁸. Le CSIM songe alors à devenir l'unique acheteur pour toutes les commissions scolaires sous sa juridiction afin d'éviter une autre augmentation annoncée pour le 1^{er} mars 1975 en favorisant une économie d'échelle⁵⁹. Jusqu'alors chaque commission scolaire s'occupe de l'approvisionnement en lait nature. Les commissions scolaires de l'île Montréal ont acheté 1 603 600 cartons de lait de 200 ml durant les quatre premiers mois de l'année scolaire 1974-1975⁶⁰.

Le CSIM devient le nouvel interlocuteur chargé de faire faire les soumissions auprès des laiteries pour l'achat du lait 2 %⁶¹. Selon l'avis de Mme Demers, il semble que le CSIM soit un interlocuteur assez important auprès de l'industrie laitière pour y faire des économies d'échelle. Le principe d'acheteur unique est discuté lors de la réunion du Conseil du 27 février 1975. Les membres souhaitent qu'une telle stratégie soit adoptée pour l'ensemble des achats en alimentation et pas seulement pour le lait nature. Par contre, cela demande, aux dires des membres, de bien connaître le coût des denrées. Seule la CECM est « déjà bien organisée »⁶². Il est

⁵⁷*Ibid.*

⁵⁸Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 27 février 1975, p. 4.

⁵⁹*Ibid.*

⁶⁰Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 23 janvier 1975, p. 2.

⁶¹*Ibid.*

⁶²Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Réunion du 27 février 1975, p. 3.

alors décidé que le CSIM se serve des données détenues par la CECM⁶³. Suivant l'objection de Mlle Marcotte qui souligne que son organisation n'a pas les moyens financiers de soutenir de tels services, le CSIM assume les frais.

3.4 Le regroupement des forces autour de la nutrition en milieu scolaire

En 1974-1975, plusieurs facteurs favorisent la mise en place de nouveaux programmes touchant à la nutrition en milieu scolaire. Il y a d'abord une volonté politique émanant du MAQ, du MAS et des commissions scolaires qui semblent ouvertes à l'idée d'un cadre nutritionnel applicable dans leurs établissements. Le Comité consultatif sur la politique alimentaire du CSIM peut donc compter sur de nombreux acteurs pour faire avancer le dossier. La rencontre de différents ministères, de professionnels de la santé, des instances du CSIM et de la CECM, ainsi que des producteurs laitiers annonce un mouvement collectif vers un but commun, la lutte aux effets de la pauvreté.

Un comité réunissant des représentants du MEQ, du MAS et du MAQ tient une première séance en 1975 pour définir le rôle de chaque ministère, des commissions scolaires et des parents en matière d'alimentation⁶⁴. Lors de la rencontre, les participants réitèrent la prépondérance du MAS sur la question alimentaire en milieu scolaire en collaboration avec le MEQ.

Le MAS assume la responsabilité de concevoir du matériel d'information visant à motiver les étudiants vis-à-vis une saine alimentation. Il doit également maintenir

⁶³*Ibid.*

⁶⁴Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, (P763-S4), Boîtes 1999-04-013\151; 219; 264; 275; 307; 358 et 435, Québec, 1976-1985, 20 avril 1976. Les documents consultés ne permettent pas d'identifier qui décide de la formation de ce comité.

une banque de matériel d'information dans ce domaine. Le MAS adopte une approche axée sur l'éducation à une saine alimentation plutôt que sur la simple distribution gratuite d'aliments. Il incombe également au MAS de doter d'informations nutritionnelles les Départements de santé communautaire des hôpitaux⁶⁵ qui sont eux responsables des programmes scolaires.

À l'intérieur de ces Départements (de santé communautaire des hôpitaux) se trouve un groupe de professionnels. Les diététistes-nutritionnistes se joignent à cette entreprise de promotion d'une saine alimentation à titre d'experts-conseils en matière de nutrition. Jusque-là, les groupes intéressés à promouvoir la bonne nutrition tels que les membres du Comité consultatif sur la politique alimentaire, n'ont aucune spécialisation dans le domaine. Les diététistes-nutritionnistes sont chargés de documenter et de valider l'information véhiculée entre autres par l'industrie laitière. La participation des nutritionnistes est également requise afin de valider l'aspect éducatif des services alimentaires.

Les membres du CSIM intéressés sont invités à rencontrer les nutritionnistes des Départements de santé communautaire de Montréal en mars 1975. Cette rencontre a pour but d'étudier la possibilité d'une coordination des services offerts dans le milieu scolaire par des agents éducateurs comme les infirmières et les enseignants. La rencontre réunit six diététistes-nutritionnistes des Départements de santé communautaires de différentes municipalités de l'île de Montréal en plus des membres du Comité consultatif sur la politique alimentaire⁶⁶.

Entre temps, le Comité consultatif sur la politique alimentaire tient une réunion sur les objectifs à poursuivre durant l'année scolaire 1975-1976. La CECM, qui détient

⁶⁵Nés en 1973 des suites des recommandations de la Commission Castonguay-Neveu, les D.S.C. ont entre autres pour mandat l'éducation sanitaire et l'information préventive en milieu scolaire.

⁶⁶*Ibid.*, Réunion du 14 octobre 1975.

trois des sept voix de ce comité, propose d'ailleurs l'essentiel des résolutions retenues au cours de cette réunion. Sur proposition de Mlle Marcotte de la CECM, trois résolutions sont adoptées. Il est convenu d'abord de développer plus particulièrement l'aspect éducatif. Il est aussi décidé que la clientèle cible sera celle de la maternelle et de l'élémentaire. Mme Demers du CSIM affirme que « l'information nutritionnelle peut se faire plus facilement au niveau maternel et primaire qu'au secondaire puisque les instruments sont disponibles »⁶⁷. Cet aspect est relativement nouveau, car nous avons vu que les efforts étaient préalablement concentrés au secondaire. Le troisième objectif est de placer les enseignants au cœur d'un plan de formation, car ce sont eux qui ont un lien direct avec les élèves. À propos des milieux défavorisés, le Comité réaffirme que l'aspect éducatif se devra d'être une priorité non seulement dans le cadre de la politique alimentaire, mais également dans celui du programme de supplément alimentaire. À cet effet, Mme Marcotte informe que « le Bureau de la nutrition de la C.E.C.M. a préparé du matériel éducatif qu'elle pourrait mettre à la disposition des commissions scolaires intéressées »⁶⁸.

De son côté, au printemps 1975 la CECM lance le deuxième plan quinquennal de son OR. À l'instar de la première version, la seconde mouture a pour objectif de fournir un supplément alimentaire, mais également d'amener la clientèle cible à se sortir elle-même du cercle de la pauvreté. En fait, on veut « éduquer les jeunes pour qu'ils soient autonomes et leur assurer les moyens éducatifs nécessaires pour réaliser librement des choix, compte tenu de leurs caractéristiques individuelles et sociales »⁶⁹. Comme au MAS, à la CECM on croit désormais que l'inégalité des

⁶⁷*Ibid.*, p. 3.

⁶⁸*Ibid.*, Réunion du 2 octobre 1975, p. 5.

⁶⁹Les conseillers de l'O.R. Rapport synthèse de la consultation et projets des politiques de la C.E.C.M. en milieux socio économiquement faibles, C.E.C.M., mars 1976, p. 14. Vu dans : Françoise Coulombe et Gilles Goulet, *L'Opération Renouveau à la CECM Hier et Aujourd'hui 1970-1980, une alternative à l'inégalité des chances en éducation*, C.E.C.M., février 1981, p. 7.

chances des enfants est due au fait que « l'école est pensée pour le citoyen moyen et qu'elle est inadaptée aux besoins de l'enfant de milieu défavorisé »⁷⁰. En fait, l'idée est que l'état de privation économique et culturelle conduit l'enfant vers un choc lorsqu'il entre à l'école et est confronté à des agissements et des valeurs différentes de celles de son milieu de vie. Cette variante dans la conception dite positive laisse place à des initiatives propres à chaque école dans le but de favoriser la construction d'une image positive de l'élève.

La CECM n'abandonne pas pour autant la distribution de denrées alimentaires. Cela se caractérise par l'octroi de suppléments de nourriture tant dans la première que dans la deuxième phase de l'OR qui propose en plus une banque d'aliments et des dégustations éducatives. L'objectif principal est de chercher à améliorer la santé des enfants. Dans la poursuite de cet idéal, un aliment tient le haut du pavé. Les acteurs de la CECM s'entendent pour dire que le lait est un aliment qui s'avère avantageux car il réunit toutes les qualités requises et est abondamment disponible localement. La qualité nutritive du lait favorise un rapprochement avec les producteurs laitiers, qui sont en train de déployer des efforts promotionnels.

En 1975, le MAQ demande à la FPLQ de développer une vaste campagne publicitaire auprès des étudiants afin de promouvoir la consommation de lait⁷¹. Avec l'aide du Bureau canadien des produits du lait, du ministère de l'Agriculture du Québec et du Conseil de l'industrie laitière du Québec, la FPLQ lance une campagne publicitaire. Pour atteindre les consommateurs, la publicité a pour thème une vache

⁷⁰Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, (8552 1-22-1-3), Service des études, Opération Renouveau, *Historique des interventions scolaires de la C.É.C.M. en milieux socio économiquement faibles 1970-1990*, Allocution prononcée par Jean-Denis Marchand, Responsable de la coordination à l'Opération Renouveau lors du Colloque de l'Alliance des professeurs de Montréal en avril 1989.

⁷¹Patrick Emiroglou, *Je me souviens du lait. Le lait et la création publicitaire au Québec*, Montréal, Éditions Info Presse inc., 2000, p. 2.

et le slogan « Du lait, on en boit, on en boira »⁷². Cette phrase conclut deux annonces télévisuelles. L'une montre une scène qui illustre la traite des vaches et l'autre des gens buvant du lait dans un appartement lors d'une rencontre amicale. À ce stade-ci, rien ne laisse présager qu'il y a un plan quelconque visant les jeunes enfants d'âge élémentaire ou maternel. Toutefois, le Comité consultatif sur la Politique alimentaire du CSIM annonce, le 2 octobre 1975, l'arrivée d'une nouvelle aide financière. La FPLQ accepte de défrayer une somme de 25 000 \$ pour l'achat de matériel éducatif. La même année, le Parti Québécois annonce dans son programme électoral son intention de lancer un programme de distribution gratuite de lait au niveau primaire public s'il est élu⁷³.

3.5 Conclusion

Avec la mise sur pied du CSIM, le gouvernement provincial passe de la parole aux actes et entreprend de diriger les actions du milieu scolaire en ce qui concerne la lutte aux effets de la pauvreté. Le mandat du CSIM est d'abord d'assurer le rattrapage scolaire des enfants de milieux défavorisés. L'organisme s'affaire alors à multiplier les comités afin de se doter d'une structure lui permettant de remplir ce mandat. N'ayant pas les ressources en personnel ni la structure nécessaire, le CSIM s'en remet d'abord aux commissions scolaires et se contente de financer leurs initiatives en matière de rattrapage. La CECM est la commission scolaire qui bénéficie le plus de cet octroi financier. Il faut noter que le programme d'intervention sociale y est à maturité alors qu'il n'est qu'à l'état embryonnaire dans les autres commissions scolaires de l'île.

⁷²Maison de l'Union des Producteurs agricoles, Fédération des Producteurs de lait du Québec, *Rapports annuels*, Direction du marketing, Longueuil (Québec), 1975, p. 20.

⁷³Parti Québécois. (1975). *Le Programme, l'action politique, les statuts et règlements*. Montréal, Éditions du Parti Québécois.

Le MEQ finance également les mesures de rattrapage de la CECM et demande en retour une pleine collaboration de celle-ci dans la transmission de ses connaissances et de son expertise dans ce domaine. Le CSIM sert quant à lui à diffuser ces informations vers les autres commissions scolaires de l'île de Montréal. Dans cet échange, la CECM sert de modèle vu ses antécédents et ses programmes déjà bien implantés.

L'alimentation en milieu scolaire est le sujet abordé lors du second volet de ce chapitre. Le MAS dépose en 1974 son guide sur la nutrition en milieu scolaire, qui se veut un document pour montrer la voie aux commissions scolaires. C'est avant tout un moyen d'intervention directe, un moyen de briser le cycle de la pauvreté en lien avec le mouvement interventionniste de l'époque. Il s'agit également d'une occasion pour le CSIM d'asseoir sa notoriété en chapeautant l'instauration d'une politique alimentaire en milieu scolaire. La CECM, qui a une histoire et une volonté en matière d'intervention sociale, est au cœur du développement de la politique alimentaire que le CSIM souhaite appliquer sur l'ensemble de son territoire. La santé est au cœur de la réforme qui s'annonce avec la mise sur pied prochaine d'une politique alimentaire en milieu scolaire sur le territoire du CSIM. Une normalisation des menus équilibrés en fonction du Guide alimentaire canadien est un but ultime. La disparité de l'offre entre les commissions scolaires ainsi que la qualité de celle-ci est un sujet maintes fois abordé au cours des réunions du Comité. Les gens de la CECM délégués au Comité consultatif sur la politique alimentaire semblent avoir toute la confiance des autres membres, ce qui se traduit par l'adoption de leurs propositions. Les orientations du Comité sont calquées sur ce qui se fait dans la principale commission scolaire de la province. D'ailleurs, on se rappellera que c'est à la demande du CSIM que la CECM s'est impliquée aussi directement.

Le troisième volet de ce chapitre portait sur le lien grandissant entre l'industrie laitière et le milieu scolaire québécois. Le lait est consacré aliment par excellence,

disponible durant toute l'année scolaire, de fabrication locale et sa distribution est bien organisée dans l'ensemble de la province. Il se trouve que la plus importante commission scolaire du Québec distribue déjà ce produit à prix modique dans ses écoles secondaires et primaires où elle dispose d'une structure et d'une organisation dévouée au bien-être alimentaire de ses élèves et ce, avec l'assentiment des parents. Les conditions sont réunies pour faire un coup d'éclat en amalgamant de besoins dans un programme gouvernemental populaire. Le CSIM agit désormais comme intermédiaire entre l'industrie laitière et les commissions scolaires de son territoire. L'occasion est toute désignée pour sceller un partenariat entre le milieu scolaire et l'industrie laitière.

Dans le quatrième et dernier volet de ce chapitre, nous avons constaté l'arrivée de différents acteurs qui viennent joindre leurs efforts pour l'élaboration d'une politique alimentaire scolaire. Le MAS chapeaute le projet et assure la construction et la diffusion de l'information à travers le réseau des Départements de santé communautaire des hôpitaux. À l'intérieur de ce réseau, les diététistes-nutritionnistes sont les agents de transmission auprès des commissions scolaires ou, pour la région de Montréal, du CSIM. Le MEQ voit l'émergence d'un programme au potentiel provincial. La CECM tente quant à elle de tirer son épingle du jeu en faisant approuver ses orientations au sein du Comité consultatif sur la politique alimentaire. Durant ce temps, les producteurs de lait du Québec accroissent leur présence auprès du milieu scolaire québécois en proposant une aide financière. Il ne reste plus qu'à rassembler tous ces acteurs autour d'un projet commun pour faire en sorte que chacun y trouve son compte.

CHAPITRE IV

LA MISE SUR PIED DU PROGRAMME LAIT-ÉCOLE

Les bases étant jetées, le quatrième et dernier chapitre portera spécifiquement sur la mise en place du programme de distribution gratuite de lait. Nous pourrons alors constater le niveau de planification de l'action lancée par le gouvernement péquiste en septembre 1977, l'identité des auteurs ainsi que les motivations derrière cette initiative.

Nous présenterons d'abord la politique alimentaire du Conseil scolaire de l'île de Montréal (CSIM). Cette mesure précède directement dans le temps le programme lait-école. Un lien est peut-être à faire entre ces deux initiatives. La politique alimentaire est le premier programme concret du CSIM qui s'adresse à la population en milieux défavorisés.

Nous examinerons ensuite la synergie qui semble s'établir entre l'École et l'industrie laitière québécoise telle qu'en témoignent les archives de la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ). Jusqu'ici nous avons vu certaines actions des représentants de la FPLQ auprès de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) et du ministère des Affaires sociales (MAS). Nous nous devons de mettre en lumière les intentions de la FPLQ à l'égard du milieu scolaire.

Enfin, avec l'élection d'un nouveau gouvernement, vient la promesse de mettre sur pied le programme lait-école. Nous exposerons les efforts déployés pour livrer ce projet dans un délai étonnamment court. Nous noterons au passage le rôle des différents ministères et organismes paragouvernementaux impliqués de près ou de

loin dans la mise en œuvre du programme. En dernier lieu, nous identifierons les différentes étapes d'implantation du programme afin de comprendre l'objectif principal et d'en saisir toute la portée.

4.1 La FPLQ sur les bancs d'école

Lors de la réunion du Comité consultatif sur la politique alimentaire du CSIM le 14 octobre 1975, les membres conviennent qu'il est temps de passer à l'action, car « le milieu attend des projets concrets »¹. Le 20 mai 1976, le Comité consultatif remet au ministère de l'Éducation (MEQ) son premier règlement sur la politique alimentaire, qui entrera en vigueur pendant l'année scolaire 1976-1977. Ce règlement a d'abord pour but de définir les conditions d'éligibilité des commissions scolaires qui désirent adhérer à la politique alimentaire et profiter ainsi des subventions d'aliments et des programmes de formation qui s'y rattachent. Ce règlement prescrit également les modalités d'attribution de ces subventions. Enfin, il définit les responsabilités respectives du CSIM et des commissions scolaires.

Le document « Nutrition en milieu scolaire » du MAS fait partie intégrante du règlement sur la politique alimentaire adopté par le CSIM. Ces dispositions s'appliquent dans toutes les écoles élémentaires des commissions scolaires participantes. Il est précisé que la commission scolaire participante devra disposer d'un responsable au sein de son organisation. Cette personne sera spécifiquement chargée de l'organisation, du contrôle et de l'évaluation de l'application de la politique. Le programme prévoit aussi une subvention spécifique du CSIM aux commissions scolaires concernées afin de couvrir le coût qu'impose cet

¹Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Rattrapage en milieux défavorisés pour l'année 1974-75*, Procès-verbaux des sessions du Comité consultatif, Comité consultatif, Montréal, 1974-1977, Réunion du 14 octobre 1975, p. 3.

engagement². De plus, si la commission choisit d'appliquer la politique, celle-ci doit être instaurée dans l'ensemble des écoles sous sa juridiction, indépendamment du mode de distribution des aliments : cafétérias, distributeurs automatiques, etc.

L'adoption de la politique alimentaire impose également l'obligation d'intégrer des programmes d'éducation aux activités d'apprentissage régulières, par exemple lors des leçons de français ou des sessions de sciences familiales³. Parents, enseignants, professionnels et élèves devront être sensibilisés à cette politique alimentaire. Le règlement du CSIM dicte également le prix maximum des aliments, subventionnés ou non, vendus aux élèves. Nous avons vu précédemment que la pomme était un aliment distribué gratuitement en collaboration avec le MAS, mais il ne s'agit pourtant pas d'un aliment subventionné par la politique alimentaire contrairement au lait qui est vendu en format de six onces⁴, avec un taux de concentration de gras de 2 %⁵. Parmi ces incitatifs d'ordre alimentaire soutenus par le CSIM, il existe notamment une mesure qui consiste à subventionner certains aliments afin de les rendre plus attrayants auprès des élèves. Les légumes et les fruits font partie de ce programme, tout comme le lait. Par contre, aucun montant n'est accordé à certains aliments tels que la pomme de terre, le pain et le beurre⁶. Contrairement au pain par exemple, le lait est un aliment que subventionne le gouvernement provincial à travers le CSIM. L'aliment est vendu à prix modique dans les établissements de son réseau scolaire. En 1976-1977, le CSIM octroie 8 ¢ pour chaque six onces de lait (converti à 200 ml) vendu. Elle le paie 13 ¢ et le revend 5 ¢ à sa clientèle étudiante.

²Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Politique Alimentaire*, Procès-verbaux des sessions du Comité consultatif, Comité consultatif, Montréal, 1974-1977, Document déposé le 20 mai 1976. p. 12.

³*Ibid.* p. 13.

⁴Sera ultérieurement converti à 200 millilitres.

⁵Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Politique Alimentaire*, *op. cit.*, p. 4.

⁶*Ibid.*

Enfin, cette première action du CSIM impose aussi des normes concernant les menus et les aliments proposés aux élèves, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Parmi les aliments prohibés, nous retrouvons tout ce qui est cuit à grande friture tel que la pomme de terre, les beignes et la viande. Les tablettes de chocolat, les breuvages aux fruits, les croustilles et les boissons gazeuses font également partie des aliments défendus dans le cadre de la politique alimentaire du CSIM.

Par contre, le coût des suppléments alimentaires offerts aux élèves dans le cadre des mesures de rattrapage en milieux défavorisés est exclu de ce règlement. Pour l'année scolaire 1976-1977, le CSIM alloue une somme de 4 550 000 \$ pour les mesures visant à contrer les effets de la pauvreté. De ce montant, le CSIM réserve 644 496 \$ pour les programmes alimentaires spéciaux en milieux défavorisés tout en poursuivant ses demandes au MEQ pour que ce dernier accroisse sa participation financière aux projets alimentaires⁷. Il apparaît ainsi clairement que le lait distribué gratuitement dans le cadre du projet de supplément alimentaire offert à la CECM ne fait pas partie de la politique alimentaire mise sur pied par le CSIM, ce qui n'empêche pas ce dernier d'en subventionner la vente à travers son programme. Ce que nous indique cette dernière donnée est qu'une commission scolaire qui adhère au programme de politique alimentaire et reçoit un soutien financier peut ainsi sauver des sommes considérables et donc subventionner elle-même d'autres initiatives d'aide alimentaire.

En ce qui a trait aux responsabilités qui incombent à la commission adhérente, notons de plus qu'elles diffèrent selon que celle-ci choisit d'administrer elle-même ses unités de service ou qu'elle sous-contracte la tâche à un traiteur. Dans le cas où la commission s'acquitte de cette responsabilité, elle est responsable de l'application

⁷Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, Procès-verbaux des sessions du Comité consultatif, Comité consultatif, Montréal, 1974-1977, Réunion du 15 juin 1976, p. 15.

de la politique, de l'administration et des contrôles pertinents. Elle supervise également l'aménagement des lieux, l'hygiène et l'ambiance des salles à manger, le choix des menus et la variété des articles offerts. Enfin, la commission scolaire qui choisit de gérer ce service voit à : sélectionner et évaluer ses employés dédiés, disposer d'un système d'approvisionnement et de contrôle comptable et redistribuer les tâches à travers son réseau c'est-à-dire l'administration centrale, la direction d'école, le comité du conseil d'école et le spécialiste responsable.

Si la commission scolaire décide de sous-contracter le service alimentaire, le traiteur devra se conformer à la politique en ce qui a trait aux articles offerts, aux menus et aux prix de vente. La commission s'occupera de veiller au respect des normes et de réclamer les subventions. Enfin, la commission demeure seule responsable de l'aspect éducatif.

En choisissant d'appliquer la politique alimentaire, la commission scolaire doit obligatoirement fournir périodiquement au CSIM un répertoire complet et détaillé des menus utilisés dans ses écoles. De plus, « Les commissions participantes s'engagent à renseigner le Conseil sur leur mode d'opération et sur leur initiative concernant leurs programmes de sensibilisation et d'éducation dans le cadre de leur politique alimentaire. »⁸. Le CSIM peut alors uniformiser les pratiques en utilisant les informations reçues.

Pour sa part, le CSIM agit désormais comme agent de liaison entre les différentes commissions scolaires. Il met à la disposition des commissions une variété de menus types, de projets de programmes d'éducation, de questionnaires d'évaluation, d'ateliers de sensibilisation et des listes de prix d'achat de nourriture et

⁸Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, *Politique Alimentaire, op. cit.*, p. 12.

d'équipements. En échange des informations que les commissions fournissent au CSIM, ce dernier leur offre les services d'un spécialiste dont la responsabilité est d'assurer un soutien technique. Ce soutien consiste à développer et mettre à leur disposition des moyens de contribuer à l'efficacité des services et à vérifier au besoin l'application de la politique et les réclamations de subventions. Enfin, le CSIM se réserve le droit de suspendre les subventions à l'ensemble des écoles de la commission si des dérogations sérieuses et répétées sont constatées.

Dans le dossier de la politique alimentaire mise sur pied par le CSIM, l'apport de la CECM est une fois de plus essentiel. L'avis suivant du Service des contentieux de la CECM sur la collaboration entre ses représentants et ceux du CSIM fait ressortir l'influence de cette commission scolaire sur le projet de la politique alimentaire pour l'année scolaire 1976-1977 :

La coordonnatrice de la politique alimentaire du Conseil de l'Île a collaboré très étroitement avec notre bureau de la nutrition pour la mise au point du règlement : il s'ensuit que ce règlement reflète tout à fait nos besoins et correspond à une réglementation qui serait en vigueur à l'intérieur de la C.E.C.M. même sans l'intervention du Conseil de l'Île. La collaboration entre notre Bureau de la nutrition et la coordonnatrice du Conseil de l'Île a évité la création d'une structure élaborée au niveau du Conseil scolaire de l'île de Montréal : les ressources ont été fournies en partie par notre Bureau de la nutrition. Le type de règlement suggéré par le Conseil de l'île tient compte de l'absence de service de nutrition dans les autres commissions scolaires...⁹

C'est également au cours de l'année 1976 qu'apparaissent les premiers indices d'une future collaboration entre les producteurs laitiers et le milieu scolaire québécois à travers le programme lait-école de 1977. La FPLQ adopte alors un plan pour atteindre les consommateurs d'âge scolaire au moment où le ministère de

⁹Commission scolaire de Montréal, Service du Contentieux, Montréal, 11 mai 1976. p. 3.

l'Agriculture du Québec (MAQ) lui permet d'être présente dans les écoles¹⁰. Alors que les médias traditionnels sont utilisés pour rejoindre un large public, la FPLQ diffuse de la publicité « sur les ondes de radios étudiantes dans des écoles de Québec et de Montréal »¹¹. Aussi, des affiches de 5' x 12' provenant d'anciennes campagnes publicitaires installées dans le métro sont désormais placées dans les cafétérias d'écoles du territoire de Montréal¹². En plus des écoles, le métro et les autobus sont placardés de publicités pour profiter de la visibilité offerte par les Olympiques de Montréal de 1976¹³.

La FPLQ considère toutefois que le meilleur moyen de communication dont elle dispose est sans contredit le programme d'éducation à la nutrition¹⁴. Généralisé en 1976, le programme est issu d'une étroite collaboration entre la FPLQ et le MAS¹⁵. Ce programme, en lien avec le guide sur la nutrition en milieu scolaire déposé en 1974 par le MAS, vise l'adoption de bonnes habitudes alimentaires par les jeunes de la maternelle jusqu'à la troisième année du primaire. Évidemment, « le lait a dans ce programme la place prédominante vu sa très grande importance »¹⁶. L'initiative émane des recommandations du comité¹⁷ réunissant des représentants du MEQ, du MAS et du MAQ, créé en 1975, et donne suite au dépôt du guide sur la nutrition en milieu scolaire du MAS.

À la demande du MAS et de différents Départements de santé communautaire de la province, la FPLQ accepte de produire du matériel d'enseignement destiné à

¹⁰Maison de l'Union des Producteurs agricoles, Fédération des Producteurs de lait du Québec, *Rapports annuels*, Direction du marketing, Longueuil (Québec), 1976, p. 18.

¹¹*Ibid.*

¹²*Ibid.*

¹³*Ibid.*

¹⁴*Ibid.*, 1977, p. 19.

¹⁵Nous ne pouvons toutefois dire qui a réellement proposé ce programme.

¹⁶Maison de l'Union des Producteurs agricoles, Fédération des Producteurs de lait du Québec, *Rapports annuels, op. cit.*, 1977, p. 19.

¹⁷Pour le contexte de création de ce comité, voir p. 81, *supra*.

l'ensemble des commissions scolaires au printemps 1976¹⁸. Le mandat de la FPLQ est de produire du matériel de formation qui aide à enseigner aux jeunes et à former un centre de ressources en nutrition¹⁹. Une diététiste est engagée par la FPLQ pour la conseiller en matière de saine alimentation et en 1976 la FPLQ distribue 10 000 pochettes de matériel didactique. C'est dans ce cadre que sont produits les cahiers *Grignote*, un outil de promotion de la FPLQ et l'élément déclencheur du présent travail de recherche, édité en 1976 pour la première fois. Donc, le cahier *Grignote* est publié avant la mise sur pied du programme lait-école. Ce cahier est édité en plusieurs versions, une pour chaque groupe cible, les élèves, les enseignants et les parents. Ainsi chaque groupe est sensibilisé aux bienfaits d'une saine alimentation qui contient du lait et des produits du lait. Malheureusement, dans les archives de la FPLQ on ne retrouve plus que quelques traces du Centre de Promotion, responsable de la préparation de matériel pédagogique au sein de la FPLQ. Par conséquent, il est impossible de documenter comment ces manuels ont été élaborés.

4.2 La naissance du programme lait-école

Novembre 1976 marque un tournant non seulement pour la vie politique du Québec, mais pour le milieu scolaire et l'industrie laitière également. Le futur gouvernement proclame dans son programme électoral que l'avenir économique du Québec doit passer par le développement de l'industrie agricole.

Dans cet ordre d'idées, Jean Garon, nouveau député de Lévis nommé ministre de l'Agriculture, s'applique dès le début de son mandat ministériel à faire la promotion de l'autosuffisance alimentaire, principe qui guide ses actions tout au long de ses

¹⁸*Ibid.*

¹⁹*Ibid.*, p. 20.

neuf années à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation²¹. Pour le Ministre et pour plusieurs producteurs agricoles, la promotion de l'autosuffisance alimentaire exige des interventions pour favoriser la consommation de produits agricoles québécois. Aussi le syndicat des producteurs de lait nature de la région de Nicolet adresse en avril 1977 au ministre Garon une lettre dans laquelle il est demandé de tout mettre en œuvre pour réaliser le programme lait-école dès septembre²². Les membres de ce regroupement considèrent que l'opinion publique est favorable à une telle politique. Ils insistent sur ses bienfaits pour l'industrie laitière et l'ensemble de l'économie de la province et rappellent qu'elle favoriserait une meilleure santé en comblant certains besoins nutritifs. Ce n'est pas sans rappeler le travail de Guérard qui montre la construction d'un interventionnisme d'État en matière d'alimentation et dont l'aboutissement est la mise sur pied du programme lait-école en 1977²³. Guérard a bien montré les pressions exercées par plusieurs organismes auprès des divers gouvernements de la province pour soutenir la distribution gratuite ou fortement subventionnée du lait dans les écoles²⁴. Cette initiative locale s'inscrit dans un mouvement plus important qui avait commencé dans les années 1950²⁵.

En mai 1977, le ministère de l'Agriculture du Québec (MAQ) annonce officiellement la mise sur pied du programme de distribution gratuite de lait au niveau élémentaire public, subventionné par le MAQ²⁶. Dès le lancement, le MAQ publie un rapport qui explique le programme et qui par surcroît justifie le choix du lait comme aliment distribué :

²¹Jean Garon, *Pour tout vous dire*, Montréal, VLB éditeur, 2013, p. 301.

²²Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, (P763-S4), Québec, 18 avril 1977.

²³F. Guérard, *op. cit.*

²⁴*Ibid*, p. 186-188.

²⁵Guérard est surtout intéressé par les tensions entre ministères autour de la question des politiques nutritionnelles, et du programme lait-école.

²⁶Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, (P763-S4), Québec, mai 1977, 6p.

...de 1961 à 1976, la consommation de lait nature par personne n'a cessé de diminuer au Québec créant, de ce fait, un rétrécissement considérable du marché. Pour le développement de l'ensemble de notre industrie alimentaire, il importe de renverser cette tendance et de développer ce marché potentiel, surtout lorsque ce développement est associé à des impératifs d'une dimension sociale plus vaste.²⁷

L'avènement du projet lait-école se déroule à un rythme vertigineux, car la distribution gratuite du lait est un sujet important pour Jean Garon qui le souligne dans ses mémoires :

À cause de son impact prévisible sur la consommation de lait, mais aussi et surtout parce que de nombreuses études démontraient qu'un grand nombre d'enfants arrivaient à l'école sans avoir déjeuné. Il avait été démontré que l'énergie et l'attention des enfants étaient gravement affectées par cette mauvaise habitude, et le problème touchait jusqu'à 50 % des écoliers, sans distinction entre les familles riches et les familles pauvres²⁸.

Le Premier ministre René Lévesque est « particulièrement sensible » à ce programme tel que le rapporte Pierre Marois, ministre d'État au Développement social²⁹. En fait le gouvernement Lévesque mettra en place une politique agro-alimentaire intégrée de la terre à l'assiette³⁰.

Dès l'annonce du lancement de la politique lait-école, un Comité de travail est rapidement mis sur pied et sa première rencontre a lieu le 27 mai 1977. Sont présents à cette table, en plus du MAQ, le MEQ, le MAS, la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, la Corporation des enseignants du Québec, la Fédération des comités de parents de la province de Québec, la FPLQ, le Conseil

²⁷*Ibid.*, p. 2.

²⁸J. Garon, *op. cit.*, p. 307.

²⁹Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, (P763-S4), lettre à M. Pierre Racicot Coordonateur de l'Association coopérative d'économie familiale de Québec, 18 mars 1977.

³⁰J. Garon, *op. cit.*, p. 332.

des industriels laitiers du Québec (CILQ) et enfin le CSIM. Il y est décidé qu'un comité se chargera d'élaborer les modalités d'opération du programme lait-école.

Le Comité lait-école voit le jour le 4 juillet 1977³¹. L'instance est composée des mêmes membres que le Comité de travail réuni en mai de la même année. Parmi ses principales responsabilités, on retrouve celle d'élaborer le programme de distribution de lait dans certaines écoles, d'en prévoir les modalités et d'en assurer la juste application. Il est aussitôt admis que certains élèves de niveau maternel et élémentaire vont bénéficier de la mesure dès 1977. Notons à ce sujet que le gouvernement a été élu seulement sept mois plus tôt. La rapidité avec laquelle s'effectue la mise en place du programme permet à des écoles de 29 commissions scolaires réparties sur l'ensemble du territoire québécois, dont les huit de l'île de Montréal, d'être inscrites lors de la première étape du programme lait-école³².

Dès les débuts du programme lait-école, le MAQ s'appuie sur les résultats d'une étude commandée par le MAS pour orienter son objectif quant au public à cibler. Cette étude s'inscrit vraisemblablement dans la réflexion que mène le MAS au moment où ce ministère élabore une politique québécoise en matière de nutrition³³. La conclusion de l'étude menée par la firme privée de sondage SORECOM soutient qu'il y a peu de différence au point de vue des habitudes alimentaires entre milieux favorisés et défavorisés³⁴. Essentiellement, peu importe la classe de la société, beaucoup d'enfants ne déjeunent pas le matin. Le ministère établit à plus de 60 % le nombre d'enfants qui ne déjeunent pas ou dont le déjeuner est inadéquat en termes de valeurs nutritives. Par la distribution de lait à l'école, le Québec souhaite résoudre

³¹Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, (P763-S4), Communiqué de presse, Cabinet du ministère de l'Agriculture, 4 juillet 1977, Québec, 3 p.

³²Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, (P763-S4), Rapport d'étape, Comité lait-école, 25 juillet 1977, p. 1.

³³ Cette politique est adoptée en 1977. Voir F. Guérard, *op. cit.*, p. 166.

³⁴Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, (P763-S4), Communiqué de presse, *op. cit.*, 4 juillet 1977, Québec, 3 p.

une partie des problèmes de malnutrition causés par la négligence, l'ignorance ou la pauvreté matérielle.

Le CILQ adhère à cet objectif dans une communication adressée au Ministre Garon; il y réitère son intérêt et sa volonté de collaborer dans la mise en place d'un programme de distribution généralisée de lait³⁵. Le premier objectif est de distribuer gratuitement, à tous les élèves de l'élémentaire du Québec, une portion quotidienne de lait. Cette annonce implique des répercussions sur les habitudes alimentaires de l'ensemble des enfants d'âge primaire fréquentant l'école publique, et elle engendre également un impact financier accru en comparaison avec un programme ne ciblant que les élèves provenant de milieux défavorisés.

Dans le but d'implanter le programme lait-école le plus rapidement possible, le MAQ souhaite que le modèle de distribution du lait adopté par la CECM puisse servir de cadre de référence pour l'ensemble des écoles de la province. Ainsi, pour une première année d'opération, le gouvernement québécois vise 25 % du public cible. Pour les années subséquentes, l'objectif est de 50 % en 1978, puis 100 % de la population étudiante de niveau élémentaire en 1979.

Le MAQ peut compter sur des expériences réalisées à la CECM pour affirmer que le succès en est pratiquement assuré. En effet,

...un programme à peu près semblable existe sur l'Ile-de-Montréal et est coordonné par le CSIM. Les données disponibles nous permettent d'établir, avec un degré acceptable de sécurité, le comportement de la clientèle et du programme suggéré³⁶.

³⁵Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, *op. cit.*, 2 mai 1977.

³⁶Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, *op. cit.*, mai 1977.

C'est la preuve du succès de l'opération engendrée par la CECM selon le MAQ. En 1970, pendant la première année de distribution gratuite du lait dans le cadre de l'Opération Renouveau, ce programme atteignait 4 000 enfants. Par la suite, cinq autres commissions scolaires de l'île ont adopté la mesure qui rejoint plus de 20 000 élèves en 1977. Au sein de la CECM, de 1931 à 1977, ce sont quelque 28 millions de demiards qui furent distribués gratuitement, soit l'équivalent de 40 % du lait consommé dans les écoles de la commission³⁷.

Le MAQ peut également compter sur les conclusions de la CECM afin de confirmer le choix du lait comme aliment de prédilection pour un programme de distribution alimentaire. À cet effet, la Commission souligne que le lait est l'aliment le plus simple à distribuer, le plus économique et dont la valeur nutritive est la plus élevée. Ses dirigeants font savoir que la distribution gratuite de lait serait, parmi les 28 mesures adoptées pour favoriser une meilleure alimentation, la plus difficile à enlever. Pour preuve, il apparaît que les élèves à qui on offre du lait gratuit acceptent à 90 % d'en consommer et qu'il n'y a aucun gaspillage. Le MAQ abonde dans le même sens, soulignant les propriétés nutritives de l'aliment qualifié d'exceptionnel³⁸.

D'autre part, le MAQ ressent la pression de l'ensemble du Canada puisque des provinces telles que le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario doivent débiter sous peu leur propre programme de distribution de lait. Or, « des représentants de ces trois gouvernements sont venus rencontrer les responsables du programme de distribution de lait à la C.E.C.M. afin d'utiliser leur modèle »³⁹. Pourtant, le programme lait-école ne cadre pas dans la philosophie du MAS qui

³⁷Claire-Andrée Desrochers, *L'Opération renouveau : l'histoire d'une solidarité*, Montréal, Commission scolaire de Montréal, 1985, p. 5.

³⁸Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, (P763-S4), Campagne de sensibilisation des élèves dans le cadre du programme lait-école, juillet 1977, 12 p.

³⁹Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, *op. cit.*, mai 1977, p. 2.

préconise l'enseignement d'une saine nutrition plutôt qu'une distribution gratuite de denrées⁴⁰. Le MAS y adhère néanmoins et accepte également que le programme lait-école soit sous la gouverne du MAQ⁴¹.

Pour la première année d'opération du programme lait-école, le gouvernement entend rejoindre seulement la population des moins bien nantis. La majorité des élèves ciblés en milieu défavorisé se trouvent dans les grands centres urbains. On entend ici les régions de Québec, de la couronne nord de Montréal, de la rive-sud de Montréal et de l'île de Montréal. En 1977, le gouvernement provincial établit la population étudiante élémentaire en milieu défavorisé au Québec à 116 396⁴². Répartis entre l'élémentaire, la maternelle et l'enfance inadaptée, ces élèves sont localisés dans les 12 régions administratives de la province. De ce nombre, l'île de Montréal en compte plus de 27 000. Au total, 36 commissions scolaires font partie de la première étape d'implantation. Le programme doit se déployer en trois temps pour bénéficier à l'ensemble des étudiant de l'élémentaire de la province à partir de 1979.

Comme acteur de premier plan, le MAQ intervient directement dans le programme lait-école pour deux aspects. Premièrement, il doit contrôler la qualité du produit et s'assurer que le lait gratuit se rend à la porte de l'école. En second lieu, le MAQ est chargé de produire une campagne de sensibilisation afin de promouvoir son programme. À cette fin, il s'adjoint les services de l'industrie laitière. Parmi les autres acteurs impliqués dans la démarche d'implantation du programme lait-école, notons la présence du CILQ qui collabore dans le choix des contenants utilisés, les étiquetages spéciaux, le mode de distribution du lait, les retours de lait non

⁴⁰*Ibid.*

⁴¹*Ibid.*

⁴²Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, (P763-S4), Rapport d'étape, *op. cit.*, 25 juillet 1977, Annexe II.

consommé et les modalités de paiement du lait destiné aux écoliers. L'organisme salue l'initiative gouvernementale et affirme souhaiter y apporter sa contribution le plus tôt possible. Toutefois, le CILQ désapprouve la façon dont les commissions scolaires pourront se procurer le lait. En effet la relation directe entre l'institution scolaire et les laiteries régionales déplaît. Selon les modalités du programme lait-école, il est prescrit que la commission scolaire, ou l'organisme qui la représente, doit octroyer le contrat d'approvisionnement en lait à une entreprise de production locale. Ce qui rebute le plus le CILQ est de ne pas avoir été consulté dans cette approche qui remet en question le mode de fonctionnement de son industrie. Cet extrait d'une lettre adressée à l'Honorable M. Garon par le conseil le 28 avril 1977 et se rapportant au Congrès du CILQ d'octobre 1976, quelques mois avant la mise sur pied du programme lait-école, démontre son mécontentement :

Il est temps que nous nous parlions entre quatre yeux et que nous reconnaissons tous ensemble la nécessité de changer nos attitudes et d'élaborer en commun, et de façon très concrète, une nouvelle stratégie de la politique laitière du Québec. Pour ce faire, il est nécessaire d'entretenir un dialogue, de plus en plus soutenu, entre tous les agents impliqués dans l'industrie laitière québécoise. Indépendamment du fait qu'il peut y avoir divergence sur certains points, la concertation de nos efforts doit nous permettre de converger vers l'atteinte d'un objectif à plusieurs volets qui est la survie, la progression et la prospérité du secteur laitier.⁴³

Le programme lait-école vise, au niveau économique, à favoriser la production régionale alors que la tendance de l'industrie est à la consolidation, au regroupement des forces en seulement quelques gros joueurs plutôt qu'une multitude de petits industriels. En favorisant la petite entreprise régionale, ce qui cadre avec la pensée économique du Parti, le ministre Garon tente du même coup de changer l'ensemble du mode de fonctionnement de l'industrie laitière axé sur la libre entreprise. En fin

⁴³Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, (P763-S4), tiré d'une conférence invitée au déjeuner de clôture du congrès 1976 du C.I.L.Q, repris dans une lettre adressée au ministre de l'Agriculture, 20 avril 1977, p. 2.

de compte, le CILQ se range du côté du MAQ et juge qu'une concentration de la distribution dans les mains de quelques distributeurs nuirait à l'ensemble des producteurs.

La FPLQ sent qu'elle se voit enfin offrir un débouché formidable avec la mise sur pied du programme lait-école. Le syndicat des producteurs laitiers demande au MAQ que soit jumelé au programme un volet éducatif pour inculquer aux enfants les principes de saines habitudes alimentaires. Compte tenu de l'ampleur du programme, de son importance pour son marché et des retombées potentielles à long terme afin de fidéliser des consommateurs dès leur plus jeune âge, la FPLQ souhaite y participer financièrement. Ainsi, pour la seule région de Montréal, la FPLQ débourse 28 000 \$ pour l'achat de matériel éducatif pour les écoles primaires du CSIM en 1977 dont une partie sert pour la production de la deuxième édition du cahier *Grignote*⁴⁴. La promotion dans les écoles de la valeur nutritive du lait dans une alimentation équilibrée devient alors la responsabilité de la FPLQ dans le cadre du programme lait-école, sous la gouverne des Départements de santé communautaire qui valident l'information véhiculée. En complément, le MAQ produit dès 1978 sa propre documentation pour les élèves, la revue « Gobe-Lait »⁴⁵.

Le point culminant des efforts d'autopromotion auprès de la jeune clientèle survient donc avec la mise sur pied du programme lait-école de 1977. Depuis des années la FPLQ cherche à développer son marché et permettre à ses membres de s'accomplir pleinement, tel que le laisse comprendre cette communication interne en 1971 :

...la préoccupation accordée à la publicité et à la recherche de nouveaux débouchés..., sont autant de facteurs qui entraînent une évolution rapide de

⁴⁴Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, Procès-verbaux des sessions du Comité consultatif, 1974-1977, Réunion du 1^{er} avril 1976, p. 4.

⁴⁵F. Guérard, *op. cit.*, p. 188.

notre secteur de l'agriculture et qui démontrent l'acharnement des producteurs à conquérir une place raisonnable dans l'économie générale⁴⁶.

C'est dans ce contexte que la FPLQ réoriente en 1977 son vaste plan de campagne publicitaire entrepris deux années plus tôt⁴⁷. Cette campagne de marketing cible dorénavant les élèves d'âge scolaire plutôt qu'un large public.

Comme le ministre Garon, la FPLQ a de grandes ambitions pour la distribution de lait et souhaite que le programme lait-école s'adresse à l'ensemble de la population étudiante québécoise : « Le travail se continue pour que ce programme de distribution de lait s'étende sous peu à toute la gent étudiante québécoise »⁴⁸.

Lors du lancement du programme en septembre 1977, 41 écoles sont identifiées aux milieux défavorisés sur le territoire du CSIM. La même année, le budget alloué au programme lait-école pour l'ensemble de la province s'élève à deux millions de dollars. Le CSIM obtient 23,8 % de cette somme pour atteindre approximativement 35 000 élèves. C'est la laiterie La Ferme St-Laurent qui est choisie comme fournisseur par le Conseil. Les coûts d'opération sont ensuite remboursés par le MAQ à chaque commission scolaire sur la base d'un montant fixe par unité consommée, après une analyse des coûts effectuée en collaboration avec la CECM. Selon Éric Giroux, cette opportunité représente pour la Ferme St-Laurent un défi⁴⁹. Comme La Ferme St-Laurent est une coopérative de distributeurs, normalement, ce sont les laitiers qui développaient leur clientèle. La coopérative ne pouvait avoir ses propres clients. Avec le programme lait-école, la coopérative doit

⁴⁶Maison de l'Union des Producteurs agricoles, Fédération des Producteurs de lait du Québec, *Rapports annuels*, 1971.

⁴⁷Patrick Emiroglou, *Je me souviens du lait. Le lait et la création publicitaire au Québec*, Montréal, Éditions Info Presse inc., 2000, 218 p.

⁴⁸Maison de l'Union des Producteurs agricoles, Fédération des Producteurs de lait du Québec, *Rapports annuels*, 1977, p. 19.

⁴⁹Il s'agit d'informations fournies par Éric Giroux de l'Écomusée du fier monde, 12 septembre 2016.

faire des pieds et des mains pour confier la livraison dans les écoles à différents laitiers.

Bien que le programme soit lancé en septembre 1977, la distribution ne débute pas avant la fin décembre 1977 ou alors aussitôt que les réfrigérateurs sont livrés aux écoles. Le CSIM a sélectionné le genre d'appareil nécessaire aux écoles de son territoire. Le coût d'acquisition est défrayé par le MEQ⁵⁰. Chaque unité de type commercial coûte 1 000 \$ pour une capacité de 20 pieds cubes et 1 300 \$ pour une capacité de 45 pieds cubes. En tout, 45 unités sont achetées, soit 35 réfrigérateurs de la plus grande capacité et 10 unités plus modestes. Cela semble peu, car il s'agit de moins de 9 % des unités achetées pour la province, alors que nous avons vu que l'île de Montréal compte environ 24 % de la population élémentaire du Québec en 1977. Il ne faut pas oublier que plusieurs écoles de la CECM possèdent déjà ce type d'équipement « étant donné que ce programme existe depuis déjà plusieurs années »⁵¹. Pour l'ensemble du territoire de la province, le MEQ achète plus de 400 réfrigérateurs pour la somme de 400 000 \$.

4.3 Bilan du programme Lait-École : 1977 à 1979

Le programme lait-école a un impact économique jugé important par le MAQ. Selon le ministère, la consommation annuelle de lait nature se situe à 1.3 milliards de livres lorsque le programme est lancé en 1977. L'apport du programme permet d'augmenter ce chiffre de 0,8 %, soit 10 millions de livres de plus de lait dès la

⁵⁰Pourtant Jean Garon déclare dans ses mémoires que « Devant le « taponnage » du ministère de l'Éducation, j'ai finalement décidé d'équiper les écoles à même mon budget ». Voir J. Garon, *op. cit.*, p. 307.

⁵¹Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, Procès-verbaux des sessions du Comité consultatif, 1974-1977, Réunion du 7 octobre 1977, p. 10.

première année. On prévoit également une croissance à long terme, considérant que l'habitude créée chez les enfants se perpétuera à l'âge adulte⁵².

Le MAQ réalise un premier bilan du programme lait-école en décembre 1978⁵³. Les conclusions d'un sondage envoyé aux 56 commissions visées par la première année d'implantation de la mesure mentionnent que 100 % des commissions scolaires sont satisfaites du programme. Pour ce qui est des écoles, le succès est tout aussi retentissant, le taux de satisfaction atteignant les 95 %. En ce qui a trait aux effets sur le développement des activités touchant à la nutrition en milieu scolaire, 75 % des répondants y voient des signes positifs. Les intervenants constatent en effet une intensification des activités d'implantation en matière de nutrition. Enfin, on remarque une amélioration du comportement des élèves dans 39 % des cas et on note la participation générale des élèves au programme. Du même souffle, tant les écoles que les commissions scolaires participantes souhaitent le maintien du principe de gratuité en cours dans une proportion de 95 %.

En 1979, lorsque le programme devient universel, cette hausse entraîne une augmentation de 3 % de la consommation de lait nature au Québec malgré une diminution du bassin d'élèves à l'élémentaire. Alors que ce marché était de 750 000 élèves en 1977 lors du lancement du programme lait-école, il n'est plus que de 620 000 élèves en 1979. Le phénomène de dénatalité peut expliquer en partie l'attitude peu optimiste du gouvernement péquiste envers la croissance de la consommation du lait nature au Québec exprimée dans son énoncé économique de 1977.

⁵²Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, (P763-S4), *Retombées économiques du programme lait-école*, Ministère de l'Agriculture, Cabinet du Ministre, Communiqué de Presse, Gouvernement du Québec, Québec, 19 septembre 1977, p 30.

⁵³Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, Ministère de l'Agriculture, *Rapport-Évaluation du programme lait-école*, 13 décembre 1978, 19 p.

Enfin, durant l'année 1979-1980, 70 000 berlingots de 200 ml sont distribués à travers 2 770 écoles réparties dans les 56 commissions scolaires de la province. Il s'agit d'une dépense de neuf millions de dollars alors que le budget planifié était de sept millions⁵⁴. 85 % des élèves adhèrent au programme dans ses trois premières années d'existence. Le ministre Garon affirme que c'est d'ailleurs le succès « remporté par le programme depuis ses tout débuts qui a permis au ministère d'aller aussi rapidement dans son implantation »⁵⁵.

4.4 Conclusion

La seconde partie des années 1970 voit le CSIM établir les bases de sa reconnaissance. Avec la mise sur pied d'une politique alimentaire pour l'ensemble des commissions scolaire qu'il dirige, le CSIM répond à une demande politique venant du MAS qui, lui, prend exemple sur ce qui est déjà en vigueur à la CECM. Dans cette lutte à la pauvreté en milieu scolaire, si l'impulsion venait d'abord de la CECM, il apparaît indéniable que cette énergie provient désormais d'un autre bras du gouvernement, le CSIM.

En ce qui concerne les événements précédant la mise en place du programme lait-école, nous avons pu constater qu'elle ne semble pas être le fruit d'un plan préparé par la FPLQ. Les rapports annuels de la FPLQ ne mentionnent aucune préparation pour une mise en marché du lait auprès des écoliers. Par contre les intentions y sont et c'est ce que nous pouvons observer dans l'étude de François Guérard. Notre

⁵⁴Selon les estimés gouvernementaux basés sur la population élémentaire de 1975-1976, l'application intégrale du programme lait-école coûtera 1 900 000 \$ au gouvernement pour l'achat du lait en 1979.

⁵⁵Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds Jean Garon, (P763-S4), *Du lait pour tous les élèves de la maternelle et de l'élémentaire du Québec à compter de septembre prochain*, Ministère de l'Agriculture, Cabinet du Ministre, Communiqué de Presse, Gouvernement du Québec, Québec, 11 juin, 1979.

démonstration soutient l'affirmation de l'auteur Patrick Émiroglou que la commande émane directement du MAQ. Il nous semble toutefois que la participation directe des producteurs soit une des plus importantes interventions des acteurs du monde laitier québécois et témoigne de l'originalité du programme lait-école lancée en 1977⁵⁶. Dans le cas présent, le producteur s'adresse directement au consommateur, ce qui jusqu'à ce jour était accompli par le transformateur/distributeur. Cet événement peut certainement expliquer la présence d'un service de promotion au sein de la FPLQ, qui a notamment produit le cahier pédagogique *Grignote*. Par contre, nous ne trouvons plus aujourd'hui que quelques traces de cette branche du service de promotion qui a un jour produit des manuels destinés aux parents, enfants et professeurs.

Le gouvernement péquiste annonce d'entrée de jeu qu'il croit en l'utilisation de l'industrie alimentaire québécoise comme levier économique. L'implication du MAQ dans l'instauration du programme lait-école s'inscrit dans cette logique. Toutefois, sans l'apport de l'expérience de la CECM, il n'y aurait pas eu de programme lait-école lancé en 1977, du moins pas sous cette forme. En fait la Commission voit une partie des connaissances acquises par son personnel migrer vers le CSIM. Ces gens qui travaillent à la promotion de la justice sociale à partir de l'école ont construit un véritable quartier général pour élaborer au fil des années un plan d'intervention direct à court, moyen et long terme. Ce modèle a servi à une mesure provinciale politique et économique populaire, le programme lait-école.

⁵⁶Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux. Bureau du sous-ministre, Montreal Diet Dispensary ; L'Association des Industriels Laitiers de la province de Québec Inc., *Plan pratique de distribution généralisée du lait dans les écoles de la province de Québec* (Montréal, L'Association des Industriels Laitiers de la province de Québec Inc., 4 avril 1962), 37 p.

CHAPITRE V

CONCLUSION

Le point de départ de la présente étude réside dans la découverte du cahier scolaire *Grignote*¹, produit par la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ) et utilisé à la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM). Selon notre perspective initiale, cette publication avait d'abord pour but d'inciter les jeunes écoliers à consommer des produits laitiers et ensuite à adopter une saine alimentation. Nous questionnions alors l'objectif recherché par ce cahier destiné aux enfants : leur santé ou leur fidélité en tant que futurs consommateurs. Nous soupçonnions également un lien direct entre l'utilisation du cahier *Grignote* et la mise sur pied du programme lait-école. Il faut à ce sujet rappeler les conclusions du cahier du Groupe de recherche en action populaire (GRAP) tenant les demandes répétées de la FPLQ et l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois responsables de l'édification du programme lait-école. Notre étude s'est portée sur la véritable raison d'être du programme lait-école, une question de santé alimentaire ou de santé financière? Nous souhaitons aussi identifier les acteurs principaux et leurs relations, ainsi que les liens les unissant aux responsables du programme de distribution gratuite de lait de 1977.

Pour étudier le programme lait-école nous avons choisi de porter notre attention principalement sur les acteurs du secteur scolaire œuvrant à l'échelle montréalaise. Nous avons plus particulièrement utilisé les documents de la CECM et du Conseil

¹Fédération des Producteurs de Lait du Québec, *Grignote : Cahier de l'enfant*, Montréal, Centre de promotion, 1978. 18 p.

scolaire de l'île de Montréal (CSIM) compte tenu de la richesse de ces sources. La CECM est un incontournable acteur lorsque l'on considère les propos de Robert Gagnon quant à son poids et son leadership dans le système scolaire québécois à l'époque où le ministère de l'Éducation (MEQ) est en voie de structuration. Le Fonds Jean Garon ainsi que celui de la FPLQ sont également essentiels dans la mesure où nous ne pouvons passer outre l'apport du ministre de l'Agriculture qui a lancé le projet lait-école ainsi que les principaux agents producteurs de lait.

Le second chapitre était consacré à dresser un bilan des actions sociales entreprises par la CECM. Nous avons présenté un historique permettant de constater l'expérience acquise par cette organisation scolaire en matière d'aide aux élèves démunis. La distribution de lait dans les écoles de la CECM est au cœur même des débuts de cette expertise.

La mise sur pied du Projet d'action sociale et scolaire par la CECM est ce qui nous apparaît le point tournant de cette prise en charge du domaine social par l'École québécoise. Ce projet pilote qui se déroule à l'École Jean-Jacques Olier est le premier indice d'un effort communautaire concerté, dirigé par le milieu scolaire, afin de venir en aide aux enfants en milieux défavorisés. La CECM fait figure de pionnière au Québec, réunissant plusieurs acteurs municipaux.

Fière de cette expérience et confiante de pouvoir influencer positivement de développement de son milieu social, la CECM lance sa propre initiative en 1970. L'Opération Renouveau (OR) est un vaste plan structuré et organisé par des professionnels dont une partie des mesures vise l'amélioration des conditions d'apprentissage par de l'aide alimentaire aux élèves de milieux sociaux défavorisés.

Le troisième chapitre du mémoire s'intéresse à l'implication croissante de l'État provincial dans la lutte aux effets de la pauvreté en milieu scolaire. En particulier

dans le domaine scolaire, le gouvernement cherche à exercer son pouvoir avec la mise sur pied du CSIM. En fait il s'agit d'une extension naturelle, après la création successive du ministère de l'Éducation (MEQ) et du ministère des Affaires sociales (MAS). De plus en plus convaincu de l'importance d'une saine alimentation sur la réussite scolaire, le MAS s'inspire de ce qui se fait déjà à la CECM et dépose un document de référence en matière de politique alimentaire scolaire. Ce document du MAS trace les grandes orientations de ce que devrait être une politique alimentaire scolaire et réserve une place de choix à l'aliment jugé le plus complet qui soit, le lait. C'est dans ce contexte qu'en 1975 le ministère de l'Agriculture du Québec (MAQ) demande à la FPLQ de mettre sur pied une campagne publicitaire s'adressant spécifiquement au jeune public.

Pour sa part, la CECM continue à se démarquer en termes d'interventionnisme en milieu scolaire ne serait-ce qu'avec la distribution de lait dont une partie est offerte gracieusement à ses élèves les plus pauvres. Pourtant la commission scolaire ne peut que constater la perte d'autonomie qui s'annonce au profit de l'État provincial. Au même moment, l'industrie laitière québécoise se remet difficilement de la perte de revenus garantis et cherche de nouveaux débouchés pour le lait nature.

Le quatrième et dernier chapitre s'amorce avec le dépôt de la politique alimentaire du CSIM en 1976, qui fait suite au guide sur la nutrition en milieu scolaire déposé par le MAS le 11 février 1974. Encore une fois la mesure est calquée sur ce qui se fait déjà dans les écoles de la CECM. Notons au passage que le CSIM subventionne le coût du lait à travers tous les établissements sous sa juridiction peu importe le niveau scolaire ni la classe sociale. Les producteurs de lait du Québec flairent la bonne affaire dans la mesure où la politique alimentaire fait la promotion de la consommation de lait nature et s'accompagne d'une campagne de promotion à la demande d'un comité interministériel réunissant le MAS, le MEQ et le MAQ. La FPLQ propose son aide financière et professionnelle aux différents établissements

scolaires publics de la province afin d'y promouvoir une saine alimentation. L'information véhiculée dans les établissements scolaires doit d'abord être validée par les Départements de santé communautaire de la province. C'est dans ce contexte qu'est produit et diffusé par la FPLQ le cahier *Grignote* en 1976, soit avant la mise sur pied du programme lait-école et l'élection du Parti Québécois.

Le climat politique devient encore plus favorable à l'industrie laitière lorsque le Parti Québécois annonce en campagne électorale son intention de mettre sur pied le programme lait-école dès son élection. Faisant la promotion de l'autosuffisance alimentaire, ce parti compte sur l'apport économique de l'industrie alimentaire en général et des producteurs laitiers en particulier. Aussitôt le Parti Québécois élu, le nouveau ministre de l'Agriculture lance le Comité d'étude sur le programme lait-école. Faisant fi des avis du Conseil des Industriels laitiers du Québec, le ministre de l'Agriculture Jean Garon donne aux producteurs le mandat de promouvoir leur produit auprès des écoles, et aux laiteries régionales celui d'approvisionner les commissions de leur secteur plutôt que de lancer des appels d'offre provinciaux. Le gouvernement québécois court-circuite le système de libre concurrence de distribution du lait au profit d'un soutien aux entreprises de petite et moyenne taille et aux coopératives québécoises. Il s'agit d'un aspect bien particulier du modèle d'affaires du programme lait-école.

La mise sur pied d'un programme gouvernemental de distribution gratuite de lait en milieu scolaire élémentaire en 1977 vise clairement la santé des élèves bien nantis, comme celle des pauvres. Le gouvernement québécois poursuit la volonté de la CECM de promouvoir l'égalité des chances de réussite scolaire dans les milieux défavorisés et de lutter contre les carences alimentaires chez l'ensemble des jeunes. Le programme lait-école est rendu possible par l'expérience acquise en matière d'implication sociale gouvernementale avant la prise du pouvoir par le Parti Québécois.

L'État québécois considère qu'il est de son ressort d'intervenir socialement entre autres en favorisant la réussite scolaire grâce à une saine alimentation. Dans le cas qui nous concerne, le MAQ fait appliquer le modèle de distribution de lait de la CECM à l'ensemble des commissions scolaires de la province. Sous le leadership du MAQ, le programme lait-école est issu d'une collaboration entre ce ministère, le MEQ et le MAS. Le programme lait-école devient universel dès 1979, soit après seulement deux ans de mise en œuvre. À travers la chronologie des événements menant à la mise sur pied du programme lait-école, nous avons constaté la rapidité avec laquelle s'est déroulée l'opération. Ce phénomène souligne la formidable opération de récupération d'information entreprise quelques années auparavant par le MAS auprès de la CECM à l'aide du CSIM. La contribution de la CECM à la mise sur pied du programme lait-école est indéniable. En ce sens, le programme lait-école est directement inspiré de ce qui se fait à la CECM. On peut affirmer que cette commission scolaire a conscience du rôle positif qu'elle peut jouer dans le développement de son milieu social. Elle distribue de l'aide alimentaire dont du lait dans le cadre de l'OR qu'elle met en place en 1970. Le programme lait-école s'inscrit ainsi dans la même logique que l'OR, deux initiatives pour sensibiliser les jeunes aux bienfaits d'une saine alimentation sur la santé et sur les résultats scolaires, que l'on croit intimement liés.

Notre analyse montre que la volonté de répondre à un besoin d'ordre social apparaît comme le premier objectif tant de la CECM que du gouvernement provincial et de ses différentes instances. L'argument principal pour appuyer cette logique est que le MAQ demande en 1975 à la FPLQ de lancer une campagne publicitaire destinée aux jeunes, alors que l'idée du programme lait-école n'est pas d'actualité. Cela démontre une volonté d'influencer la santé des jeunes. Cette action est en parfaite continuité avec la politique alimentaire scolaire déposée par le MAS dès 1974.

L'hypothèse que ce sont d'abord des intérêts économiques qui sont à l'origine du programme lait-école doit être nuancée. En fait, on ne peut écarter complètement la raison économique du programme lait-école. Elle est implicite car, d'entrée de jeu, le futur gouvernement du Parti Québécois affirme, dans son programme électoral de 1976, qu'il croit à l'apport essentiel de l'industrie agro-alimentaire pour le développement économique de la province. Aussitôt élu, le ministre de l'Agriculture Jean Garon lance le programme lait-école. Il annonce immédiatement son intention de faire bénéficier l'ensemble des étudiants de niveau élémentaire public d'un programme de distribution gratuite de lait. Bien que le gouvernement péquiste reconnaisse le faible impact économique de cette mesure sur l'économie québécoise, il souligne néanmoins son apport positif comme levier économique. D'ailleurs, Éric Giroux et François Guérard ont montré les efforts antérieurs des industriels et des producteurs de lait, afin de mettre sur pied un tel programme. Le programme lait-école bénéficie aux producteurs et distributeurs de l'ensemble du territoire québécois, car chaque commission scolaire doit s'approvisionner localement auprès de la FPLQ. Jusqu'ici peu d'études semblent avoir cherché à tirer quelque conclusion que ce soit sur les bienfaits réels, tant au niveau économique que social, du programme lait-école. Cet impact demeure ainsi à vérifier et présente un sujet intéressant à développer lors d'une future étude.

Contrairement à ce que laissaient entendre nos premières découvertes et notre questionnement initial, la présente étude dresse un portrait de liens assez limités entre l'École québécoise et l'entreprise privée. Notre étude présente plutôt un ensemble complexe d'interrelations à l'échelle locale et nationale. À travers le processus de mise en place du programme lait-école de 1977, nous voyons comment interagissent ces acteurs des secteurs publics et privés dans un processus d'étatisation de l'aide aux plus démunis. Pourtant, les principaux acteurs que nous avons cherché à analyser sont locaux. Nous avons favorisé l'échelle locale montréalaise en concentrant notre attention sur la CSIM et la CECM. En cela notre

approche est particulière et complémentaire à celle de François Guérard qui privilégie l'échelle du gouvernement provincial et l'action des ministères. Enfin, nous croyons poursuivre le travail de Robert Gagnon en approfondissant un cas précis qui permet d'établir comment se met en place une politique gouvernementale en matière d'intervention sociale dans le milieu scolaire. En soi cette préoccupation fait l'originalité de notre étude et expose un pan de l'histoire du Québec n'ayant pas encore été traité de cette façon.

Nous avons toutefois souhaité au départ mettre en lumière la relation ayant pu s'établir entre l'industrie laitière et l'École québécoise. Force est de constater que cette démonstration reste encore à faire. Par contre nous avons montré que l'industrie laitière possède ses accès privilégiés auprès du milieu scolaire. La dynamique qui unit ces organismes est un sujet qui mérite d'être approfondi. Pour y parvenir, la disponibilité des sources devient ici un enjeu pour ce qui est de la FPLQ. Pour notre étude, il n'a pas été possible de consulter directement les archives de la FPLQ. Seule la documentation transmise par la FPLQ a pu être utilisée.

Malgré les rencontres que l'industrie laitière eu pu avoir avec la CECM, notre étude ne met en lumière aucune preuve de pressions particulière de la part des laiteries auprès du Parti Québécois afin de mettre en place un programme national de distribution gratuite de lait. Les archives ainsi que les mémoires de Garon contiennent également peu d'information à ce sujet. On y constate que le Ministre et le milieu agricole sont beaucoup plus préoccupés par d'autres sujets tels que la protection du territoire et l'irrigation des terres arables. En revanche, François Guérard a pour sa part démontré l'existence de telles pressions à l'échelle provinciale mais celles-ci ne semblent pas avoir connu de succès avant l'arrivée au pouvoir du PQ. Nous n'avons alors pas poussé les recherches dans cette voie. Ce sujet pourrait très bien faire l'objet d'une autre recherche.

Quant à la question de la paternité du programme, elle appartient au Parti Québécois qui annonce l'initiative en campagne électorale, alors que Jean Garon n'a encore aucune idée de son rôle au sein du futur gouvernement péquiste. Tel qu'il le déclare dans ses mémoires, il sera même surpris d'être nommé à ce poste par René Lévesque². Cependant, il est à retenir que le travail avait été commencé bien des années plus tôt. On peut penser à la création du CSIM par le MEQ et à la réunion des trois ministères directement impliqués, le MEQ, MAS et MAQ en 1975 afin de fixer les responsabilités de chacun en matière d'alimentation au niveau scolaire. Cela montre que la volonté d'une intervention sociale accrue fait déjà partie des orientations gouvernementales sous les Libéraux de Robert Bourassa. Ainsi, tel qu'évoqué par l'auteur François Guérard, un long processus de développement d'une politique nutritionnelle s'érige et ce avant même la venue au pouvoir du Parti Québécois.

Nous insistons sur le fait que la démonstration qui vient d'être faite souligne particulièrement l'empreinte de la CECM sur le programme de distribution gratuite de lait lancé par le Québec en septembre 1977. En ce sens, notre étude confirme la thèse de Robert Gagnon concernant le leadership de cette commission scolaire et approfondit un volet de son histoire évoqué par ce dernier. Par son sujet et son approche, notre mémoire se positionne comme une étude sociale de l'éducation et de la politique du Québec, soulignant l'influence de la CECM en matière d'intervention sociale provinciale durant les années 1970.

Dans le débat qui remet aujourd'hui en question l'existence même des commissions scolaires ou du moins leur rôle et l'étendue de leurs responsabilités, notre étude contribue certainement à voir le rôle prépondérant que peut avoir une commission scolaire dans sa communauté. Il est de notre avis que l'École demeure encore

²Jean Garon, *Pour tout vous dire*, Montréal, VLB éditeur, 2013, p. 118.

aujourd'hui un pôle important pour la mise sur pied d'interventions communautaires. Il s'agit d'un véhicule extraordinaire à cause de la proximité qu'elle entretient avec son milieu. La standardisation des moyens d'intervention, tel que le programme lait-école, demeure un moyen efficace afin que l'ensemble des étudiants de la province puissent bénéficier des mêmes chances de réussite. Or, la réussite scolaire est certainement un moyen puissant de briser le cercle de la pauvreté.

BIBLIOGRAPHIE

1. Sources

1.1 Sources manuscrites

Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Québec, Fonds Jean Garon, P763-S4, Boîtes 1999-04-013\151; 219; 264; 275; 307;358 et 435, Québec, 1976-1985.

Conseil scolaire de Montréal, Archives du Service des études, Division de l'organisation scolaire, *Procès-verbaux des sessions du Conseil des Commissaires*, Montréal, mai 1973 à mai 1975.

Conseil de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, Archives du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, Comité consultatif, *Procès-verbaux des sessions du Comité consultatif*. Montréal, mars 1973 à décembre 1978.

Maison de l'Union des Producteurs agricoles, Archives de la Fédération des Producteurs de lait du Québec, Direction du marketing de la Fédération des Producteurs de lait du Québec, *Rapports annuels*, Longueuil (Québec), 1971-1989. 14 p.

1.2 Sources imprimées

Bibliothèque et Archives nationales du Québec – Montréal, Ministère de la Santé et des Services sociaux. Bureau du sous-ministre, Montreal Diet Dispensary ; L'Association des Industriels Laitiers de la province de Québec Inc., *Plan pratique de distribution généralisée du lait dans les écoles de la province de Québec* (Montréal, L'Association des Industriels Laitiers de la province de Québec Inc., 4 avril 1962), 37 p.

COULOMBE, Françoise et Gilles GOULET, *L'Opération Renouveau à la CECM Hier et Aujourd'hui 1970-1980, une alternative à l'inégalité des chances en éducation*, C.E.C.M., février 1981, 31 p.

DESROCHERS, Claire-Andrée, *L'Opération renouveau : l'histoire d'une solidarité*, Montréal, Commission scolaire de Montréal, 1985, 24 p.

DURAND, Nicole, *Le P.A.S.S. Plan de Réaménagement Social et Urbain*, Montréal, [Commission scolaire de Montréal, 1970, 130 p.

Fédération des Producteurs de lait du Québec, Centre de promotion, *Grignote. Cahier de l'enfant*, Montréal, 1978, 18 p.

PROVOST, Gilles, 1970, « Colloque sur l'enfant des milieux défavorisé », *Le Devoir*, Montréal, 14 avril.

Parti Québécois. (1975). Le Programme, l'action politique, les statuts et règlements, Montréal, Éditions du Parti Québécois.

GARON, Jean, *Pour tout vous dire*, Montréal, VLB éditeur, 2013, 531 p.

Gouvernement du Québec, Développement économique, *Bâtir le Québec. Énoncé de politique Économique*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979, 523 p.

2. Études

2.1. Études générales

AUBIN, Paul, *300 ans de manuels scolaires au Québec*, Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Les Presses de L'Université Laval, 2006, 149 p.

CHARLAND, Jean-Pierre, *Histoire de l'éducation au Québec*, Saint-Laurent, Éditions du Renouveau pédagogique, 2004, 205 p.

DUFOUR, Andrée, *Histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 1997, 123 p.

DUPUIS, Melanie E., *Nature's Perfect Food: How Milk became America's Drink*, New York, New York University Press, 2002, 310 p.

GRAVELINE, Pierre, *Une Histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Typo, 2007, (1^{ere} édition 2003), 195 p.

GUILLAUME, Pierre, *Histoire sociale du lait*, Paris, Éditions Christian, 2003, 233 p.

LINTEAU Paul-André, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT et François RICARD, *Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, 834 p.

VATIN, François, *Le lait et la raison marchande*, Haute-Bretagne, Presses Universitaires de Rennes, 1996, 205 p.

2.2. Études spécialisées

2.2.1. Monographies

AUTONÈS, Annie et Yves VAILLANCOURT, (dir.), *Le P.Q. et le social. Éléments de bilan des politiques sociales du gouvernement du Parti québécois, 1976-1982*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, 165 p.

BÉLANGER, Yves, *Québec Inc. : la dérive d'un modèle ?*, Collectif de Recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats, UQAM, n° 9401, s.d., 27 p. « coll. Cahier du CRISES »

CÔTÉ, Daniel, *Note-synthèse sur l'industrie laitière*, Montréal, École des Hautes Études Commerciales, juillet 1978, 40 p.

EMIROGLOU, Patrick, *Je me souviens du lait. Le lait et la création publicitaire au Québec*, Montréal, Éditions Info Presse inc., 2000, 218 p.

FORTIN, Denis et Marc ROLAND, *La gratuité du lait dans les écoles. Une lutte de consommateurs ?*, Québec, Groupe de recherche en action populaire, École de service social, Université Laval, Cahier 6, 1981, 22 p.

GAGNON, Robert, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Le développement d'un réseau d'écoles publiques en milieu urbain*, Louiseville (Québec), Les Éditions du Boréal, 1996, 400 p.

KESTEMAN, Jean-Pierre, Guy BOISCLAIR et Jean-Marc KIROUAC, *Histoire du syndicalisme agricole au Québec. UCC-UPA 1924-1984*, Montréal, Boréal Express, 1984, 327 p.

LEMIEUX, Vincent, *Les politiques publiques et l'exercice du pouvoir*, Groupe de recherche sur les intervention gouvernementales, Sainte-Foy, Université Laval, avril 1991, cahier 86-01, 3^e édition, 118 p.

MONTMARQUETTE, Claude, *Les intervenants scolaires en milieu défavorisé, estimation et évaluation*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1989, 144 p.

2.2.2. Articles

CÔTÉ, Daniel et Martine VÉZINA, « Les Stratégies de l'industrie laitière », *Gestion, Revue internationale de gestion*, vol. 13, n° 2, mai 1988, p. 32-39.

GIROUX, Éric, « Éduquer et vendre. La Santé par le lait », *Cap-Aux-Diamants, Revue d'Histoire du Québec*, numéro spécial « Une Pinte d'histoire. L'industrie du lait », n° 71, automne 2002, p. 38-46.

GUÉRARD, François, « L'émergence de politiques nutritionnelles au Québec 1936-1977 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 13, n° 67, automne 2013, p. 165-192.

JOHNSTON, Wendy, « Keeping Children in School: the Response of the Montreal Catholic School Commission to the Depression of the 1930s », dans *The Depression in Canada: Responses to Economic Crisis*, sous la dir. de Michiel Horn, Mississauga, Copp Clark Pitman Ltd., 1988, p. 162-187.

2.2.3. Mémoires et thèses

BOURBEAU, Amélie, *La réorganisation de l'assistance chez les catholiques montréalais : La Fédération des œuvres de charité canadienne-française et la Federation of Catholic Charities, 1930-1972*, Thèse de Ph.D. (histoire), Université du Québec à Montréal, 2009, 385 p.

COLAS, Valérie, *La bataille du lait pur à Montréal, 1900-1926*, Mémoire de M.A. (histoire), UQAM, 2002, 189 p.

DUBÉ-BÉDARD, Thaïs, *Les enjeux socio-politiques du contrôle de la qualité du lait dans la région métropolitaine de Montréal, 1876-1926*, Mémoire de M.A. (histoire), UQAM, 2004. 142 p.